

Attentat de Beni Amrane
**DEUX CONDAMNATIONS
À PERPÉTUITÉ ET DOUZE
PEINES DE MORT** P.5

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

Plusieurs responsables arrêtés pour corruption

SCANDALE DU SIÈCLE AU CŒUR DE LA FIFA

 P.5

■ Des origines du LMD
à sa conquête de l'université
ALI DERBALA

■ Rater les virages
BOUCHAN HADJ-CHIKH

■ Avec brio, le trio !
SLEMNIA BENDAOU

**ECONOMIE
POLITIQUE DE
LA DÉMOCRATIE
POST-COLONIALE**
DERGUINI AREZKI



**APRÈS L'EUPHORIE ÉLECTORALE,
LE TEMPS DES 4 VÉRITÉS**

RÉGHIS RABAH



DES MINISTRES INTÉRIMAIRES
EL YAZID DIB

**CONJONCTURE ÉCONOMIQUE :
LA FAUTE DE SELLAL !**

ABDELLATIF BOUSENANE

C'EST M. SELLAL, TOUT DE MÊME !
ABED CHAREF

**LES LANCEURS D'ALERTE :
VIGIES, PIRATES OU TRUBLIONS ?**
CHERIF ALI

**ACTUALITÉ VUE
AUTREMENT**

■ Bon voyage et bonne santé
HAMID DAHMANI

■ Des héros certes, mais
des hommes avant tout !
B. AHCENE-DJABALLAH

**LA MÉMOIRE,
TOUTE LA MÉMOIRE,
RIEN QUE
LA MÉMOIRE**
BRAHIM SENOUCI



■ Monologue de l'Américano-
Guatémaltèque
AKRAM BELKAÏD

Affaire Khalifa Bank

Les directeurs généraux
et les dépôts en milliards

Jusqu'à la fin de l'après-midi de mardi, c'était l'expert-comptable désigné par le juge d'instruction, Hamid Foufa, qui a apporté son témoignage devant le tribunal criminel de Blida en déclarant avoir procédé à deux expertises de Khalifa Bank, la première à la caisse principale et la deuxième au niveau des agences d'El Harrach, des Abattoirs, Didouche Mourad, Koléa et Oran.

Tahar Mansour

La première expertise a été entamée le 6 décembre 2003 à la caisse principale à Chéraga et a consisté en l'examen des onze écritures bancaires entre sièges faites dans le but d'équilibrer le stock physique et le stock comptable, c'est-à-dire l'argent qui se trouvait dans la caisse et les écritures comptables. Il explique que ce sont là les prélèvements de fonds effectués par Abdelmoumène Khalifa et portés sur les bouts de papiers par le directeur de la caisse principale.

Au cours de la deuxième expertise effectuée à partir du 12 mars 2005, M. Hamid Foufa découvrit environ 300 opérations bancaires illégales effectuées au sein de Khalifa Bank et étaient considérées comme des faux en écriture entre la caisse principale et les agences contrôlées.

Il précise que les prélèvements effectués par Khalifa et les faux en écritures bancaires ont causé un trou de 3,2 milliards de dinars au niveau de la caisse principale et plus d'un milliard de dinars au niveau des cinq agences.

En son vingtième jour, le procès en appel de l'affaire Khalifa Bank a vu la poursuite des auditions des témoins qui étaient pour la plupart de hauts responsables au sein d'entreprises et d'institutions publiques au moment des faits. La valse des milliards a recommencé et, à entendre tout cet argent déposé et non récupéré, on commence à avoir le vertige même si, en 2007 lors du premier procès, la plupart des citoyens étaient sidérés par le nombre de milliards déposés à Khalifa Bank. Le juge Antar Menouar continue de mener les auditions tambour battant pour terminer selon le programme que le tribunal s'est tracé.

Hier donc, c'était au tour de M. Mourad Cherabi, ex-directeur général de la mutualité des travailleurs de l'électricité et du gaz qui déclara au tribunal que l'institution qu'il dirigeait avait fait deux dépôts de 5 milliards de centimes chacun, la première fois par le directeur général qui l'a précédé et la seconde par lui-même. Il précise que c'est le conseil d'administration qui entérina la décision de dépôt car les intérêts étaient de l'ordre de 10 % alors que la somme qui a été mise en dépôt provenait du surplus des montants réservés aux primes de départ en retraite. Outre les intérêts qui ont atteint 10 %, les 130 travailleurs de la coopérative ont bénéficié de réductions sur les billets d'avions de Khalifa Airways de l'ordre de 50 %. Quant à la carte de gratuité de transport concernant la même compagnie aérienne, le témoin déclara qu'il ne l'a utilisée qu'une ou deux fois. Il avoue aussi que sa fille a travaillé au sein de Khalifa Airways. Il annonce aussi que le premier dépôt de 5 milliards de centimes a pu être récupéré mais il ne sait pas si le second l'a été ou non. L'ex-directrice générale de l'entreprise nationale des systèmes d'information, Mme Berkane Fadhlila, a été appelée à la barre après M. Mourad Cherabi, et déclara qu'elle n'était pas encore à la tête de la société au

moment des faits puisqu'elle n'a été désignée qu'à partir de 2004, alors que, en ce qui concerne les 100 millions de dinars déposés par son prédécesseur, ils n'ont pu être récupérés, selon les informations en sa possession. Pour M. Derkaoui Hamid, qui occupa le poste de directeur général du centre d'études et de réalisations urbanistiques de Sétif de 2004 à 2008, la somme de 130 millions de dinars déposée par son prédécesseur l'a été à cause des taux d'intérêt assez élevés. Lorsqu'ils ont appris que Khalifa Bank allait avoir des difficultés, ils ont pu récupérer la somme de 50 millions de dinars mais les 80 millions restants ont été perdus malgré les différentes tentatives de les récupérer, comme a tenu à le préciser le témoin. L'ancien directeur général de l'entreprise nationale de navigation aérienne, M. Hamed Abdelouahab, qui se trouve actuellement en retraite, déclare pour sa part que l'entreprise qu'il a dirigée de 2002 à 2006 a effectué un dépôt de 5 milliards de centimes auprès de l'agence de Khalifa Bank de Chéraga, montant qui n'a pu être récupéré à cause des problèmes financiers qu'a rencontrés la banque. Il précise aussi que son entreprise avait des relations de travail avec toutes les compagnies d'aviation, parmi elle Khalifa Airways. C'est ce qu'a aussi déclaré M. Belkhiri Ali qui a occupé le poste de directeur général de l'entreprise nationale des systèmes informatiques de 1997 à 2004, que son entreprise avait effectué un dépôt de 10 milliards de centimes auprès de Khalifa Bank au taux de 10 %, pour une année renouvelable et que ce montant n'a pu être récupéré entièrement. M. Bouchkène Saïd, ancien directeur de la coopérative indépendante des fonctionnaires algériens, déclara lui aussi que l'institution qu'il dirigeait avait déposé la somme de 20 millions de dinars en 3 étapes sans qu'ils puissent récupérer ni le dépôt ni les bénéfices qui ont été réalisés. Ce fut par la suite au tour de M. Baghouli Mohamed Saïd, qui a occupé le poste de directeur général de l'entreprise de forage de puits dont le siège était à Hassi Messaoud, d'être appelé à la barre pour apporter son témoignage. Il informa le tribunal que son entreprise avait déjà opéré des dépôts qui sont arrivés à 150 millions de dinars auprès de l'agence de Hassi Messaoud, en deux tranches. Du fait qu'il n'a été nommé à la tête de l'entreprise qu'en janvier 2003, le témoin affirma qu'il a essayé de retirer l'argent pour le placer dans une banque publique mais il n'a pu le faire. Il déclare ignorer si la totalité de la somme a pu être récupérée car il a quitté son poste en décembre 2004. Enfin, M. Idir Hocine, ex-président-directeur général de l'entreprise de détergents et produits d'entretien, reconnu que l'entreprise qu'il dirigeait avait opéré un dépôt de 100 millions de dinars auprès de l'agence Khalifa Bank de St George, mais que la totalité de la somme ainsi que les bénéfices qu'elle a générés n'ont pu être récupérés. Il précisa enfin que la principale raison qui les a poussés à opérer ce dépôt sont les forts taux d'intérêts pratiqués par Khalifa Bank.

Sellal à Rome

Libye: «le temps est compté»



Le temps est «compté» en Libye pour parvenir à une solution politique avant octobre, faut de quoi les groupes terroristes risquent de s'y implanter durablement, a déclaré hier à Rome le Premier ministre, Abdelmalek Sellal. «Le temps est compté» car, en octobre, le mandat des dirigeants actuels en Libye arrivera à expiration, a expliqué M. Sellal, lors d'une conférence de presse, à l'issue d'une rencontre avec le président du Conseil italien Matteo Renzi. Et faute d'accord politique entre toutes les parties, «les groupes terroristes finiront par créer un abcès de fixation», a-t-il averti.

L'Algérie et l'Italie favorisent toutes deux la conclusion d'un accord en Libye en vue de la formation

d'un gouvernement d'union nationale, ont rappelé les deux dirigeants lors de cette conférence de presse. «La démarche est simple» et consiste à aboutir à une «solution politique inclusive, qui ne rejette aucune partie et préserve l'unité de la Libye», a expliqué le Premier ministre. Cette solution doit permettre la formation d'un «gouvernement d'union nationale qui gèrera la transition, qui mettra en place une Constitution et des élections libres», a-t-il ajouté, soulignant que cette démarche de dialogue avait été celle de l'Algérie dans le cadre des discussions au Mali. «Le terrorisme peut se vaincre par la force, mais il y a aussi besoin d'opérations de réconciliation» pour l'éradiquer, a encore expliqué M. Sel-

lal. En Libye, «la situation n'est pas facile pour une raison historique, car nous avons perdu la possibilité (après le renversement du colonel Kadhafi) d'instaurer une situation de démocratie et de liberté», a expliqué de son côté M. Renzi. Toute solution devra inclure la «participation du peuple libyen», a-t-il ajouté. Elle l'est aussi en raison de l'«actualité»: plus de 90% des migrants qui arrivent aujourd'hui en Italie partent de Libye, a rappelé le chef du gouvernement italien. Les deux dirigeants ont également fait part de leur volonté d'augmenter les échanges entre leurs deux pays, l'Algérie évoquant un «axe stratégique» pour sécuriser les approvisionnements en hydrocarbures de l'Italie et de l'Europe.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Quelle
légitimité ?

Encore un congrès du FLN organisé sur fond de contestation. Réel ou simulée d'une façon savante, la protesta

semble cette fois-ci s'inscrire dans la durée, avec l'espoir de provoquer un brusque retournement de la situation qui peut, effectivement, être favorisé par un environnement politique des plus instables. En tout cas, le FLN donne aujourd'hui une nette impression d'un parti à deux têtes. Une direction légitimée par la Présidence, si l'on se réfère en cela à son silence pesant face à la crise qui déchire ce parti, ainsi que par l'administration et la Justice, la première lui ayant octroyé l'autorisation de tenir son 10e congrès et la seconde ayant rejeté «dans la forme et dans le fond» la demande d'annulation formulée par les opposants à la tenue de ce congrès. Et une autre direction parallèle qui anime tout un mouvement d'opposition, contre vents et marées. On sait pertinemment que le FLN a toujours tourné dans le giron du pouvoir, de l'aveu même de ses plus fidèles militants, que dire alors de cette veillée d'armes entre deux clans, tous deux supportant Bouteflika et son programme ? Seul hic, les opposants au SG du FLN, M. Amar Saadani, n'approuvent pas le soutien que lui apporte la Présidence, faisant même planer un doute sur ce soutien. Chacun pour soi, Dieu pour tous. Bouteflika peut bien changer d'avis, et retirer sa bénédiction à Saadani. Cela s'est déjà vérifié dans le passé, avec l'actuel SG, et le passé récent avec Belkhadem, pour ne citer que ces deux cas. Le congrès, donc, se tiendra avec ou sans les opposants. Quitte à lui faire garder sa session ouverte. Mais le FLN s'est toujours sorti indemne des situations les plus complexes, du moins

en apparence. La politique du rouleau compresseur marche- ra encore, et dans le parcours on avisera, on tentera de faire dans l'équilibrisme acroba-

tique. Les pro et les détracteurs de Saadani, tous ensemble, n'ignorent pas que le FLN n'est qu'une membrane du pouvoir. Quant à connaître qui y entre et qui en sort, il faut se chercher la raison au niveau de la Présidence, auprès du président du parti. Il s'agit en fait d'une mission bien précise à lui faire porter dans une conjoncture politique bien déterminée. Ainsi va le FLN, avec une tête, trois ou cent, le parti sera au service du pouvoir en place. Aucune déviation de la ligne tracée ni aucun soupçon de trahison chez ses dirigeants ne sont permis. C'est cette règle qui aura le dernier mot. Et les opposants à l'actuel SG, des figures qui font partie du décor du parti depuis longtemps, ont eux-mêmes façonné cet esprit de la règle. Difficile, alors, de croire qu'on vient revendiquer aujourd'hui le changement dans les pratiques du parti, surtout pas sans reconnaître implicitement ses erreurs.

Et par malheur, c'est que personne ne veut se confesser et dire qu'il a eu tort à tel moment dans la vie politique du parti. On continue à chuchoter dans les coulisses, évitant soigneusement de s'élever ouvertement contre le premier responsable du parti. N'est-ce pas le président qui a arrangé la place de SG du parti à M. Amar Saadani, même s'il a tout juste donné des consignes ou des orientations pour que les membres du CC le plébiscitent au poste ? Et si ce n'est pas lui, qui cela peut-il bien être ? Le FLN se débat entre deux ailes au pouvoir, au grand risque de se disloquer dans ses tourments. Le baromètre est très chaud.

Tirage du N° 6237
119.652 exemp.Le Quotidien
D'ORANEdition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DAPrésident
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOUDirection - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction
041.23.25.20Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.
Ouargla : S.I.A.INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.frRédaction Algéroise
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél. : 021. 64.96.44Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22

Diffusion: Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52- Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

CNAS 40 millions d'euros remboursés aux hôpitaux français

La caisse nationale de la sécurité sociale (CNAS) a adopté une politique « très souple » pour récupérer ses créances auprès des opérateurs publics et privés. Le secteur public demeure un mauvais payeur.

M. Aziza

L'invité du forum d'El Moudjahid, le directeur général de la CNAS, M. Melouka Slimane, a appelé hier toutes les entreprises concernées à honorer leurs créances auprès des services de la CNAS. Et de préciser que des mesures de facilitation ont été adoptées par ses services, pour ne pas pénaliser davantage certaines entreprises ayant des difficultés financières.

Il explique que toute personne morale ou physique qui a des dettes envers la CNAS ne sera pas privée d'une couverture sécurité sociale. Mais, pour le DG de la CNAS, ces entreprises sont dans l'obligation de se rapprocher des services de la sécurité sociale pour honorer leur dette.

Il précise que les entreprises endettées devront en premier lieu s'acquitter seulement de la redevance principale, pour qu'à travers un accord qui sera conclu entre les deux parties, un échéancier de paiement sera proposé aux entreprises concernées.

En ce qui concerne les montants d'argent réclamés par les hôpitaux français auprès des services de la sécurité sociale algérienne, M. Melouka Slimane a affirmé que 40 millions d'euros ont été déjà payés durant les quatre dernières années. Sans vouloir avancer de chiffre concernant le reste des créances, le conférencier a précisé que « les factures » sont en cours de paiement.

Il a précisé qu'il ne s'agit pas de dette, mais de factures que les services de la CNAS doivent honorer mais pas sans contrôle. « Nous avons pris un peu de temps pour une question de contrôle, de vérification, car cer-

tains montants suscitent parfois des vérifications un peu plus poussées ». Et de poursuivre : « ceci est tout à fait normal du point de vue de la comptabilité, sinon, dans le cas contraire, nous serons coupables ou accusés de dilapidation de l'argent public ».

Interrogé sur le désengagement de la sécurité sociale quant aux frais des actes médicaux et les frais des services de radiologies et des analyses, le conférencier explique : « en l'absence d'un ancrage juridique fixant les honoraires des médecins, la CNAS ne peut pas s'aventurer à rembourser des honoraires fixés par les médecins eux-même, sans aucune base et parfois sans aucune logique ».

Mais il précise dans ce sens, que la CNAS a déjà signé des conventions avec 3 000 médecins privés pour la prise en charge des personnes retraitées.

Des études sont en cours pour élargir cette formule à d'autres catégories de personnes.

En outre, les services de la CNAS ont signé des conventions avec 18 cliniques privées spécialisées dans les maladies cardiovasculaires.

La prise en charge est à 100%. De même, 230 conventions ont été signées avec 230 centres d'hémodialyse.

Le DG de la CNAS a affirmé que 80 % des dépenses de la sécurité sociale concernent le remboursement des produits pharmaceutiques.

Et de préciser que 5 000 produits princeps et génériques sont aujourd'hui remboursés par la CNAS. Il assure que la CNAS jouit d'un système financier équilibré : « il n'y a pas le feu dans la demeure ».

Rassemblement de médecins résidents

Salah-Eddine K.

Les médecins résidents ont clôturé, hier, leur grève de 2 jours (26 et 27 mai) sans que leur tutelle prenne, encore, des mesures par rapport à la revendication des résidents. Ils étaient, hier, plusieurs centaines à tenir un sit-in, à l'hôpital central d'Alger (CHU) Mustapha, afin de faire entendre leur revendication d'ordre, essentiellement, pédagogique, liée à leur formation en résidanat.

Le contrôle d'évaluation, estime des grévistes, « ne se limite pas à des réponses sur des cours théoriques reçus, mais le plus important c'est le travail accompli par le résident qui doit prendre le dessus pour son évaluation ». « Plusieurs aspects sont à prendre en considération », estime notre interlocutrice. Et d'ajouter : « le résident

accomplit de multiples activités : formation des étudiants et personnel médical, fait des consultations, suit les dossiers de malades, fait des publications... »

C'est tout ce travail qu'il faut revaloriser et auquel la tutelle doit donner toute l'importance qu'il mérite. « Nous voulons être des spécialistes bien formés pour être au service de notre pays », ont soutenu nos interlocuteurs.

« La tutelle avait gelé l'arrêté, contesté en 2011, mais à notre étonnement, explique un autre résident, en chirurgie pédiatrique, le ministère veut nous imposer ce système d'évaluation, rejeté pourtant, dès sa promulgation, pour les raisons déjà citées ». La discorde, aujourd'hui, provient « du fait que la tutelle veut réintroduire ce système d'évaluation contre la volonté des résidents ».



Raïna Raïkoum

Moncef Wafi

La mentalité karsan

Scène vécue à l'aéroport d'Alger Houari-Boumediène. Une policière vérifiant les billets d'accès clache une passagère qui s'est présentée devant elle, un téléphone portable à l'oreille. L'uniforme en service y voit un outrage alors que la situation aurait pu être dégoupillée avec un simple sourire. Denrée rare dans un pays aussi triste qu'un clown CCP. La scène dure une dizaine de minutes, le temps de retarder un peu plus le vol vers Oran. Une fois à bord de l'ATR 72-50, les premiers arrivés choisissent leur siège, l'emplacement porté sur le billet d'accès comptant pour du beurre. Ainsi, si le coucou s'écroule, on pourra toujours deviner qui est qui. Le vol prendra encore du retard à cause d'une question d'autorisation de vol et au final, ce sont 35 minutes de pertes dans la vie d'un Algérien pour rien. Mais qu'est-ce que 35 minutes lorsqu'on a perdu toute une vie à attendre que les choses évoluent dans le bon sens ? A vrai dire, le chemin est long et tortueux pour en finir avec cette mentalité karsan qui régit les destinées d'un pays schizophrène souvent en conflit avec sa propre ombre. En fait, c'est quoi la mentalité karsan ? C'est qu'un ministre, hier encore, à la tête du département de la pomme de terre se retrouve au ministère de la Recherche nucléaire sans que cela pose problème de compétence. Qu'un responsable cité dans une affaire de corruption ne soit inquiet par sa hiérarchie et qu'on lui demande de rendre compte. Que le passe-droit remplace

les critères d'excellence lors d'une nomination et que les liens du sang ceux d'une promotion. Que l'à-plat-ventrisme devienne le premier citoyen de l'Algérie de l'indépendance. Que le clientélisme s'érige en mode de gouvernance et que l'argent sale et celui des autres achètent les bonnes consciences. Que les hommes de paille et les marionnettes déglinguées parlent au nom de tout un peuple et que ce même peuple attend, la main tendue et la bouche avide et ouverte, sa pension de fin du mois. La mentalité karsan, c'est lorsqu'un pays avec un passé riche joue les amnésiques en détresse, roule en lisière de son histoire et ne respecte pas le code de la démocratie. La mentalité karsan, c'est quand le receveur, recruté par le peuple avec l'argent du peuple, fait payer au prix fort une place de misère, sale et poussiéreuse. Quand on entasse 39 millions de fantômes dans un réduit pour chaussures. Quand le chauffeur, devenu propriétaire des lieux, déserte son poste et refille le volant au receveur qui conduit alors tout un pays vers le fossé. C'est quand le karsan tombe en panne, ses propriétaires le laissent au bord de la route, lui et leurs passagers, appellent Air Algérie et quittent le pays. La mentalité karsan, c'est quand on se retrouve en rade et qu'on s'assoit à lorgner ce que va faire le voisin, en attendant un mécanicien qu'on a oublié de solliciter. La mentalité karsan, c'est tout ça et beaucoup d'autres choses encore que la justice de Bouteflika interdit d'évoquer.

30 grandes sociétés américaines présentes

L'ambassade des Etats-Unis d'Amérique à Alger est fière de participer à la Foire internationale d'Alger 2015 avec plus de 30 grandes sociétés américaines. Cette participation souligne l'importance des relations économiques bilatérales et l'engagement des deux pays à renforcer davantage les relations économiques et commerciales. Les expositions au pavillon américain serviront de vitrine à l'expertise des entreprises américaines qui opèrent dans une grande variété d'indus-

tries y compris l'industrie pharmaceutique, la santé, les transports, l'agriculture et l'énergie.

La supériorité technologique et la qualité des entreprises américaines ainsi que leur engagement envers la formation et le développement du savoir-faire ont fait d'elles des leaders dans leurs secteurs. Leur présence à Alger pour participer à la foire témoigne de leur intérêt de contribuer au développement de l'économie algérienne.

Les liens commerciaux entre les

Etats-Unis et l'Algérie sont profonds et croissants.

Le dialogue stratégique bilatéral à Washington DC le 8 avril, la réunion du conseil de l'accord-cadre bilatéral sur le commerce et l'investissement (TIFA) à Alger le 17 février et le soutien continu des Etats-Unis à l'adhésion de l'Algérie à l'OMC soulignent l'engagement ferme du gouvernement américain en faveur d'une relation économique robuste avec un partenaire stratégique clé.

La France promeut la « destination Algérie »

L'ambassadeur de France en Algérie M. Bernard Emié a rendu visite avant-hier après-midi au pavillon France organisé par la chambre de commerce et d'industrie de Paris Ile-de-France (CCIPIF) à l'occasion de l'inauguration de la Foire internationale d'Alger par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, accompagné de nombreux ministres du gouvernement algérien.

L'ambassadeur de France a pu présenter au Premier ministre Abdelmalek Sellal plusieurs dirigeants des 40 sociétés françaises participant à ce très important

salon d'Alger. L'ambassadeur a par ailleurs annoncé l'organisation à Paris par Business France les 1^{er} et 2 juin prochains de Rencontres Algérie auxquelles est annoncée la présence de 150 participants français et d'une délégation d'une cinquantaine d'entreprises membres du FCE. Ces journées bénéficieront notamment de la participation du côté français de Mme Muriel Pénicaud, ambassadrice déléguée aux investissements internationaux, directrice générale de Business France, de M. Bernard Emié, ambassadeur de France en Algé-

rie, de M. Jean-Louis Bianco, représentant spécial pour les relations économiques franco-algériennes, et de M. Jean-Louis Levet, haut responsable à la coopération industrielle et technologique franco-algérienne, ainsi que, du côté algérien, de très hautes personnalités des milieux économiques et des milieux d'affaires. Elles donneront lieu à quatre tables rondes centrées sur des thématiques prioritaires pour le partenariat économique entre nos deux pays : « mieux se nourrir », « mieux vivre en ville », « mieux se soigner » et « mieux communiquer ».

DJEZZY
LINE
1200

ACCÈS À
  

ILLIMITÉ

1 NUMÉRO
FAVORI DJEZZY

ILLIMITÉ

FORFAIT 3G⁺ **200 Mo**

Nouvelle offre post-payée disponible dans toutes les wilayas. Pour choisir votre forfait LINE 1200 et votre numéro favori composez *735#.
Un abonnement mensuel qui vous offre également 3H d'appels vers les réseaux nationaux, 500 SMS vers Djazzy et une option control à 1000a/mois, qui vous permettra de bloquer votre forfait et consommer en toute sérénité. La tarification des appels en hors forfait vers les autres réseaux nationaux est à 5Da/Min, facturés à la seconde après la première minute.

   www.djezzy.dz

DJEZZY
جاذي
مرحبا بالغد

SAMSUNG



SAMSUNG
Galaxy S6 | S6 edge
NEXT IS NOW

 facebook.com/samsungalgerie

Plusieurs responsables arrêtés pour corruption

Scandale du siècle au cœur de la Fifa



Moncef Wafi

Hier, vers six heures du matin, des policiers suisses en civil se sont présentés au luxueux hôtel cinq étoiles, Baur Au Lac, du centre de Zurich, où sont logés les principaux dirigeants de la Fédération internationale de football (Fifa) présents dans la ville pour assister au congrès prévu aujourd'hui et l'élection du président de la Fifa demain où Joseph Blatter, le boss, briguera un cinquième mandat. Ils en sont repartis après avoir interpellé sept responsables de la Fédération soupçonnés de corruption, à la demande des autorités américaines. Le parquet suisse a ainsi ouvert une procédure pénale contre X pour soupçon « de blanchiment d'argent et gestion déloyale » entourant les attributions des Coupes du monde de football de 2018 et 2022 et a saisi hier des documents électroniques au siège de la Fifa à Zurich. Cette procédure, ouverte depuis le 10 mars, n'avait pas été rendue publique jusqu'à hier. Les suspects interpellés font l'objet d'une demande d'extradition américaine. « Des représentants des médias sportifs et de sociétés de marketing sportif seraient également impliqués dans des versements à de hauts fonctionnaires d'organisations footballistiques (des délégués de la Fifa et d'autres personnes appartenant à des organisations affiliées à la Fifa) en échange de droits médiatiques et des droits de marketing de

compétitions organisées aux Etats-Unis et en Amérique du Sud », a indiqué le ministère suisse de la Justice. Le New York Times, qui a révélé les arrestations, a indiqué que les accusations visent des faits de corruption au cours des vingt dernières années et portent, outre l'attribution de Coupes du monde, sur les droits de marketing et de télévision. Les accusations visent également des escroqueries par voie électronique, des faits de racket et de blanchiment d'argent. Le ministère américain de la Justice a annoncé, pour sa part, hier, que le Département de la Justice a inculpé, pour corruption, neuf élus de la Fifa et cinq partenaires de l'instance mondiale du football, pour des faits s'étalant sur les 24 dernières années.

Par ailleurs, le siège de la Confédération de football d'Amérique du Nord, d'Amérique centrale et des Caraïbes (Concacaf), situé à Miami, a été perquisitionné dans le cadre de cette procédure ouverte par l'actuelle ministre de la Justice d'Obama, Loretta Lynch, alors procureur du district Est de New York. Les personnalités inculpées par la justice américaine sont Jeffrey Webb, vice-président de la Fifa et président de la Concacaf, Eduardo Li, membre des comités exécutifs de la Fifa et de la Concacaf, Julio Rocha, chargé du développement à la Fifa, Costas Takkas, attaché au cabinet du président de la Concacaf, Eugenio Figueredo, actuel vice-président de la Fifa,

Rafael Esquivel, membre du comité exécutif de la Conmebol, José Maria Marin, membre du comité d'organisation de la Fifa pour les jeux Olympiques, et Nicolas Leoz, ancien membre du comité exécutif de la Fifa, ainsi que Jack Warner, un ancien membre du comité exécutif de la Fifa, déjà impliqué dans de nombreuses affaires de corruption.

Les réactions n'ont pas tardé et l'instance de Blatter qui a décidé de maintenir l'élection de vendredi, a été la première à réagir. Lors d'une conférence de presse organisée au pied levé, Walter De Gregorio, le directeur de la communication de la Fifa a tenu à préciser que Blatter et son secrétaire général, Jérôme Valcke « ne sont pas impliqués » dans cette affaire. A propos des Coupes du monde 2018 et 2022 en Russie et au Qatar, M. De Gregorio a assuré qu'elles se tiendraient comme prévu tout en affirmant que la Fifa coopérerait « pleinement » avec les autorités judiciaires suisses et américaines. Il a qualifié la Fifa de « victime » ajoutant que cette procédure fera du bien à la Fédération « pas en terme d'image, mais en ce qui concerne le ménage que nous avons entrepris ces dernières années ». Quant au président de l'UEFA, Michel Platini, il a annoncé une réunion du comité exécutif de l'UEFA pour hier après-midi se disant « surpris et attristé par les événements qui ont eu lieu ce matin à Zurich ».

L'attribution du Mondial 2010 à l'Afrique du Sud était «corrompue»

L'attribution de la Coupe du monde de football 2010 à l'Afrique du Sud était «corrompue», a accusé mercredi la ministre américaine de la Justice à New York, lors d'une conférence de presse sur le scandale de corruption au sein de la Fifa. «La Coupe du monde 2010 (...) a été attribuée à

l'Afrique du Sud, pour la première fois le tournoi se tenait sur le continent africain», a expliqué Loretta Lynch. «Mais même pour cet événement historique, des dirigeants de la Fifa et d'autres ont corrompu le processus en utilisant des pots-de-vin pour influencer la décision d'attribution», a-

t-elle déploré. «Il ne s'agit que d'accusations», a réagi auprès de l'AFP Dominic Chimhavi, porte-parole de la Fédération sud-africaine de football.

«Personne n'est sous le coup d'une enquête ici», a-t-il ajouté, sans davantage de commentaires sur les déclarations de Mme Lynch.

Attentat de Beni Amrane

Deux condamnations à perpétuité et douze peines de mort

Douze condamnations à mort (par contumace) et deux réclusions criminelles à perpétuité ont été prononcées hier par le tribunal criminel d'Alger contre 15 terroristes, responsables d'un attentat à la bombe, qui a fait deux morts et sept blessés en juin 2008 près de la gare de Beni Amrane (W. de Boumerdes).

Il s'agit des terroristes Rouach Toufik, Sid Ali Belkacem, Tazrout Ahmed, Boulatouak Mohamed, Tarfi Rabah, Halouane Noureddine, Saradj Mohamed, Gutitich Rabah, Bendjamaa Youcef, Belhadj Khaled, Maldji Youcef et Skili Smail. La présidente du tribunal criminel d'Alger, Myriam Djabbari a aussi prononcé la réclusion à perpétuité contre Khaled Mohamed Asalah et Gouri Brahim. Le représentant du ministère public, dans son réquisitoire, avait requis la peine de mort contre eux. La présidente du tribunal criminel d'Alger a

également prononcé «l'extinction de l'action publique» pour Gouri Abdelmalek, abattu par les forces de sécurité. Les 15 terroristes ont été reconnus coupables de «création d'un groupe terroriste armé et homicides volontaires avec préméditation et guet-apens.» Lors de leur audition, les deux accusés présents à l'audience, Khaled Mohamed Asalah et Gouri Brahim, ont reconnu avoir appartenu à Katibat El Arkam et avoir participé à plusieurs opérations terroristes sans pour autant reconnaître avoir participé à l'attentat de Beni-Amrane. Le ministère public avait requis auparavant contre les 15 terroristes la peine capitale. La défense avait plaidé quant à elle la relaxe au profit des deux détenus Khaled Mohamed Asalah et Gouri Brahim, arguant un manque de preuves. Le 9 juin 2008, un attentat à l'explosif avait causé la mort du directeur général de l'entreprise française

de BTP «Razel», et son chauffeur, un algérien âgé alors de 28 ans. Cet attentat avait fait sept blessés au sein d'une brigade de gendarmes, qui assuraient la protection du responsable de la société Razel. Deux engins explosifs commandés à distance avaient été cachés à l'entrée du siège de la société ou travaillaient les deux victimes, selon la même source. La première explosion avait eu lieu après le passage d'une patrouille de la gendarmerie nationale, qui assurait la protection des deux victimes. Vingt minutes après la première explosion, la seconde bombe, qui avait été placée à cinq mètres du premier engin avait explosé visant, cette fois, des gendarmes et des agents de la protection civile, qui étaient venus sur les lieux pour secourir les victimes. Les services de sécurité avaient découvert sur place un troisième engin explosif qu'ils avaient réussi à désamorcer.

Plus de 46.000 policiers pour les examens de fin d'année

Plus de 46.000 agents et officiers de police sont mobilisés pour sécuriser les centres d'examen de fin d'année, des 3 paliers de l'Education nationale, à l'échelle nationale, a annoncé, mercredi, à Alger, un cadre de la direction générale de la Sûreté nationale

(DGSN). S'exprimant, lors d'une conférence sur les accidents de la route, le sous-directeur de la voie publique, à la DGSN, le commissaire principal, Madjid Sadi a indiqué que plus de 46.000 agents et officiers de police veilleront à la sécurité des biens et des per-

sonnes dans les 5.723 centres d'examen du primaire, moyen et secondaire, à l'échelle nationale. Les services de la DGSN assureront, par ailleurs, la sécurité du transport, par voies aérienne et terrestre, des sujets d'examen et les copies des candidats.

Tizi-Ouzou

Près de 2.000 euros en fausse monnaie saisis

Les services de police ont procédé au courant de la semaine écoulée à Tizi-Ouzou, à l'arrestation de deux faussaires de monnaie et à la saisie dans le domicile de l'un d'entre eux, de 38 faux billets de banque de 500 euros, a-t-on appris, hier, de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Cette affaire a été dévoilée suite à un appel reçu par la police d'un citoyen signalant un individu suspecté d'un possible trafic de billets de banque, a-t-on ajouté. Les éléments de la police ont, suite à des recherches, appréhendé l'individu en question, âgé de 59 ans, au volant de sa voiture. La fouille du véhicule s'est soldée par la découverte et la saisie d'un petit coffre-fort contenant des liasses de coupures de papier, à la forme de billets de banque et recouver-

tes d'une poudre verdâtre, a-t-on précisé de même source. Lors d'une perquisition du domicile du mis en cause, au centre-ville de Tizi-Ouzou, les policiers ont découverts 38 faux billets de banque de 500 Euros, un sachet contenant «une poudre probablement destinée à la contrefaçon», un document d'une Agence de Voyage et 02 bavettes.

Une autre perquisition effectuée dans son chantier de construction, s'est soldée par la découverte de trois autres coffres forts contenant des coupures de papier en forme de billets de banque, un mélange de poudre blanche et verte, un petit four transformé et destiné à un usage frauduleux, et deux billets de banque de 1000 DA et 01 Dollar Américain, «expertisés vrais», a-t-on ajouté. Selon la cellule de communication de la sû-

té de wilaya, «devant tant d'indices, le mis en cause dans cette affaire a reconnu être en contact avec un ressortissant africain qui lui aurait remis les coffres en question et leurs contenus».

Ce ressortissant, de nationalité malienne et qui se présentait sous une fausse identité, a été interpellé à son tour au niveau de la gare routière de Bouhinoune. Présentés au parquet de Tizi-Ouzou, les deux mis en cause dans cette affaire de trafic de billets de banque ont été placés en détention préventive pour les chefs d'accusation, d'«association de malfaiteurs», «détention d'ustensiles destinés à la contrefaçon de billets de banque ayant un cours légal», «détention de faux billets en monnaie nationale et étrangère», «complicité», et «recel de preuve et entrave à enquête».

Tindouf

Un Kalachnikov et des munitions saisis

Un pistolet-mitrailleur de type Kalachnikov et une quantité de munitions ont été saisis, mardi, par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), indique, mercredi, un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

« Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de lutte contre le crime organisé, un détachement relevant du secteur opérationnel de Tindouf (3^{ème} Région militaire), a saisi,

hier 26 mai 2015, un pistolet-mitrailleur de type Kalachnikov et une quantité de munitions, suite à une patrouille de reconnaissance, près de la zone frontalière de Chenachene », précise la même source.

Par ailleurs et au niveau de la 4^{ème} Région militaire, deux détachements, relevant, respectivement des secteurs opérationnels d'El Oued et de Laghouat, et en coordination avec les éléments des Douanes algériennes, « ont arrêté

trois contrebandiers et saisi deux camions, un véhicule touristique et 7.212 unités de différents types de boissons », ajoute le communiqué.

Au secteur opérationnel d'In Guezam (6^{ème} Région militaire), un autre détachement « a appréhendé douze contrebandiers et saisi trois détecteurs de métaux, deux groupes électrogènes, un téléphone portable et quatre matériaux à pression », conclut la même source.

Après l'euphorie électorale, le temps des 4 vérités



Par Reghis Rabah*

Pourquoi, est employé ici le terme « reconnaître » et pas « annoncer », c'est parce qu'il n'apprend rien aux Algériens. Ils ont appréhendé ce scénario depuis longtemps. De nombreux experts et économistes nationaux de renom n'ont pas cessé de tirer la sonnette d'alarme pour alerter les pouvoirs publics sur la mauvaise démarche euphorique qu'ils aient entreprise comme parade à la crise, entre autres la panique autour de l'exploitation du gaz de schiste, la restructuration de l'enveloppe des subventions, la réorganisation administrative pour améliorer le climat des affaires, etc. Pour la première fois en tant qu'ancien wali, Sellal a osé dire que mettre le foncier entre les mains du Cal-piref s'est avéré une procédure administrative lourde qui ne règle pas les préoccupations des investisseurs et ne permet pas non plus d'en attirer d'autres, notamment étrangers. En effet, comment peut-on parler d'encouragement des investisseurs lorsque cette institution qui est censée arbitrer le foncier s'est transformée en un bureau d'enregistrement qui calcule son rendement en nombre de dossiers reçus et non celui des satisfaits. Dispose-t-on d'une situation crédible des investisseurs qui ont avancé dans leurs projets et qui attendent d'être régularisé en foncier pour surmonter la phase de leur croissance.

Il existe des entreprises industrielles qui fabriquent des produits de qualité et qui peuvent concurrencer les firmes étrangères mais ne trouvent pas des zones d'activité industrielle pour espérer rassembler leurs équipements pour travailler dans des conditions de fabrication convenables qui leur permettra d'atteindre le standard international et, partant, intéresser le consommateur algérien à acheter leurs produits. Ecoutons cet industriel rejeté dans un champ urbain à Ouled Belhadi dans la localité de Hammadi pour produire du matériel industriel du froid et du chaud. Il s'agit selon cet investisseur des grandes cuisines, des présentoirs frigorifiques et des machines à café en partenariat avec la marque Conti. Il a commencé en 1975 comme importateur de pièces de rechange en import - export mais, petit à petit, il a acquis un terrain dans la sphère privée pour installer sa propre usine qui fonctionne maintenant avec un taux d'intégration de 80%. Depuis l'an 2000 qu'il espère intégrer une zone industrielle en vain. Maintenant ses produits marchent tellement bien qu'il assume sa phase de croissance en se dispersant car aucune des wilayates limitrophes n'a pu le caser et donc il a été contraint de louer des locaux pour mettre ses machines là où c'est disponible dans des terrains privés.

Conséquence, en dépit d'avoir déposé un brevet de son produit star, cette dispersion de ses usines ne lui permettra jamais d'espérer une certification pour concurrencer les sociétés qui la détiennent outre mer. Donc, après tant d'effort, il sera obligé, si rien n'est fait pour parer à ses difficultés de croissance, de revenir au point de départ, c'est-à-dire l'import / export qui ne sera rentable que pour lui mais en aucun cas pour l'intérêt général. Ce n'est qu'un exemple parmi des milliers d'investisseurs qui attendent une régularisation foncière pour se stabiliser alors que les institutions étatiques inscrivent en grande pompe les nouveaux qui n'ont même pas commencé leur expérience au moment même où enfin les pouvoirs publics crient à l'insuffisance des recettes. Toute la question : ont-ils tiré des leçons du passé ? Et surtout ont-ils trouvé cette fois-ci la démarche adéquate pour parer à la crise ? S'agit-il d'un orage d'été ? Pourquoi ?

LE CHANGEMENT DE DISCOURS EST TOUJOURS CONTREPRODUCTIF

Ce n'est qu'en 2015 après une baisse des recettes pétrolières persistante et selon toute vraisemblance chronique que les dirigeants se rendent compte qu'il faudrait associer les autres entreprises aussi bien nationales que privées pour participer au développement du plan national d'investissement de Sonatrach 2015 - 2019. Qu'on découvre subitement que le système bancaire national est obsolète, 99 000 commerçants fraudent le fisc, un taux de chômage de diplômés qui commentent à inquiéter sérieusement, le marché informel, lui, menace l'économie nationale, les importations sont exagérées et qu'il va falloir les revoir, la nécessité de contrôler le marché du transfert de devises, le devoir de faire partir les retraités pour laisser la place aux jeunes, nos frontières sont devenues un vrai passoire pour le trafic de carburants, la corruption métastase la société, etc.

On apprend aussi et à notre grande surprise que l'Algérie d'abord dispose d'une stratégie puis

Lors de l'installation du nouveau Président-directeur général de l'entreprise nationale Sonatrach, le Premier ministre est apparu d'un air grave pour reconnaître que les recettes pétrolières ne devront pas dépasser d'ici 5 ans les 38 milliards de dollars, auquel cas un déséquilibre budgétaire sérieux est imminent si rien n'est fait pour trouver une solution pour d'abord diversifier l'économie nationale, ensuite découvrir d'autres champs pétroliers et gaziers pour augmenter les réserves.

maîtrise parfaitement sa dimension temporelle (01). Ainsi, aujourd'hui, si on insiste selon le discours officiel de maintenir le programme d'évaluation du potentiel du gaz de schiste, c'est uniquement pour penser aux générations futures comme si cette ressource va s'envoler.

Bien que tout le monde reconnaisse l'inefficacité des banques étrangères au service de l'investissement national, on ne rate pas l'occasion pour annoncer le retour du crédit à la consommation qui fera leur bonheur. Pour le gouvernement actuel, les hydrocarbures devront constituer le levier essentiel pour assurer tout cela et que le développement économique en perspective doit se faire avec le pétrole, énergie qu'il conviendrait de mobiliser au maximum de sa capacité pour booster encore plus l'économie nationale (02). Pour le Premier ministre actuel, parler de l'après-pétrole est un discours démagogique qu'on rabâche depuis 1962. Pourtant, le discours d'aujourd'hui semble balayer du revers de la main la trajectoire du modèle de développement national pour prendre une autre orientation qui semble tout effacer pour repartir de zéro sans pour autant tirer la moindre leçon des erreurs du passé. Quelles sont justement chronologiquement ces erreurs ? Qui en est responsable ? Les orientations actuelles peuvent-elles contribuer à décoller l'économie nationale ? Sommes-nous en face d'un discours démagogique qui ne fera qu'allonger l'économie de rente pour plusieurs générations ?

REGARDER EN ARRIÈRE PERMET DE FAIRE UN PAS SÛR EN AVANT

Contrairement à ce qu'on oublie de dire dans le discours actuel que les premières années de l'indépendance nationale, l'Algérie ne comptait que très peu sur la fiscalité pétrolière. Les hydrocarbures ont commencé à prendre du poids après la nationalisation pour s'imposer d'une manière définitive avec la réorientation de l'économie nationale du début des années 80. Qu'en est-il exactement ? Il faut rappeler que les années 70 ont connu une période où les hydrocarbures servaient d'assise pour le développement de tous les pôles de l'économie nationale dans l'avènement de ce qu'on appelait industrie industrialisante. Elle visait une approche autocentrée pour qu'à long terme l'économie nationale ne dépendra pas uniquement du pétrole et ce sera justement le secteur industriel qui prendra le relais. Début des années 80, des technocrates fortement influencés par le modèle américain ont procédé à une destruction sous forme d'une restructuration organique et financière de tout le secteur économique, à commencer par celui des hydrocarbures censé servir d'appui aux autres secteurs. Cette approche part du principe que plus l'entreprise est petite plus elle est maîtrisable. Mais en éclatant les grandes sociétés nationales, cela a favorisé une cassure du processus intégré et un effritement du savoir et du savoir-faire capitalisés pendant plusieurs années.

Cela a vu des efforts et des sacrifices de toute une génération partir en fumée. La première conséquence : la chute brutale des prix du pétrole, conjuguée à celle du dollar de l'année 85 ont trouvé une économie fragilisée, fortement dépendante de la rente pétrolière et un secteur industriel en décadence. Depuis cet échec, maintenant admis par tous, les gouvernements successifs ne cessent d'être contraints par la rue de cumuler erreur après erreur pour entretenir un climat social qui arrange les affaires d'un système né de cette réorientation de l'économie nationale. Le comble c'est, à chaque fois qu'on échoue, on tente de mettre cette échec sur le dos de cette période dite dirigiste alors que c'était la seule qui avait pour objectif de sortir le pays de la dépendance des hydrocarbures. Ne sont-ils pas aujourd'hui en train de répéter les mêmes erreurs sans pour autant tirer la moindre leçon du passé ? Ce n'est pas la première fois depuis plus de trois décennies qu'on parle de la sous-traitance en vain. Aujourd'hui, lorsque l'argent s'est mélangé avec la politique, que le secteur public est à terre, l'ancien ministre de l'Energie appelle les entreprises privées à contribuer au plan de développement d'investissement. Pourquoi ? Pour partager la croissance de Sonatrach au détriment des entreprises publiques car de nombreux leaders privés se rapprochent de la sphère du pouvoir. Sonatrach a échoué dans toutes les actions stratégiques que l'Etat lui a confiées. D'abord comme réservoir de capitalisation, ensuite pour encourager la fabrication nationale

lorsque le secteur public était debout. Qu'est devenue la base logistique Béni Merad de Blida, heureusement sauvée in extremis par l'armée, l'Institut Algérien du Pétrole qui est passé d'un pôle d'excellence à un simple centre de formation, où sont les milliers de cadres formés à coups de devises et qui sont aujourd'hui au service des entreprises étrangères ? La facture supportée par le Trésor public pour l'importation des besoins annuels de Sonatrach avoisine les 20 milliards de dollars dont l'amont pétrolier prend près de 70%.

CETTE SITUATION ARRANGE LES NOUVEAUX RICHES POUR TRAVAILLER HORS CIRCUIT FORMEL

Le sureffectif en Algérie est la conséquence directe de la politique de plein emploi menée dès la promulgation du premier plan triennal et qui prévoyait l'emploi de toute la population masculine algérienne (03). Ceci paraissait logique étant donné le sens même de la révolution armée qui aspirait à l'épanouissement du citoyen algérien après une souffrance de plus d'un siècle d'indigénat. Les sociétés nationales restructurées avaient des objectifs politiques, celui de servir d'assise à l'indépendance économique de l'Algérie. Il était donc demandé aux salariés de les défendre comme des acquis de cette nouvelle bataille après celle armée. Parler donc comme l'ont fait ces technocrates de rentabilité et sur la base de simples opinions « mimétistes » les a dérouter. Les objectifs deviennent peu clairs, l'Etat qui assurait aux salariés presque tout (emploi, salaire, logement, règle leurs problèmes sociaux, etc.) se désengage progressivement de leur environnement. L'erreur réside dans le fait d'avoir imposé un traitement économique aux problèmes du sureffectif alors qu'il est principalement et éminemment politique.

Il s'agissait d'affectation arbitraire, de reconversion forcée voire de dislocation sociale. L'alliance est donc rompue. Sont apparues des fissures dans la cohésion sociale qui ont permis aux dysfonctionnements qu'on est en train de subir aujourd'hui, de s'enraciner. Cette déroute a rendu l'Algérien au travail narcissique, replié sur lui-même et complètement désintéressé de l'intérêt général. Il ne pense qu'à lui et à son entourage immédiat et il éduque ses enfants dans ce sens. Les entreprises issues de la restructuration y compris Sonatrach ont été totalement noyautées par des recrutements familiaux lorsqu'ils ne sont pas de complaisance. Est instauré un processus d'encanaillement qui fait grossir ces cercles pour les rendre un champ de bataille favorable à la corruption mais très loin des objectifs de rendement tel que souhaité par ces technocrates. Pourquoi s'étonne-t-on aujourd'hui que dans les dossiers de corruption, en cours comme celui de Sonatrach I et II, lorsqu'un dirigeant est impliqué c'est toute sa famille qui le suit. C'est le cas de certains PDG de Sonatrach, de l'épouse du vice-président commercialisation, la femme et les deux enfants de l'ancien ministre de l'Energie et des Mines, et ceci n'est que l'arbre qui cache la forêt. De la même manière les procès liés à la corruption sont fortement médiatisés mais n'aboutiront jamais en Algérie. Qu'avons-nous retenu de l'affaire Khalifa ? Les larmes d'émotion de la juge en charge du dossier, de l'acquiescement total des cadres dirigeants qui ont reçu des enveloppes sous différentes formes. Le secrétaire général de l'UGTA qui « assume ». Le ministre qui a autorisé cette banque, s'est trompé de champion. Le golden boy lui-même devait être difficilement extradé de la Grande-Bretagne. Par contre, les seuls perdants restent ceux qui ont fait confiance à l'Etat pour déposer leurs économies qu'ils ne récupéreront sans doute jamais. Les affaires en cours risquent de suivre le même cheminement si des changements profonds ne se produisent pas dans la société.

LE MODE DE GESTION ACTUEL DE SONATRACH EST VOULU

En dépit des sommes considérables consenties pour la formation dans l'espace et dans le temps des cadres dans les différents secteurs d'activité de l'économie nationale, l'ordre établi par le rouage clanique a empêché l'apparition d'une vraie élite de gestionnaires capables de conduire et de gouverner les entreprises publiques. Dans de nombreux cas, ce n'était pas le savoir et le savoir-faire

qui faisaient défaut mais c'est le savoir être et l'audace managériale qui leur manquaient. Ils obéissent et ne savent pas dire non quand il le faut. Si on se réfère aux affaires de Sonatrach par exemple, le passage d'à peine deux ans de Chakib Khelil comme PDG du groupe aura suffi pour violer la culture de cette entreprise cumulée depuis près de 40 ans. Il a facilement réussi à mettre dans les postes clés ses collaborateurs du ministère notamment son directeur des hydrocarbures comme Pdg, son assistant aux ressources humaines et son chef de cabinet au secrétariat général du groupe et, plus grave, son neveu dans un poste névralgique. En dépit de toute une direction juridique dotée de cadres de haut niveau et formés dans les universités étrangères, il coopte un Américain pour lui rédiger une loi rejetée avant même d'être mise en application. Cet Américain a perçu une rémunération de 2 millions de dollars, démotivant ainsi les compétences qui ont vidé l'entreprise au profit de celles étrangères.

Lorsque les deux principales affaires de Sonatrach ont éclaté, ce sont eux qui ont servi de fusibles en mettant tout sur son dos sans fournir la moindre preuve. Aujourd'hui si un mandat international est lancé contre lui, c'est parce que la justice algérienne est mise devant un fait accompli par le parquet de Milan et des fuites d'information ont circulé sur le fait qu'il avait nargué la justice algérienne qui l'a convoqué à deux reprises, uniquement pour répondre et confronter les lampistes qui l'accusent. Rôde dans le système de gestion international et très informé des points faibles et des prédispositions des dirigeants algériens, cet ancien ministre instruit verbalement mais ne formalise que très peu. D'ailleurs, c'est durant son règne que s'est développé le réseau Internet qui a remplacé la communication interne par soit transmis formalisé. On se contacte et on instruit d'une manière virtuelle. Désormais, ses collaborateurs appliquent les instructions la bouche ouverte car une de ses qualités c'est qu'il sait récompenser d'une manière pavlovienne l'obéissance par des artifices divers : mission à l'étranger, logements, recrutement de complaisance, avantages divers. La plupart de ses vice-présidents, le PDG actuellement sous contrôle judiciaire et de nombreux directeurs centraux ont bénéficié de logements dans la résidence Chaâbani en contractant des prêts CNEP que la Sonatrach paye, croit-on savoir indirectement sous forme de prime de logement cette fois-ci directement versée aux intéressés, en terme plus simple, le beurre et l'argent du beurre. Aucun Algérien n'aurait pu imaginer que des cadres nationaux permettent ou ferment les yeux pendant que des étrangers comme SAIPEM vide le pétrole du gisement Sif Fatima ou le trafic de la filiale de Londres en attendant l'ouverture de la boîte de Pandore par la justice d'autres pays. Plus grave à en croire un site électronique (4), la DRS enquête actuellement sur des taupes à l'origine d'importantes fuites d'information de Sonatrach vers ses conquérants. Si cette fuite se confirme, elle expliquerait pourquoi les investisseurs choisissent les gisements existants ou les blocs qui leur sont mitoyens. Depuis 1986, très peu sinon aucun d'entre eux n'a risqué un dollar pour rien. Tous les blocs ont été fructueux pour rendre ainsi le risque géologique du domaine minier algérien presque nul. Par contre, aucun de ses investisseurs ne s'intéresse aux 761.751 km2 du domaine libre et que l'Algérie souhaite valoriser.

En conclusion, il est important de tirer les leçons du passé pour pouvoir faire un pas productif en avant, sinon les mêmes méthodes produisent les mêmes erreurs. Quand bien même le Premier ministre se ressaisisse pour se rendre compte des dangers qui guettent l'économie nationale, de la crise qui secoue le pays, aura-t-il les coudées franches pour affronter la mafia politico-financière qui fera tout pour maintenir le statut quo ? Quand l'argent se mélange à la politique, la relation fermentée et sa séparation devient difficile. Est-ce le cas ?

*Consultant, Economiste Pétrolier

Renvoi :

- (01)- La déclaration de Sellal sur l'échéance d'exploitation du gaz de schiste à l'horizon 2040.
- (02)- Réunion avec les représentants du patronat et de la centrale syndicale de l'UGTA en novembre 2012.
- (03) Lire le préambule du plan triennal couvrant la période 67-69.
- (04)- Article paru sur le site de TSA, le samedi 10/08/2013 à 17 : 31.

Des ministres intérimaires



Par El yazid Dib

Intérimaires, parce qu'ils ne durent pas trop. Ils sont là parce que les autres sont partis. Ils viennent de différents horizons. Les autres s'éparpillent aussi vers les mêmes horizons. Rares sont ceux qui reviennent d'où ils sont arrivés. Orgueil ou prise de goût ; ils rabrouent à mi-mots une origine, un certain point de départ. C'est cette valse des remaniements successifs qui provoque l'instabilité. L'illusion d'une continuité s'est toujours rattachée à une institution qu'à son précaire possesseur. L'on voit bien dans le dernier remaniement rejaillir le sens du professionnalisme et des profils corrects et appropriés. Pourvu que le temps lui étant imparti soit suffisant pour faire éclore ses fruits.

Il ne suffit plus, pour être ministre de la République, d'avoir été un généraliste, un enseignant, un mouhafedh, un président de croissant rouge ou de comité de soutien. Ni être l'enfant protégé ou le sujet d'un parrainage de sérail. L'échec ministériel rattrapera le défaillant, comme l'histoire rattrapera les intrus et les imposteurs. Rares sont ceux qui mesurent à leur juste valeur l'offre d'un poste ministériel. Dans leur majorité, ils apprennent tous à devenir ministre, une fois ministre. Si « C'est en forgeant que l'on devient forgeron » dit-on, l'adage cette fois-ci n'est pas applicable. Car un peuple n'est pas un métal ou un déchet sidérurgique. Au lieu de s'accrocher avec beaucoup de hargne à vouloir être ministre, l'on ferait mieux de s'investir à penser si pouvoir l'être reste une possibilité et une tâche aisément faisable. Alors que d'autres, bien avant leur prise d'emploi, dégagent déjà la prédisposition ministérielle. Les enfants d'Algérie sont capables des pires défis.

De nos ministres l'on ne garde pas assez de noms ni assez d'intitulés exacts de leur portefeuille. L'on ne se rappelle d'eux que par quelques frasque et déboires. Hilarité ou ironie. Tellement qu'elle devient l'équivalent d'un record, la longévité dans ce poste à d'insolites exceptions est maintenant une denrée rare. A peine chauffé que le cuir du fauteuil ministériel éjecte dans les vagues de la disgrâce son précaire locataire. Furtif est le nom qui s'y assoit, aléatoire sera la fonction qui lui échoit. La postérité gardera tout l'effectif des premières années post-indépendance jusqu'à presque les années 80 où tout commença à basculer vers le dérisoire que l'on s'enorgueillit d'appeler le renouveau sous un slogan d'une meilleure vie. Bouteflika avait gravé pendant 17 ans les fiches de pointage du département des Affaires étrangères et pourtant sous la houlette d'un président plus redoutable qu'il ne l'est, lui actuellement. Beaucoup d'autres eurent au moins un record similaire.

Limités paraît-il dans leur champ d'action, les ministres successifs récents tentent cahin-caha à chaque fois de se déresponsabiliser à la décharge d'entraves ou d'obstacles majeurs. Seul le pouvoir est censé apprécier l'effort de l'un par rapport à l'inertie de l'autre se disent-ils. C'est pour ce dernier justement qu'ils semblent agir et s'entendent de faire croire à autrui une bénédiction d'en haut.

Devant tous ces paradoxes, sur quel registre évalue-t-on donc un ministre ? Sur le nombre de ses inspections extra-capitale, les projets engagés et non réalisés, les moyens déployés mais mis vainement en branle, les chiffres rébarbatifs, les études lancées et demeurées sans suite ? Alors que l'on devait le faire sur l'état de satisfaction des utilisateurs et usagers du produit ministériel. Un ministre doit produire quelque chose. Sommes-nous satisfaits de l'état de nos routes, de nos cités, de nos ports, de nos hôpitaux ? Le sommes-nous également sur nos salaires, pensions, bourses ? Sommes-nous heureux de revenir du marché prenant en guise de panier, un sac poubelle à moitié vide ? Le sommes-nous autant quand l'on interroge nos bambins sur leur journée passée à l'école, à l'université ou dans la rue ? Ce ne sont ici que quelques éléments d'appréciation citadine, loin de l'orthodoxie des exégètes en matière d'évaluation managériale. Car le citoyen en finalité, outre qu'il soit esprit, est aussi matière. Il a des besoins dont la satisfaction demeure du ressort de ceux qui sont censés le

« Si tu deviens homme d'Etat, n'oublie pas que le grand secret de la politique est dans ces deux mots : savoir attendre. Si tu es ministre, souviens-toi qu'on se tire de tout avec ces deux mots : savoir agir. » *Alexandre Dumas*



gouverner. Nos ministres du moment font de la gestion une mécanique qui répond aux doléances quotidiennes. Peu importe le feedback qu'ils reçoivent. Ils font de la statistique. Ils la commentent sans nul idéal de vouloir convaincre quiconque. Ils crapahotent néanmoins à aspirer faire quelque chose de bon, tout en ayant en point de mire le maintien et la survie. Ainsi l'on donne l'impression que la fonction ministérielle est plus accessible que celle d'un chef de daïra ou d'un directeur d'exécutif. Elle est moins contraignante que celle d'un maire ou d'un wali. Tantôt elle est une question de popularité, tantôt une affaire de proximité. Le profil qui se dégage d'un ministre, quand l'on veut justifier ses données, est vite imprégné de la hauteur de spécialiste. L'on peut aisément être technicien mais pas forcément technocrate. Etre membre d'un gouvernement cela suppose d'abord une conscience du souci national, une habileté politique. La charge est lourde mais pas envahissante. Loin de se consumer dans la dernière phase d'un parcours professionnel jusqu'ici réussi, la fonction de ministre est aussi une conviction intime de pouvoir encore réussir. Elle ne devait donc pas se contenir dans un rajout de mentions à une carte de visite.

Entre ministres d'hier et d'aujourd'hui, il y a toute une période temporelle, toute une culture gestionnelle, toute une génération de gabarit et d'ossature. Ils ne prenaient pas le flanc tous azimuts, ces très anciens ministres. Des hommes de baroud, de nif. Le risque dans la gestion de leur département n'était pas incarné dans la fâcherie de la présidence, mais bien dans le remords moral qu'entraînerait une faille ou la sensation terrifiante de la mission incomplète ou ratée. Une situation donnée ne s'assimilait pas simplement à un point d'ordre du jour gouvernemental. Elle était à la limite d'une affaire personnelle ; un devoir national. Presque un djihad. La démission comme toujours n'était pas une procédure. C'était le limogeage. Donc une mort politique. Plus grave qu'une mise fin aux fonctions, qui permettra un temps après un probable retour aux affaires ou une conversion radicalement apolitique.

Les ministres d'antan provenaient d'une pépinière un peu exceptionnelle. Ou de la maison révolutionnaire ou du sentiment national. Mais guère de la coopération tech-

nique. Ils étaient bien de chez nous. Ils le sont heureusement toujours, pour certains. Nous n'avions point connu de binationaux qui vauaient aux postes les plus supérieurs de l'Etat et se gavaient de ristournes résidaient sur les bords de la Seine. Leur progéniture, certes fréquentait pour les uns, les hautes universités d'outre-mer, mais n'y était pas née. Ils n'avaient pas à gérer exclusivement des dossiers ou piloter des chantiers. Ni d'acointance avec l'odeur fétide des billets. Ils étaient comme au front, des hommes à la solde du pays et non pas à l'humeur de la rente et de l'affairisme. L'on ne gérait pas l'agriculture par la disponibilité de la pomme de terre, l'on gérait toute une révolution agraire.

L'on ne gérait pas la solidarité nationale par le couffin de ramadhan, mais bel et bien par un effort généralisé de volontariat. L'on ne gérait la culture par la foire du livre. Dans ce temps la politique était la politique, pas un système de quota ni un recrutement sur entretien. Elle ne s'apparentait pas à l'obligance sans idiologie et l'aplat-ventrisme. La responsabilité, unicité de pensée et de parti aidant, n'était que collégiale. L'un subissait l'autre et l'autre agissait sur tous les autres.

Entre ministres d'hier et d'aujourd'hui, il y a toute une culture, toute une génération ce qui fait dire qu'une grande diversité de vision est venue bouleverser l'ordre des valeurs. La problématique du qui a tort qui a raison se révèle pernicieuse et complexe. Mais si l'on arrive à re-identifier ces valeurs et connaître adéquatement leur ordre, l'on saura sans doute qui peut être ministre et comment l'apprécierait-on. Ces ministres d'antan n'avaient entre autres objectifs que celui de devoir hisser à un niveau espéré le secteur attributionnel dont ils avaient la charge. Ce fut au nom du peuple que leurs actions se perpétuaient. Au nom d'un plan de développement et non d'un discours, non pas au titre d'un principe budgétaire ou d'un impératif mondialiste. Les seuls indices de performance dans la gestion étaient l'écho urbain et rural. La loi qu'ils appliquaient ou faisaient appliquer était cette loi qui rendait hommage aux classes pauvres et démunies et assurait par voie de conséquence la conservation d'un peuple et sa marche en avant. Les droits de l'homme en cet instant n'étaient qu'un luxe, tant que l'homme

cherchait le droit à la survivance remettant dans la voie des institutions ses libertés, son expression et tous ses hypothétiques droits.

Bouteflika n'aurait-il pas déclaré à la fin de son premier mandat à propos de ses ministres « c'est le gouvernement le plus médiocre qu'a connu l'Algérie » ? Nonobstant ce constat, il ne s'est pas dévoué depuis d'apporter des airs de changement partiels, itératifs mais modiques. Manque-t-il à cet effet d'occasions politiquement propices pour tendre vers un basculement total au profit d'un personnel gouvernemental, vrais commis de l'Etat, ému par le strict bon sens, par l'engagement et l'abnégation de servir un peuple et un pays et non un sommaire et conjectural jeu d'équilibre ? Avoir la propension de vouloir voir autour de soi des copies conformes de soi est en soi un rêve qui ne s'achève pas. Au réveil l'on ne se retrouve que dénudé et en face de soi. Faire avec le matériel de bord reste aussi une initiative osée. L'on pourrait toutefois réduire les dégâts.

Il est vain enfin, dans un climat où le langage politique manque d'assainissement, d'attendre des merveilles et des prouesses. Les partis considérés par principe comme étant le fervent pourvoyeur du personnel politique sont aussi en manque d'images. A voir la couleur politique du gouvernement l'on se retrouve en face d'une administration. C'est à elle qu'incombe le rôle de fournir de l'effectif. Ni les partis au pouvoir par le nombre de députés siégeant à l'hémicycle, ni ceux semblant agir dans l'opposition n'ont eu à inverser la situation. Nous serions tentés de dire qu'heureusement que ceci se passe ainsi. C'est l'administration, ce plus grand parti du pays qui est toujours là. De la commune aux services centraux, elle veille à assurer la continuité de l'Etat. De la commémoration des dates et faits historiques aux actes de sensibilisation et de souvenance elle maintient la mémoire et entretient le patriotisme quoique quelque peu ébréché. Ce qui fait corroborer que les ministres dégomés, nommés ou à renommer ne subissent qu'un changement de service, une mutation promotionnelle à caractère purement administratif que l'on badigeonne adéquatement d'une teinte politique. En conséquence de quoi, ils ne sont là en majeure partie qu'au titre de ministres intérimaires.

Les lanceurs d'alerte : vigies, pirates ou trublions ?

Par Cherif Ali

Elle a été, aussi, jusqu'à « remercier » le président de la République d'avoir apporté des rectifications au dernier remaniement ministériel qui ont, ainsi, permis à Youcef Yousfi, qu'elle qualifie « d'homme intègre », de rester au gouvernement. Elle estime pour autant, que le travail n'est pas terminé et assure qu'elle continuera à dénoncer et à faire pression sur les décideurs pour qu'ils placent des hommes intègres et patriotes pour développer le pays.

Bien avant cela, Louisa Hanoune avait sonné la charge contre le ministre de l'Industrie l'accusant de « lancer un vaste plan de bradage des entreprises publiques ». Et à ce dernier, de comparer ces accusations à « des gesticulations mues par les intérêts des tenants de l'immobilisme ». Abdeslem Bouchouareb, puisque c'est de lui qu'il s'agit, n'a pas hésité à insinuer, dans la foulée, que certains « des lanceurs d'alerte » sur les dangers d'une privatisation, PT et syndicats inclus, sont, en fait, derrière l'arrêt de complexes industriels, à l'image de ceux d'El Hadjar et de la SNVI.

Louisa Hanoune « lanceuse d'alerte » ? Oui, mais, qu'est-ce qu'un lanceur d'alerte ?

L'expression, faut-il le rappeler, a été inventée dans les années 1990 par des sociologues français. Elle vise, explicitement, à séparer le dénonciateur (sincère) du délateur (intéressé). Autrement dit, le lanceur d'alerte désigne une personne ou un groupe, qui estime avoir découvert des éléments qu'il considère menaçants pour l'homme, la société, l'économie ou l'environnement et qui, de manière désintéressée, décide de les porter à la connaissance d'instances officielles, d'associations ou de médias, parfois contre l'avis de sa hiérarchie (*).

Un lanceur d'alerte n'est pas, forcément, un salarié ou un cadre prisonnier d'un système de pouvoir et risquant des sanctions. Ce peut être un citoyen lambda, un usager, un médecin ou un scientifique, ou même une instance officielle de la santé lorsqu'elle alerte, par exemple, sur un risque de pandémie, comme dans les cas des virus H5N1 ou Ebola.

A la différence du délateur, le lanceur

Dès l'annonce du remaniement ministériel, la secrétaire générale du Parti des Travailleurs s'est arrogé l'accessit d'avoir fait chuter une ministre qu'elle réprouvait, pour de bonnes ou mauvaises raisons.

d'alerte est de bonne foi et animé de bonnes intentions : il n'est pas dans une logique d'accusations visant quelqu'un en particulier, mais affirme divulguer un état de fait, une menace dommageable pour ce qu'il estime être le bien commun, l'intérêt public ou général.

Il n'en reste pas moins, que les lanceurs d'alerte sont des personnages controversés qui font couler beaucoup d'encre. Petit rappel de l'actualité récente : l'analyste de l'Agence Nationale de Sécurité Américaine Edward Snowden est inculpé « d'espionnage » pour avoir transmis à la presse des documents top secret des deux programmes de surveillance massive Prisme et Xkeyscore. Réfugié à Hong-Kong, il déclare : « Je suis prêt à tout sacrifier, car je ne peux pas, en conscience, laisser le gouvernement américain détruire la protection de la vie privée ». Barack Obama, devant s'expliquer sur ces écoutes généralisées, assure que les Etats-Unis n'espionnent pas les « gens ordinaires » et promet davantage de transparence. Il y a aussi le cas de Bradley Manning qui a fourni, courant 2010, 250 000 câbles diplomatiques, 500 000 rapports militaires classés secret défense à Wikileaks.

Dans les deux cas, ces hommes se sont prévalus d'un devoir moral pour divulguer des informations secrètes. Ce faisant, ils sont devenus des héros pour les uns, des irresponsables, voire des traîtres pour d'autres. Pourtant, leur action s'inscrivait dans la tradition américaine qui remonte à la lutte contre la corruption pendant la guerre de Sécession.

En Algérie, « deux lanceurs d'alerte » ont défrayé la chronique et continuent, à ce jour, de « plaider » leurs dossiers estimant « détenir la vérité » sur ce qu'ils tentent de dénoncer : Mohamed Slimani, l'ex-chargé de communication des Douanes Nationales, qui a jeté un pavé dans la mare en dénonçant ce qu'il a appelé : « la mafia de l'import / import » et Benyoucef Mellouk, l'auteur du dossier dit « des magistrats faussaires ».

Tout comme ceux de l'étranger, ces deux hommes font régulièrement l'objet de « poursuites - bâillons » qui impactent, gravement, sur leur santé financière et physique, la tranquillité de leur couple et de leur famille, leur sécurité personnelle et leur image.

En France, depuis les années 1990, plusieurs associations ont demandé la mise en place d'une législation afin de protéger les lanceurs d'alerte, en s'inspirant du droit existant dans différents pays, dont les Etats-Unis.

Sur cette problématique, le Grenelle de l'Environnement, en France, a proposé une protection juridique des lanceurs d'alerte. Le Gouvernement Fédéral du Canada, quant à lui, s'est doté d'une loi pour la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles.

Pour le moment, le lanceur d'alerte suscite autant d'intérêt que de méfiance pour les pouvoirs publics. Pour certains, il relève beaucoup plus de la démocratie participative que de la démocratie représentative. Il continue pourtant à se heurter à la rigueur du droit pénal. Toutes les dispositions législatives de par le monde, tentent, in fine, à encadrer les lanceurs d'alerte plutôt que de les « protéger » et de ce fait, entretiennent une suspicion de « délation ».

Pourtant, le lanceur d'alerte sonne mieux et de manière plus vertueuse, que la figure du dénonciateur ou même du militant. Quand on lance une alerte, c'est pour que des actions soient engagées par d'autres. En l'occurrence, les pouvoirs publics. Ce n'est pas de même nature qu'un déroulement d'un programme de critique sociale ou politique.

Et ce qui est décisif, tient à rappeler l'auteur de la formule « lanceur d'alerte », le sociologue Français Francis Châteauraynaud, c'est la trajectoire de l'alerte, le sort qu'elle va subir, le type de controverse ou de mobilisation, de décision... ou d'indécision qu'elle engendre. C'est ce qui détermine, parfois après de longs processus, comme on l'a vu, par exemple, avec les dangers de « l'amiante », si le lanceur d'alerte

est un précurseur ou un contestataire.

En tous les cas, le lanceur d'alerte ou « sentinelle de veille » s'apparente, aujourd'hui, à une sorte de label d'authenticité pour toutes sortes de causes. Et la secrétaire générale du Parti des Travailleurs, Louisa Hanoune, peut, à juste titre selon certains, s'en revendiquer, elle qui a dénoncé les travers de la loi sur les hydrocarbures, dans sa première mouture du moins, et qui a été, laisse-t-elle dire, à l'origine du retrait du texte.

Avec les politiques, ce sont les journalistes qui s'illustrent dans ce rôle de lanceurs d'alerte. Médiapart ou le Canard Enchaîné, médias français, tiennent le haut du pavé, en matière de divulgation d'affaires (Cahuzac notamment) et s'en revendiquent, contrairement à cette autre journaliste scientifique Française, Anne-Marie Castellet, qui a pourtant révélé le scandale du « sang contaminé » sous l'ère du gouvernement Fabius, contre une écrasante majorité de ses confrères médecins et qui affirmait, pourtant « je ne suis pas une lanceuse d'alerte, je ne fais que mon métier ! ».

Belle leçon de courage et d'humilité pour tous ceux qui veulent s'inspirer de son parcours ou plus encore, marcher dans les pas de Jean-Paul Sartre qui, à son époque, attaquait tous les jours dans ses écrits journalistiques le Général De Gaulle, président de la République Française, et n'en démorait pas !

Le ministre de l'Intérieur de ce dernier lui proposa de mettre Sartre en prison. Ce à quoi, le Général rétorqua par cette formule demeurée célèbre : « On n'emprisonne pas Voltaire ! ».

En Algérie, les pouvoirs publics ont renforcé et même durci la législation en matière de corruption ; ils ont mis en place une panoplie de textes réglementaires ainsi que des outils de type « numéros verts » destinés à l'alerte. Le ministre de la Justice Tayeb Louh n'est pas en reste, lui qui vient de signer une instruction demandant au parquet de s'autosaisir dans les affaires de corruption et tout ce qui touche aux biens et à l'ordre public. Serait-ce un signal pour tous les lanceurs d'alerte à venir ou alors continuera-t-on dans nos contrées d'ici-bas de considérer ces derniers comme des trublions ?

(*) Wikipédia.

Economie politique de la démocratie post-coloniale

Par Derguini Arezki*

Cette asymétrie ne peut permettre un exercice démocratique du pouvoir, quelle que soient les parties prenantes au pouvoir et quelle que soit la manière par laquelle elles peuvent y prendre part. Voilà pourquoi il ne peut sortir des élections une légitimité démocratique. Voilà pourquoi elles ne peuvent régler l'alternance politique ; pourquoi elles seront toujours organisées pour légitimer un choix effectué ailleurs et pourquoi leur résultat ne pourra être que contesté.

Avec le recul historique, on se rend compte que cette asymétrie du pouvoir est ce dont la société algérienne a hérité du colonialisme. La colonisation a légué à la société algérienne un Etat disposant du monopole sur le sous-sol et sur les terres agricoles les plus fertiles. L'armée des frontières a donc hérité des colons et a imposé un Etat au reste de la société tel quel, sorti " tout armé " des entrailles du colonialisme. Cet Etat monopoliste a disposé de pouvoirs qui l'apparentaient davantage à une monarchie qu'à une république. On croyait alors, le socialisme aidant, qu'une telle concentration de puissance pouvait être asservie pour le développement. Il s'agissait de combattre alors le féodalisme, le régionalisme disaient d'autres. La monarchie avait été,

Sur quoi bute le projet de consensus national dont le but est d'établir un système démocratique stable ? Pourquoi les parties prenantes au pouvoir n'auraient-elles pas intérêt à s'associer de nouvelles parties ? Notre réponse est la suivante : le projet de consensus bute sur l'asymétrie structurelle de pouvoir entre gouvernants et gouvernés, autrement dit sur l'indépendance des gouvernants par rapport aux gouvernés et la dépendance structurelle des gouvernés vis-à-vis des gouvernants.

il est vrai, un progrès par rapport au féodalisme, en particulier quand on ne connaissait de l'histoire du monde que ce qu'avait bien voulu nous en apprendre la France révolutionnaire et qu'on en oubliait l'exemple anglais. L'air du temps alors était au socialisme, au rejet de la propriété privée et du marché.

Or aujourd'hui, à l'heure de la démocratie, une telle asymétrie constitue une faille insurmontable entre les parties prenantes qui voudraient constituer un système démocratique. Un abîme entre gouvernants et gouvernés. Le système de pouvoir n'étant pas un système d'interdépendance de producteurs indépendants, mais un système d'interdépendance commandé par un Etat pétrolier combattant à un certain moment l'initiative privée et à un autre l'adversité internationale, grâce à un système de prix disqualifiant toute activité autonome, il s'ensuit qu'une alternance politique ne peut signifier qu'un renversement des rapports de force. Le système de pouvoir avait beau vouloir s'étendre à tout " le peuple ", comprendre toute la société en son sein (ce que le socialisme lui donnait comme fin) l'asy-

métrie entre gouvernants et gouvernés lui était coextensive, irréductible. C'était un système pour le peuple qui ne pouvait être par le peuple, comme le veut la démocratie où les citoyens choisissent librement leurs représentants.

Nous sommes donc loin des conditions d'émergence de la démocratie européenne qui s'est appuyée en Angleterre sur une propriété décentralisée de la terre (la " féodalité ") pour limiter les pouvoirs de la monarchie et qu'exprimait le fameux mot d'ordre du parlement anglais : " no tax without representation " ou en France sur le développement d'une bourgeoisie sur laquelle s'est appuyée la monarchie pour venir à bout de la féodalité. La puissance tierce partagée, puis la puissance partagée de l'argent qui viendra s'ajouter plus tard et enfin le nouveau pouvoir des organisations et des concentrations ouvrières tout cela divisera et stabilisera la puissance sociale de sorte qu'il devient possible de régler de manière démocratique l'alternance politique. Quand le pétrole prend la place du charbon, la capacité de nuisance de la classe ouvrière est diminuée dans les socié-

tés industrielles. Avec lui commence de surcroît l'illusion d'une possible croissance illimitée[1]. Quel effet produit le pétrole sur les sociétés nouvellement indépendantes ? Il renforce le monopole des puissances établies (internes et externes) sur le pouvoir d'agir de la société.

A partir de là on peut affirmer que la condition de base d'une démocratie est une certaine répartition plus ou moins symétrique de la puissance sociale. On ne peut concevoir un fonctionnement démocratique sans une certaine égalité entre les parties prenantes du pouvoir. Ce n'est pas un hasard si l'émergence de la valeur travail précède la démocratie[2]. Ce n'est pas la Raison qui était le mieux partagée dans la société, c'était le travail, dans les pas duquel marchait la rationalisation capitaliste. Quand le travail devient le fondement légitime de la propriété, dans l'espace de la représentation tout le monde devient partie prenante du pouvoir d'agir de la société. Pour réhabiliter le travail politique, il faut donc d'abord réhabiliter une puissance commune.

Suite en page 9

Economie politique de la démocratie post-coloniale

Suite de la page 8

Après la révolution bourgeoise apparaît le vampire de Marx[3], se creuse la différence entre travail vivant et travail mort, le travail que s'accaparent les machines et celui dont sont dépossédés les travailleurs. Il reste que l'existence d'un équilibre de pouvoir entre les différentes classes de la société permet un fonctionnement démocratique de la société. Avec la robotisation de la production matérielle et l'industrialisation des services, la tradition démocratique persiste mais souffre.

Il faut cesser donc d'aplatir le travail, de le considérer chez nous comme une fausse puissance, comme une activité mineure de capture de la rente publique. Comme un moyen d'allonger le circuit d'accès à la rente, de contenir l'accès de masse. Il faut rétablir le lien entre le travail et la valeur. Les vainqueurs de la lutte de libération nationale pouvaient considérer qu'ils pouvaient se dispenser de la médiation du travail pour accéder au revenu, les générations actuelles et futures ne pourront pas le faire. La génération révolutionnaire post-indépendance a dissocié le lien entre travail et djihad, travail sur soi et sur autrui. De ce point de vue, on ne peut lui reprocher d'avoir pris sa retraite trop tôt, tellement incommensurables étaient les deux mondes qu'ils durent affronter. Les générations post-révolutionnaires devront rétablir ce lien avec le travail pour construire une société cohérente et solidaire. Indépendants nous étions en mesure de travailler sur nous-mêmes. Nous avons préféré poursuivre nos anciennes guerres au travers de nos nouvelles constructions. La croissance des inégalités ne permettra pas aux héritiers des tenants du pouvoir actuel de dominer avec une telle déliaison. L'asymétrie se transformera en séparation.

La réhabilitation du travail comme moyen par excellence de réussite pourra rendre à chaque type de travail sa valeur. Qu'il s'agisse du travail politique, du travail d'enseignant chercheur ou d'entrepreneur, pour ne citer que ceux-là. S'il est possible de réussir politiquement, des individus investiront la politique. S'il est possible de réussir académiquement, des individus et des groupes investiront dans le savoir. S'il est possible de réussir économiquement, des individus investiront dans la compétition économique. Et se formeront des capitaux qui permettront d'occuper certaines places dans la compétition et de récolter certains de ses fruits. S'accumuleront des expériences politiques, scientifiques, industrielles, commerciales, bref des capitaux de tout genre. Une certaine inégalité pourra s'établir dans l'égalité, ou inversement, qui rendra possible la mobilité sociale du bas vers le haut sans renverser le système. Les capitaux sont les armes de la compétition ou de la coopération, selon l'engagement. C'est sur cette base-là qu'un consensus peut être construit. Le consensus a besoin de cette relative égalité de condition, de citoyens qui veuillent et qui puissent investir et fructifier leur expérience, leur capital dans un travail spécifique au service d'un bien commun. On peut relever l'existence de tels citoyens dans toutes les mouvances idéologiques. Les voies de la réussite étant balisées (réussir en politique, c'est réussir à construire des collectifs politiques, en industrie des collectifs industriels etc.), les croyances deviennent les moyens d'une telle réussite et non pas ce que l'on veut imposer aux autres, d'une manière ou d'une autre. Dans le cadre du système asymétrique, le rapport d'obéissance est unilatéral, tout comme le rapport entre les croyances. Sans champ d'expérimentation partagé, sans médiations expérimentales, sans travail, elles ne peuvent se livrer de compétition pacifique, avoir des échanges.

Pour réhabiliter le travail, équilibrer les rapports de pouvoir, on pourrait suivre la démarche suivante :

1. Il faut tout d'abord mettre un terme à l'asymétrie entre les deux types de propriétés, publique et collective, des richesses naturelles (sol et sous-sol) pour limiter et équilibrer les pouvoirs de l'Etat et des col-

lectivités locales afin de permettre un fonctionnement démocratique de la société et stopper la dissipation du capital naturel. Il faut ensuite rendre au travail sa puissance, sa principale incitation, la propriété, dans le cadre du bien commun. A la participation au bien commun la reconnaissance. La propriété privée n'est pas le droit d'user et d'abuser. C'est le droit individuel d'exprimer sa contribution propre au bien commun, c'est le devoir individuel de rendre des comptes distincts quand ils peuvent être distingués. Le travail doit permettre d'accéder à la propriété. Les richesses naturelles doivent être considérées comme un capital, le capital naturel, qui doit être préservé car appartenant aux générations futures autant qu'aux générations présentes, et non pas comme une simple ressource, un simple revenu. Source d'un revenu permanent, le capital naturel doit être considéré comme un prêt des générations futures aux générations présentes. Les résultats de son investissement (profits ou intérêts) peuvent par exemple, financer les retraites des fonctionnaires en attendant que la solidarité des générations puisse le faire.

Les salaires des fonctionnaires ne pourront donc être prélevés sur la fiscalité pétrolière, et les revenus pétroliers ne pourront être aliénés. Le budget d'équipement ne peut être financé à fonds perdus. Il doit être financé sur la base de crédits bancaires. L'Etat ou la collectivité empruntant comme un particulier pour l'investissement à long terme (infrastructures). La nouvelle banque asiatique est une bonne illustration.

La terre doit être une copropriété entre l'Etat et les collectivités. Propriété publique et collective de la terre de par l'histoire des sociétés et de la lutte de libération nationale. Une telle propriété ne contestera pas sa légitimité, elle la renforcera. Elle retrouvera sa raison sociale qui est de préserver le capital naturel, de sorte que ni l'Etat ni la collectivité locale ne pourraient aliéner le droit des générations futures, nationales et locales. Si la terre ne peut être une marchandise ou un capital comme d'autres facteurs, la propriété privée faillira à sa conservation. Elle se transformera en droit de dissiper (d'user et d'abuser) et non en devoir de fructifier et de transmettre.

Il se dégage d'une telle définition de la propriété deux conséquences fondamentales : tout d'abord, une répartition du pouvoir suffisamment symétrique pour permettre à la démocratie d'avoir une base sociale équilibrée. Et on obtiendrait une nouvelle composition des parties prenantes au pouvoir, avec une composante populaire. Seconde conséquence d'importance : on donnerait à l'Etat et ses fonctionnaires la base fiscale qui leur fait défaut.

2. Comment parvenir à l'instauration d'un tel équilibre entre les différents types de propriété, un continuum entre les différents types de travaux de sorte à assurer la mobilité et leur unité sociales ? Il faut opérer une division fonctionnelle entre les différents types de propriété[4] et envisager la division du travail en procédant du global au local, en tenant compte de la division internationale du travail dans laquelle il faudra s'insérer et des capacités locales avec lesquelles il faudra y parvenir. On appliquera le principe de subsidiarité[5] pour définir les différents types de propriété et niveaux de compétence.

La doctrine libérale s'est construite sur la base de l'expérience industrielle de l'empire britannique. Adam Smith en a pensé les termes : la recherche de l'intérêt personnel conduit à la réalisation de l'intérêt général s'il est poursuivi dans le cadre de l'industrie nationale. Ce n'est qu'alors seulement que la main invisible est efficace[6]. En oubliant le cadre de l'industrie nationale c'est au service de l'intérêt de l'empire, puissance dominante alors, que l'on se met. Aussi les idéologues libéraux de l'empire britannique ne retiendront plus que trois termes, celui de l'industrie nationale passant à la trappe. Ce qui n'échappera pas à l'économiste allemand Friedrich LIST[7]. L'industrie nationale établissant le continuum du travail social[8], on peut transfor-

mer la proposition de Smith de la manière suivante : si le travail indépendant développe le travail national, la réussite personnelle est aussi une réussite nationale. List qui voulait construire un système national d'économie politique en aurait convenu.

On peut donc soutenir que la cohérence de l'industrie nationale, qui aujourd'hui ne peut être définie hors de la production globalisée, et ne pouvant être établie à partir des activités indépendantes, doit précéder ses divisions indépendantes afin de trouver place dans l'industrie mondiale. L'indépendance aujourd'hui ne signifie pas l'autosuffisance mais une certaine interdépendance qui ne puisse pas être retournée contre la cohésion sociale ni mise au service du pillage de ses ressources. Le savoir-faire national doit répondre à un intérêt national (la cohésion sociale) dans les chaînes de valeur mondiales, de sorte qu'en y travaillant les intérêts particuliers construisent une unité du travail social et réalisent l'intérêt général.

En tenant les deux bouts, du global et du local (travail, production, intérêt), on peut veiller à la continuité du travail et de la propriété et l'on peut définir les différents types de travaux qui peuvent servir un savoir-faire national, de même que les différents types de propriété en fonction des coûts et des rapports. L'opposition entre les différents types de propriété n'est pas idéologique, elle est fonctionnelle et politique. Politique dans le sens où les contextes dans lesquels ils se déploient consolident une asymétrie ou une symétrie du pouvoir, permettent un fonctionnement démocratique ou pas. Et l'on passerait de l'Etat patron à l'Etat stratège.

3. Sur la base de la nouvelle propriété collective, du principe constitutionnel de la préservation du capital naturel, il est possible d'édifier une économie de crédit et d'aborder l'unification des marchés du Maghreb d'un tout autre point de vue que celui actuel. Les populations locales étant copropriétaires des ressources de leur territoire, si l'on consent que le capital naturel ne doit pas être aliénable, on pourra envisager sa mobilisation par la voie du prêt et de l'emprunt, sur tous les marchés du Maghreb. Ce qui oppose les Etats du Maghreb entre eux et les collectivités locales entre elles, c'est la propriété étatique et l'appropriation privée dans ce cadre. Etablir la propriété collective, construire l'unité du marché du crédit maghrébin, font participer l'Etat et la collectivité locale à la fructification du capital naturel et sa conservation. En disposant du revenu d'une telle propriété, en n'ayant pas le pouvoir d'aliéner une telle source, les populations locales pourront investir dans des choix de vie en respectant la pérennité d'une telle source de revenu et l'intérêt des générations futures. C'est l'asymétrie fon-

damentale de pouvoir entre gouvernants et gouvernés qui sape la base fiscale ordinaire de l'Etat. Avec la propriété collective et privée, les fonctionnaires se prémunissent contre la défaillance de l'Etat en se donnant une base fiscale en même temps qu'il concède du pouvoir aux collectivités.

4. Ensuite il faut envisager la réorganisation des marchés (marché des changes, du capital et des produits) en considérant ceux-ci comme des constructions sociales et historiques[9]. De sorte que l'acte de consommation puisse être associé à un acte citoyen, de sorte que consommer signifierait produire, que consommer maghrébin signifierait vouloir construire un marché maghrébin. Pour que l'on puisse produire algérien, il faut qu'il soit préférable de produire plutôt que d'importer. Il faut transformer la préférence pour l'importation aujourd'hui dominante en préférence pour (la consommation de) la production locale. Une telle inversion de la préférence peut, hélas, être produite plus facilement sous la contrainte que de manière volontaire. Le crédit à la consommation n'est pas suffisant. Il faut que suive un crédit à la production et une politique de crédit réelle : prêter à ceux qui peuvent rembourser non aux amis. Ce qui signifie des garanties de réussite qui ne peuvent être fixées arbitrairement. Il faut qu'il y ait aussi une autre politique de change. Des politiques qui rendent possible la substitution d'importation, la concurrence entre produit local et produit importé. Il faudrait décider que soutenir, que produire et que consommer localement, de sorte que les progrès de productivité soient possibles et puissent se diffuser de sorte à aboutir à de libres conversions des monnaies, si l'on comprend des monnaies locales complémentaires. Une politique de change qui rende possible la coproduction, l'exportation.

Je crois avoir suffisamment déplié le projet d'une économie politique de la démocratie post-coloniale, pour les besoins de l'heure. Les derniers points ne font que pointer une certaine direction. Je voulais ici focaliser sur l'insurmontable obstacle que constitue l'asymétrie de pouvoir entre gouvernants et gouvernés pour la démocratie. La suite ne fait qu'indiquer les développements qui pourraient succéder à la mise en cause d'une telle asymétrie : pour que la société concède à reculer pour mieux sauter, réduire aujourd'hui son pouvoir d'achat pour l'accroître demain, car la préférence pour l'importation résulte essentiellement d'une politique de défense du pouvoir d'achat, il faut lui donner de vrais pouvoirs, de vraies capacités.

D. A.*

*Enseignant chercheur, faculté des sciences économiques, Université Ferhat Abbas, Sétif - Député du Front des Forces Socialistes, Bejaia.

Notes

[1] Voir MITCHELL, Timothy et JAQUET, Christophe. Carbon democracy: le pouvoir politique à l'ère du pétrole. La Découverte, 2013. Rappelons que l'économie politique classique envisageait un état stationnaire. David Ricardo, le prince des économistes, en était le théoricien. A cause des rendements décroissants.

[2] Voir le philosophe John Locke qui soumet la propriété au travail : le droit naturel et la propriété de soi et de son travail (produit). K. Marx, en parlant de force de travail, achève de renverser le rapport de puissance entre le travail et la propriété.

[3] " Le capital est du travail mort qui, semblable au vampire, ne s'anime qu'en suçant le travail vivant, et sa vie est d'autant plus allégre qu'il en pompe davantage ". Karl Marx, Le Capital, livre I.

[4] Notre distinction des types de propriété s'appuie sur la théorie économique des droits de propriété (externalités, coûts de transaction) et les travaux d'Elinor OSTROM (2010) : " La gouvernance des biens communs : pour une nouvelle approche des ressources naturelles " (de Boeck) en même temps que sur la problématique de Hernando de Soto (2005) : " Le mystère du capital : pourquoi le capitalisme triomphe en Occident et échoue partout ailleurs " (Flammarion)

[5] Le principe de subsidiarité vise à privilégier le niveau inférieur d'un pouvoir de décision aussi longtemps que le niveau supérieur ne peut pas agir de manière plus efficace.

[6] Smith, A. (1791). Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations. Buisson. " ... puisque

chaque individu tâche, le plus qu'il peut, 1° d'employer son capital à faire valoir l'industrie nationale, et - 2° de diriger cette industrie de manière à lui faire produire la plus grande valeur possible, chaque individu travaille nécessairement à rendre aussi grand que possible le revenu annuel de la société. A la vérité, son intention, en général, n'est pas en cela de servir l'intérêt public, et il ne sait même pas jusqu'à quel point il peut être utile à la société. En préférant le succès de l'industrie nationale à celui de l'industrie étrangère, il ne pense qu'à se donner personnellement une plus grande sûreté; et en dirigeant cette industrie de manière à ce que son produit ait le plus de valeur possible, il ne pense qu'à son propre gain; en cela, comme dans beaucoup d'autres cas, il est conduit par une main invisible à remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions; et ce n'est pas toujours ce qu'il y a de plus mal pour la société, que cette fin n'entre pour rien dans ses intentions. ... " t. IV p. 30-31

[7] LIST, Friedrich. Système national d'économie politique. Capelle, 1857.

[8] Se rappeler la signification " préindustrielle " du mot industrie : habileté, savoir-faire.

[9] La construction sociale d'un marché parfait [Le marché au cadran de Fontaines-en-Sologne] Marie-France Garcia Actes de la recherche en sciences sociales Year 1986 Volume 65 Issue 65 pp. 2-13 http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/arss_0335-5322_1986_num_65_1_2347



Lors de sa dernière sortie et dans une espèce d'aveu d'impuissance terrible, le Premier ministre Abdelmalek Sellal semble rattrapé par l'anathème de la panique ; il dresse ainsi un tableau sombre sur l'avenir des finances du pays alors qu'il nous disait tout à fait le contraire il y a un an.

■ Conjoncture économique : la faute de Sellal !

Par Abdellatif Bousenane

Devant la baisse spectaculaire du prix du pétrole où les ressources de l'État devraient diminuer d'une manière drastique, le chef du gouvernement et son équipe manquent cruellement d'imagination pour arriver effectivement à de vraies solutions plus profondes afin de répondre aux exigences de cette conjoncture peu aisée. Dès lors, dans une démarche contradictoire avec les assurances et l'optimisme de 2014, le Premier ministre va jusqu'au point de nous alerter que l'avenir de nos finances est en danger, car si le prix du pétrole reste aux alentours de 60 dollars, nos réserves chuteront à 38 milliards à l'horizon 2019, voir 9 milliards de dollars si le prix tombe à 50 dollars ! Ce qui sous-entend que dans les 4 années à venir le gouvernement reste dans une position de spectateur ou au mieux dans une posture d'un acteur neutre vis-à-vis de cette situation ! C'est à dire on ne fera rien ou presque si ce n'est calculer nos pertes en devise ?

Arrêtons les mesurètes !

En ne donnant aucune mesure sérieuse pour éviter que nos réserves de change stratégiques pour l'économie du pays ne soient vaporisées, le chef de l'exécutif nous explique grosso modo qu'il n'a pas trouvé d'autres moyens que de recourir à la baisse des dépenses de l'État et l'annulation et/ou le retardement de quelques projets d'infrastructures très bénéfiques au développement du pays. Quel effort ! Cela veut dire tout simplement que dès le retour à un prix élevé du Brent, on dépensera plus et on relancera plus de projets ! Soyons sérieux !

Au lieu d'aller au fond du problème, surtout en ce qui concerne la fiscalité de l'État, on a préféré en fait ces mesurètes qui ne sont pas à la hauteur de l'enjeu économique grandissime du mo-

ment. Même si M. Sellal parle timidement de recouvrement fiscal mais il ne dit pas concrètement comment les services fiscaux vont intervenir afin de s'attaquer au mal absolu qui est l'évasion fiscale ? Ces mesurètes d'une facilité banale sont d'autant plus incompréhensibles si on s'interroge sur le pourquoi de cette attitude répandue chez les gouverneurs d'une manière générale qui n'hésitent pas à s'attaquer aux dépenses et non pas aux recettes ? À savoir, pour quelle raison nos responsables n'inversent pas la question en posant la problématique de l'efficacité du recouvrement fiscal et donc de l'épineuse question de l'évasion fiscale !

Sur le plan communicationnel ou le discours politique utilisé, l'effort est au minimum aussi. On a l'impression ainsi qu'on entend les mêmes mots d'un autre temps ! Le déjà-entendu ? Or en principe, on a dépassé cet état d'esprit ; on a avancé grâce aux réalisations et aux réussites enregistrées ces dernières quinze années ! Il serait intelligible à beaucoup de gens, donc, si ce constat fait par le Premier ministre et la réplique du gouvernement ont été formulés il y a cinq ou dix ans, parce qu'il y avait d'autres priorités plus urgentes découlant des années 1990. À titre d'exemple: pourquoi donc attendre que le prix de l'or noir s'effondre pour s'affronter au dossier des importations qui dilapidaient les devises très précieuses du pays ?

Les solutions du fond

Pour aller au fond des choses, il y a plusieurs autres pistes à exploiter et il faut beaucoup d'énergie, d'imagination et surtout de confiance en soi qui semble en carence chez notre élite gouvernante.

On peut comprendre la complexité de la chose économique, puisque pour devenir une puissance industrielle qui exporte ses produits d'une qualité qui dépasse celle des autres avec une rentabilité concurrentielle, cela relève de plusieurs paramètres que nous avons évoqués à maintes reprises lors de nos articles publiés au Quotidien d'Oran. Néanmoins, dans cette conjoncture marquée par la baisse des revenus de l'État, il est pré-

férable de s'attaquer aux vrais sujets qui sont : la fiscalité, la modernisation des banques et les transferts sociaux.

De ce fait, faire une vraie révolution dans la législation, les outils, les moyens matériels et humains et même les mœurs des personnes concernant ce sujet névralgique de la nation est plus que nécessaire. Pourquoi pas des campagnes médiatiques de grande ampleur pour sensibiliser, expliquer et même avertir les gens sur les grands dangers de ne pas payer ses impôts. Il faut que tout le monde sache que l'impôt c'est la construction de l'école, la fonction publique, l'hôpital, la route, l'entretien et la propreté.

L'évasion fiscale à grande échelle est une vérité, tout le monde le sait et le voit quotidiennement, des transactions immobilières où l'État ne touche que des miettes jusqu'au commerce de gros et de détail, les paiements se font à l'aide de sacs noirs en plastique. De grosses sommes ! L'enjeu est de taille parce qu'il s'agit de milliards de milliards de dinars. Toutefois, cette révolution fiscale est en effet impossible sans la modernisation des banques qui souffrent, il faut tout de même le reconnaître, d'une gestion archaïque qui fait perdre à l'économie nationale beaucoup de temps et d'argent. Pour ce qui est des transferts sociaux, ils représentent 30 % du PIB du pays soit 60 milliards de dollars qui sont alloués annuellement dans le budget d'État, y compris les subventions des matières de première nécessité tels que le lait, le pain etc. Est-il raisonnable qu'un citoyen qui gagne des centaines de millions de dinars bénéficie de la même manière de ces subventions qu'un pauvre qui ne gagne qu'à peine un SMIG, voire même pas ? Pourquoi ne pas créer une caisse d'État des allocations familiales, pour que ces sommes colossales aillent directement aux bénéficiaires les plus concernés ? Par conséquent, on rationalisera nos dépenses, on gagnera la confiance de la population et donc la paix sociale et on fera des économies de centaines de milliards de dinars. Ainsi donc, les Algériens attendent de leurs gouvernants d'agir justement pour éviter la banqueroute ; de bien gérer les crises et de chercher des vraies solutions, aussi difficiles soit-elles, et non pas de se contenter de calculer les pertes !

■ C'est M. Sellal, tout de même !

Entre le retour de M. Ahmed Ouyahia et le discours de M. Abdelmalek Sellal, l'Algérie se perd. Et les dirigeants perdent leur crédibilité, essentielle à l'exercice de l'autorité.



Par Abed Charef

C'est l'évènement de ce mois de mai 2015. Plus important que le remaniement ministériel, plus médiatique que le départ de Xavi du FC Barcelone, plus symbolique que la prise de Palmyre par Daech, le retour de M. Ahmed Ouyahia au RND va bouleverser l'échiquier politique du pays. Selon les initiés de la vie politique algérienne, le ministre d'Etat, directeur de cabinet du président de la République, va reprendre les commandes de « son » parti, dont la « base militante » le réclame. Abdelkader Bensalah, qui a remplacé Ouyahia à la tête du parti lorsque celui-ci a été mis à l'écart, serait contesté par des cadres qui souhaitent une « dynamisation » des structures du RND. M. Ben-

salah a accepté son sort et serait prêt à remettre la maison RND à son propriétaire, sans faire de vagues, dit-on.

M. Ouyahia navigue ainsi sans difficulté entre son poste de ministre d'Etat, chef de cabinet du président de la République, et celui de patron du RND. Comme s'il changeait d'affection, dans un pays où le RND serait une sous-direction du pouvoir, comme l'UGTA serait le bras social du DRS. D'ailleurs, plusieurs journaux ont écrit que le retour de M. Ouyahia a été avalisé « en haut lieu », dans ces endroits mystérieux où se jouent le sort du pays et le destin des hommes.

Dans ce jeu, on ne sait ce qui est le plus grave. Est-ce le fait que le président Abdelaziz Bouteflika, du reste peu respectueux de la constitution et des lois, dicte lui-même la musique dans ces allers-retours, franchissant les lignes jaunes sans tenir compte de l'impact de ses décisions sur les institutions ? Est-ce le fait que M. Ouyahia, qui trouve là un moyen de rebondir en attendant des jours meilleurs, se prête à ce jeu ; est-ce cela qui est troublant ? Ou est-ce le fait que l'opinion algérienne se soit accoutumée à ce jeu et le considère désormais comme normal ?

Légalité

Le président Bouteflika, toujours lui, a or donné de procéder, « sans délai », à des changements à la tête des entreprises publiques économiques et des institutions administratives. Par ce procédé, le chef de l'Etat a clairement violé la loi.

Un chef d'Etat n'ordonne pas de la sorte. Il a des prérogatives constitutionnelles et légales qu'il exerce.

La nomination de certains dirigeants de banques et d'entreprises obéit à des règles et des procédures précises. Personne ne peut, légalement, les contourner. Ces règles permettent de savoir qui fait quoi, qui est responsable de quoi. Quand le chef de l'Etat, gardien de la Constitution et des Lois, agit de la sorte, il contribue à démolir ce qui reste de l'esprit républicain et légaliste.

Il montre clairement aux Algériens que la loi ne s'impose pas à tous, et qu'ils doivent éventuellement se plier à d'autres règles qu'à la loi. Comme s'il les incitait à s'éloigner de la loi au profit de l'allégeance, clanique ou régionale, de la soumission à l'argent ou à d'autres sources de pouvoir.

Ces pratiques ne sont, à l'évidence, pas nouvelles. Elles se sont même banalisées, au point de devenir un mode de gestion. Mais en ces temps où le gouvernement ne sait pas par quel bout prendre la crise, il n'est pas inutile de rappeler des éléments primaires : ce type de discours nuit à la loi, aux institutions, ainsi qu'aux hommes politiques eux-mêmes.

Ceux-ci perdent ce qui leur reste de crédibilité, et donc d'autorité. Avant, les responsables tenaient un discours, mais ils avaient une pratique décalée.

Maintenant, même dans leur discours, ils ne respectent plus les formes. Ils se laissent aller à des dérives graves.

Le discours politique devient du simple bavardage sans intérêt. Il produit l'effet inverse de ce qui est attendu.

Du Sellal

C'est ce qui s'est passé avec le discours de M. Abdelmalek Sellal lors de sa rencontre avec les cadres du secteur de l'Energie. Prenant un ton grave, le Premier ministre a déclaré que la situation économique du pays était pour le moins complexe et nécessitait un effort collectif dans lequel les cadres et travailleurs de Sonatrach auraient un rôle central. Il a annoncé une réduction des dépenses publiques en raison de la baisse des ressources de l'Etat. M. Sellal a aussi rappelé qu'il « y a un gaspillage dans la consommation des carburants, ainsi que de la contrebande ». Il a plaidé pour une « rationalisation de la consommation ». Mais il a aussitôt précisé que cela « ne va pas se traduire par une hausse des prix des carburants », bien que « le montant de la subvention augmente d'année en année ». « Nous n'allons pas augmenter les prix, qui sont un acquis social », a-t-il insisté.

Parmi cet auditoire qui écoutait docilement M. Sellal, le nouveau ministre de l'Energie et le nouveau patron de Sonatrach restaient dubitatifs. Tous deux savent que le prix du carburant est un élément essentiel dans la rationalisation de la consommation. Les cadres du secteur, dans leur écrasante majorité, partagent ce point de vue, tout comme les économistes plus ou moins crédibles, ainsi que ceux des institutions internationales. Comment, dès lors, prendre au sérieux M. Sellal, et considérer qu'il est porteur d'un projet viable pour le secteur, alors qu'il insiste sur une subvention absurde ? C'est M. Sellal, pourra-t-on toujours objecter. Mais tout de même !



Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



DES HÉROS CERTES, MAIS DES HOMMES AVANT TOUT !



LE COLONEL LOTFI. ECRITS, témoignages et documents.
Biographie par Bellahsene Bali, avec la collaboration de Kazi Aoual Kemal Eddine. Tahla Editions (2^e édition), Alger 2015, 266 pages, 550 dinars.

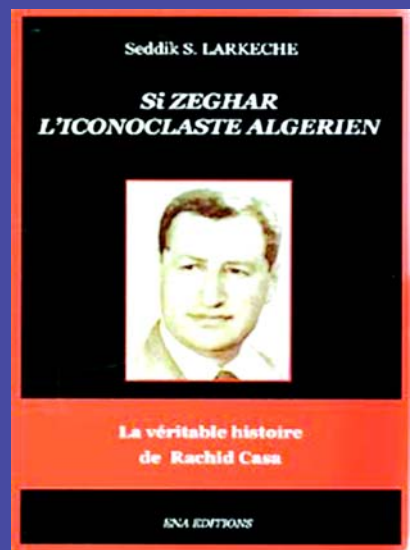
Dghine Benali. Né le 7 mai 1934 à Tlemcen. Famille connue sous le nom de Boudghène. Père : employé de mairie. Elève de la Médersa (ou Collège franco-musulman de Tlemcen). Participe activement, à partir de décembre 55, sous le pseudonyme de Brahim, à la mise en place des cellules de Fidaïne et d'un groupe de commandos opérant dans les banlieues de Tlemcen, avant de rejoindre le maquis le 27 octobre 1955 dans la région de Beni-Snous. Une région difficile, car «dans les campagnes du Sud oranais en général, l'évolution politique était presque nulle avant la Révolution. Les cellules nationalistes ne regroupaient des militants que dans les villes. Les masses, plongées dans la misère, étaient «tenues» par les Bachaghas et des «familles maraboutiques» (interview in El Moudjahid -historique n°41 du 10 mai 1959). Mais, une région qui a changé du tout au tout en six mois : «Les mémoires se sont «raccourcies» et on ne parlait plus de marabout ni de saint, mais d'armes, de munitions, de mortiers et de mitrailleuses. La mentalité s'était totalement transformée». Nom de guerre : Si Lotfi. Colonel de l'Aln succédant à Larbi Ben M'hidi, Boussouf puis Boumedienne à la tête de la Wilaya historique V. En avril 1958, après le départ de ce dernier à la tête du C.O.M.-Ouest, il devient, à 24 ans, le plus jeune colonel de l'Aln.

Pur produit du Fln/Aln, il portera la guerre dans le Grand Erg Occidental. Tombé au champ d'honneur le 27 mars 1960 au Djebel Bèchar avec le commandant Tahar Ferradj. Le héros n'est pas seulement au maquis sous le feu des combats et des accrochages avec l'ennemi. Il participe à de nombreux conclaves du Fln à Tunis, Le Caire et Tripoli. Il agit en apportant sa propre expérience, parfaite, du terrain. «Il se montre toujours déterminé à régler tous les problèmes qui surgissent et à réduire toutes les zizanies nées de conflits personnels. Rien ne l'arrête : son pouvoir de persuasion a un profond retentissement sur le moral et le comportement des autres responsables de la Révolution», dit de lui Abdelghani Akbi. Car, notre homme n'est pas seulement un combattant. C'est aussi un jeune intellectuel (pour l'époque, il l'était !) aux vues larges et toutes en hauteur (voir les témoignages de Ferhat Abbas, de Ali Kafi, de A. Akbi, entre autres, ainsi que le courrier adressé, juste avant sa mort, à son épouse, elle aussi une combattante et, surtout, son étude socio-économique de l'Algérie indépendante, écrite, tenez-vous bien, en 1958). Visionnaire, aussi : il aurait fait une confidence à Ferhat Abbas : «J'aime mieux mourir dans un maquis que de vivre avec ces loups», parlant des chefs militaires de l'Aln établis à Tunis.

L'auteur : Né en 1936. Fidaï en 56. Moudjahid. Condamné à l'emprisonnement puis à mort. Ancien cadre de banque, actuellement à la retraite... écrivain, écrivain, faisant revivre les hommes et des actions de la Guerre de libération nationale qui avaient marqué l'imaginaire populaire et l'histoire. Il en est à son énième ouvrage...

Présentation riche (127 pages de témoignages et 76 pages de documents et de photos) bien qu'assez disparate. Pour compléter votre documentation sur la guerre... et, afin que nul n'oublie.

Extraits : «Notre Algérie va échouer entre les mains des colonels, autant dire des analphabètes. J'ai observé, chez le plus grand nombre d'entre-eux, une tendanceuse méthode fasciste. Ils rêvent tous d'être des «sultans» au pouvoir absolu. Derrière leurs querelles, j'aperçois un grave danger pour l'Algérie indépendante. Ils n'ont aucune notion de la démocratie, de la liberté, de l'égalité entre les citoyens...» (p 166. Rapporté par Ferhat Abbas), «Tout est provisoire en période de révolution, révolution qui est et qui doit être par principe, toujours dynamique et jamais statique» (Extrait d'une lettre à A. Akbi, p 168)



Messaoud Zeghar. L'iconoclaste algérien. La véritable histoire de Rachid Casa. Biographie-essai par Seddik S. Larkeche. Casbah Editions, Alger 2015, 381 pages, 1 500 dinars

A ses côtés, tous les autres «milliardaires» du pays ne sont que des «petits» malgré tous leurs exploits ou leurs réussites. Voilà donc un jeune homme né le 8 décembre 1926, à Saint-Arnaud («Satarno» pour nous les Indigènes de l'époque, aujourd'hui El Eulma) qui va se lancer, dès l'âge de 15 ans, dans les «affaires», en «négociant» d'abord avec les Américains de la base militaire de Sétif. A 20 ans, grâce aux amitiés nouées, tout en militant au sein du Ppa (dont un des responsables n'était autre que Belaid Abdesselam... qu'il retrouvera plus tard sur son chemin), il se lance dans le commerce en tous genres, à partir d'Oran... Avec la guerre, il est obligé de réfugier au Maroc, avec un surnom, Rachid Casa (il a plusieurs surnoms dont «Mister Harry») et un patron, le Colonel Boussouf. Il fut chargé de créer au Maroc un atelier d'armement et d'approvisionnement la Révolution en matériels de tous genres (de transmission, d'armes...). C'était le décollage (1956) d'un véritable empire international : Intermédiation quasi-obligatoire pour toutes les grosses affaires de l'Algérie avec l'étranger/ Représentation en Algérie de plusieurs entreprises françaises dont Dassault et Creusot Loire... Grands hôtels de luxe à Paris, à Los Angeles, à Madrid, aux Bahamas / Ensembles immobiliers en Espagne, au Portugal au Canada... et bien sûr, en Algérie, à Alger et à El Eulma/ Compagnie aérienne aux Usa/ Propriété agricole au Portugal/Des puits de pétrole en Virginie/ Une usine de moquette et de velours en Suisse... Une assez grosse fortune : 300 millions de dollars de l'époque... et une quantité importante d'or ? Ou 2 milliards de dollars de l'époque, selon un autre auteur, Hanafi Taguemout. Bien plus ou bien moins ? Allez savoir !

L'envol dura jusqu'au 8 janvier 1983 avec son arrestation (par des agents de la «Sécurité militaire», alors dirigée par Kasdi Merbah), son long emprisonnement (quasi-secret), en Algérie, durant plus de 1 000 jours, jusqu'au 16 octobre 1985... Par la suite, bien que libre, c'est la «descente aux enfers» et la mort à Madrid en 87 (empoisonné selon A Berrouane!) A la fin de sa vie, il disposait, certes, de quelques millions de dollars mais aussi de nombreuses dettes et toutes ses «pépites» avaient été vendues durant son incarcération. Car, entre-temps, Boumedienne, son ami intime de toujours, le «seul», selon Kasdi Merbah lui-même, était mort et Chadli l'avait remplacé. Autres dirigeants, autre temps, autres mœurs ! Vengeance ? Envie et jalousie ? Partage du gâteau ? Redistribution «imposée» des cartes et des zones d'influence sur le plan international (M. Zeghar étant très proche, trop proche des Américains ! N'avait-il pas organisé une rencontre secrète entre Boumedienne et Nixon, dans le bureau ovale de la Maison Blanche à Washington, le 11 avril 1974, au lendemain du fameux discours de l'Onu à New York. Voilà donc un autre mystère Boumedienne?) Il est vrai qu'à partir d'un certain moment, devenu l'homme le plus riche du pays et un des plus puissants (de 65 à 78, surtout, puisqu'il «travaillait» aussi pour Boumedienne), il avait alimenté la chronique internationale par le kidnapping en 1978 de sa jeune sœur Dalila (partie «vivre sa vie» au Canada) et quelques scandales liées à des contrats internationaux de l'Algérie. Sonatrach en particulier, avec Ghozali comme Pdg et disait-on, certains de ses cadres devenus des «partenaires silencieux» (entre autres, dans l'affaire Chemico), avec un Belaid Abdesselam, devenu ministre de l'Energie... mais aussi son «ennemi intime». **L'Auteur :** De formation interdisciplinaire (sciences de

gestion, sciences politiques, avocat, expert en gestion stratégique des risques, professeur-chercheur...), il a mis quatre années pour rechercher des informations, pour rencontrer des personnes concernées par la vie de son héros. Au départ, le hasard puis la curiosité, par la suite le souci d'établir ou/et de rétablir la vérité sur le parcours ahurissant et époustoufflant d'un personnage qui a laissé des traces dans la mémoire politique et économique du pays (plutôt des vieux décideurs du pays).

Un ouvrage qui devrait être étudié dans les Ecoles de Management et d'Affaires du pays... La mondialisation-globalisation ainsi que l'«esprit d'entreprise» compris et pratiqués par un Algérien de formation moyenne mais visionnaire, bien avant l'heure. Dommage qu'il ait été «abattu» en plein vol par ses «frères» et «amis». Un système de gouvernance qui n'a pas changé ! Une remarque : dans la page 33, l'auteur est allé assez vite en besogne en affirmant que «militairement, la France avait gagné la guerre d'Algérie»... Un phrase de trop ou peut-être exagérée !

Extraits : «Zeghar était par excellence un entrepreneur international qui était déjà dans la mondialisation, avec un sens aigu de la recherche d'opportunités diverses et de montages complexes» (p 142), «Le système algérien (est) structuré d'une manière trop opaque, pouvant souvent générer des marges de manœuvre excessives pour les entreprises étrangères qui travaillent en Algérie. Précisément, la transparence des marchés publics a été fréquemment controversée, laissant la porte ouverte à certaines malversations» (p 159)



J'AI VÉCU LE PIRE ET LE MEILLEUR. Mémoires de Mohamed Saïd Mazouzi, recueillies par Lahcene Moussaoui. Casbah Editions, Alger, 2015, 431 pages, 1 250 dinars

C'est le grand livre d'une grande vie d'un grand bon homme. Un personnage fabuleux qui relate simplement, tout un immense pan de l'histoire de l'Algérie. Avec des mots simples, avec des descriptions franches et claires. Les «mémoires», recueillies par Lahcene Moussaoui - un de nos plus brillants diplomates, encore bien prometteur, mais mis à l'écart très tôt, comme beaucoup d'autres - sont restituées avec fidélité. Cela part du récit d'une enfance presque heureuse en tout cas «chanceuse» se déroulant entre Thasserdart, Dellys, Alger et Tizi Ouzou... enfance débouchant sur un engagement précoce au sein du Ppa (sans être structuré) et pour les Aml -engagement forgé par un terrain objectivement assez dur (l'arbitraire, l'injustice, le racisme et la ségrégation coloniale !) - et grâce à l'exemple d'ainés et d'amis exemplaires (dont Laimèche Ali, «un être extraordinaire, exceptionnel», décédé en 46, très jeune, à 21 ans à peine ; les frères Arbouz et Chader, Omar Oussedik, Omar Boudaoud, Hallit Ali, Si Ouali Benai et d'autres et d'autres...) et à des éducateurs (au sein de la famille et à l'école) de qualité. Il y a, ensuite (arrêté presque par hasard, sinon par erreur, car il avait participé à l'hébergement du groupe ayant organisé l'attentat (raté en partie) contre un Bachagha collaborateur), «l'Ecole des prisons». D'abord la torture, ensuite un itinéraire interminable dans des prisons (en Algérie, en France, et encore en Algérie) à n'en plus finir... comme si, dans la foulée, on voulait aussi punir toute la famille, leurs engagements et leurs refus. Le voilà donc face à d'autres épreuves, une autre expérience politique, peut-être plus productive et plus enrichissante que le combat extérieur lui-même. Et, surtout, des rencontres émouvantes, étonnantes mais toutes enrichissantes... de militants de tous âges, de toutes confessions, de toutes idéologies et de toutes les régions du pays (dont Hamou Boutellis, Abane Ramdane, Rabah Bitat, Ali Zamoum, H. Zahouane, Dr Masboeuf, T. Boulahrouf, la fidaï Yasmina Belkacem, amputée des deux jambes et âgée à peine de 15-16 ans, Briki Yahia... et, Abassi Madani) : «La prison, par delà ses épreuves et ses misères, aura été (...) une irremplaçable école».

Il restera emprisonné dans les geôles coloniales durant 17 années, jusqu'à l'Indépendance. Le dernier à en sortir ! Le reste (la retraite y compris) est une toute autre histoire, encore plus passionnante. Au service exclusif du pays (dont 9 années au ministère du Travail et des Affaires sociales, entouré par une «équipe d'enfer» et avec pour fait de gloire, encore inscrit dans les mémoires, «l'Action culturelle», une activité coachée par A. Zamoum, et menée en milieu des travailleurs et ce, grâce à Kateb et Issiakhem, «des génies, un duo infernal»... et un passage éclair aux Moudjahidines (de loin celui dont il «gardera le moins de bons souvenirs») ... et au sein du Parti du Fln jusqu'en 84... avec des moments de fierté et de satisfactions ainsi que bien de déceptions. Face à un système «qui a pris fin et qu'il fallait changer. Totalelement». Le système a survécu... «et la pauvre Algérie est, chaque jour, plus éloignée des lendemains qui chantent». Mais, toujours l'espoir ! Ce qui en fait l'homme politique, nullement politicien, le plus «sage» de notre univers politique contemporain. Notre Mandela ! Longue vie, Si Mazouzi. **L'Auteur :** Il est né en 1924 à Alger, au cœur de la Casbah (chez ses grands parents). Fils de caïd et petit-fils de caïd et petit-fils d'un mufti malékite de la Mosquée d'Alger, il a grandi en Kabylie, à Thasserdart (Makouda). Enfance dans une famille relativement aisée, des études à l'école coranique et à l'école publique... Dellys... Lycée Bugeaud d'Alger (futur Abdelkader), Lycée de Ben Aknoun (futur El Mokrani). Un matheux obligé à faire la section classique avec du latin. Mais aussi, déjà, un bagarreur et un révolté. Septembre 39, l'envol académique est brisé par la «préparatifs» de la guerre et retour au bercail dans une famille dont il était séparé depuis 7 années. Des mois terribles. Dès l'âge de douze ans, il sait déjà manier le fusil. Suite à un attentat perpétré contre un bachagha, il est arrêté le 15 septembre 1945...

Il était temps. On en avait tellement besoin de ces exemples d'engagement sans faille, de convictions inébranlables, d'humilité, de

bonté et de calme à toute épreuve, de hauteur de vues, de modernisme et de progressisme. Au passage, bravo à Lahcene Moussaoui, qui, sollicité par notre héros, a su recueillir, avec fidélité, l'aventure fabuleuse de Si Moh Saa et la «retranscrire» avec clarté. Un témoignage qui permet même sinon de rétablir certaines «vérités», du moins de «remettre bien de pendules à l'heure». Amiral de Ferhat Abbas... et de Boudiaf... , peut-être un peu dur pour Ben Bella («Désintéressé... mais il n'avait que la maladie du pouvoir»), un peu trop compréhensif de l'ère Boumedienne («un leader, un grand chef»), vraiment trop sévère pour celle de Chadli («Il n'était pas fait pour diriger un pays...»), soutenant Zeroual («il a fait ce qu'il a pu»)... et tétanisé par un présent «de déchéance imméritée» ? Pages les plus prenantes, les plus émouvantes, de la 99^{ème} à la 204^{ème}, celles décrivant les premières journées de liberté dans une Algérie enfin indépendante. On (je pense tout particulièrement à ceux qui ont vécu ces moments) en a les larmes aux yeux.

Extraits : «Je n'ai pas fait l'Histoire, je suis, au plus, un témoin de l'Histoire» (p 14), «L'algérianité, le patriotisme sont une quête permanente, une disponibilité et un don de soi qui ne doivent jamais s'arrêter. L'algérianité au sens complet du terme ne peut être un fait dû à une paternité ou un lieu de naissance, ni un acquis simple et définitif» (p 25), «Il y a des êtres humains, des personnes qui, même dans les pires situations, gardent toute leur humanité et sont capables d'actes qui nous rappellent qu'il faut toujours se garder des généralisations abusives» (p 75), «Tout s'explique et tout est à la portée de l'homme. Toute est possible, pourvu que l'on soit libre de le faire et apte à le faire» (p 79), «Comment veut-on que l'Algérien aime l'Algérie s'il ne connaît pas l'Algérie, la vraie ? Quand on ne connaît pas quelque chose, on ne peut pas l'aimer» (p 132), «Un pays, un régime politique a besoin de s'actualiser, se renouveler, se régénérer. Faute de quoi, il se condamne à la régression, à l'abîme» (p 366).

« Si vous n'atteignez pas votre but, réajustez-le ». Confucius

Des origines du LMD à sa conquête de l'université

Par Ali Derbala*

La qualification est devenue un élément essentiel de l'employabilité des jeunes étudiants. Il faut mettre en place un système de formation supérieure performant. La mise à niveau de l'enseignement supérieur doit constituer une priorité affirmée de l'Etat. Le LMD, licence, master et doctorat, est importé de France, originaire d'Amérique et mal appliqué en Algérie [1]. Le lycée était le pourvoyeur de bons étudiants pour l'université où la dégradation de l'enseignement scientifique dès les années 90 est constatée par tous les observateurs. Dans certaines wilayas, en mathématiques, même pas une seule classe était disponible faute de sections scientifiques. Ce système LMD est appliqué dès les années 2004 dans les universités algériennes sans concertation sur le terrain avec les enseignants du supérieur. Les enseignants n'étaient pas impliqués dans sa conception, sa planification et son implantation. Les enseignants ont mis en œuvre ce système imprécis, parce qu'il était introduit d'une manière autoritaire (*Le LMD est le système officiel et légal*).

Il n'y a pas eu de discussion, seulement instruction. L'adhésion des enseignants au LMD et leur engagement étaient donc cruciaux pour son application. Ils ont d'autant moins de chance d'adhérer à une réforme qu'elle est inconnue, décidée ailleurs, imposée ; qu'elle ne correspond pas aux réalités de leurs expériences professionnelles ; qu'elle n'est pas cohérente avec leurs conceptions de l'apprentissage, de l'enseignement ou du rôle des enseignants. Le financement des études est assuré par le contribuable ou l'Etat algérien, gratuitement, quelle que soit l'origine de l'étudiant.

1. Les bailleurs de fonds de l'éducation sont : la Banque mondiale, l'Union européenne, les Banques régionales (Banque africaine de développement, Banque interaméricaine de développement, Corporation andine de développement, Banque asiatique de développement) et les différents organismes des Nations unies sous l'égide de l'UNESCO. Elle est une agence dépendant de l'ONU qui a pour mission d'aider à assurer une éducation de qualité à tous et qui a dû abandonner, faute de moyens, à la *Banque Mondiale* le soin de définir la stratégie éducative de nombreux pays [2] dont sûrement l'Algérie qui était presque en cessation de paiement de ses dettes en 1992. Cette banque mondiale a sûrement imposé le système LMD à l'Université. Les principaux bailleurs bilatéraux pour l'éducation sont la France et l'Allemagne, puis les Pays-Bas, le Royaume-Uni, les Etats-Unis et le Japon. D'autres intervenants encore, tels les pays émergents, les fondations, les ONG, les groupes privés ou la coopération décentralisée. Ils fournissent les outils financiers et l'offre technique. Les Etats africains soumis aux contraintes des plans d'ajustement structurel imposés par les créanciers étrangers, telle l'Algérie en 1992, s'avèrent souvent incapables d'augmenter leur budget éducatif proportionnellement à la croissance de leur population d'âge scolaire. La dette extérieure et les critères draconiens établis par la Banque mondiale et les lourdeurs dans les mécanismes de déboursement des fonds freineraient considérablement les efforts d'accroître les dépenses dans le domaine de l'éducation. Par conséquent, et contrairement aux pays industrialisés qui investissent environ 3.500 dollars par élève du primaire, en Afrique subsaharienne, l'Etat n'investirait que 10 à 15 dollars (Afrique Espoir, 2004). La Zambie par exemple investirait un dollar dans l'éducation par enfant et en dépenserait six pour le remboursement de la dette. Ces chiffres démontrent que la dette publique extérieure de l'Afrique affaiblirait ses systèmes d'éducation et ralentirait la réalisation des objectifs [3].

Le LMD, une importation d'un produit pédagogique consommable

L'Europe vient de célébrer le cinquante-huitième anniversaire de sa création. Elle est une mosaïque de peuples qui parlent et véhiculent des langues différentes. Pour pouvoir communiquer et s'unifier, ces peuples doivent apprendre plusieurs langues. Le meilleur vecteur de communication ne peut être que sa jeunesse, ses étudiants. Par souci de mobilité, dans le cadre du projet ERASMUS,

un étudiant français, par exemple, ferait sa première année universitaire en France, sa seconde année en Angleterre et sa troisième année en Italie où il serait diplômé. Il aurait déjà appris deux langues étrangères. Son diplôme doit être reconnu au moins en France. Les Européens ont établi un diplôme unique et valable dans toute l'Europe. C'est la licence du système LMD. Le système anglo-saxon BMP, Bachelor Master et Ph.D. est l'ancêtre du nouveau système français LMD. Dans le temps, la France utilisait le système, licence ou maîtrise, DEA, DIRS ou DESS, doctorat troisième cycle et doctorat d'Etat. Dans ce rapport [4], il est écrit que la nouvelle politique éducative extérieure de la France a d'abord exigé une phase de réflexion, animée notamment par la commission Attali, qui a débouché sur un rapport publié en 1998 : *Vers un modèle européen d'enseignement supérieur*. L'une des principales propositions était l'organisation des études à l'Université française autour de trois cursus, en trois, cinq et huit ans. Cette phase prospective a aussi été d'origine ministérielle avec la déclaration de la Sorbonne du 25 mai 1998 prise par les ministres français, allemand, britannique et italien visant à « faire évoluer les structures de leurs systèmes d'enseignement supérieur pour faciliter la reconnaissance mutuelle des diplômes, tout en respectant les spécificités nationales ». La déclaration de la Sorbonne a été suivie par la réunion de Bologne en juin 1999 qui a réuni 25 pays européens, puis par celle de Prague en mai 2001. A partir de 1998, les ministres français Claude Allègre, Hubert Védrine et Charles Josselin respectivement ministre de l'Education nationale, ministre des Affaires étrangères et ministre délégué à la Coopération et à la Francophonie, ont entrepris la mise en place d'une politique éducative extérieure. Le rapport commandé par le ministre Claude Allègre à M. Jacques Attali, intitulé « Pour un modèle européen d'enseignement supérieur » précise que « les niveaux pertinents de sortie seront à trois ans, avec la licence, après des études menées principalement en groupes à effectifs réduits ; à cinq ans avec une Nouvelle Maîtrise ou Mastaire faite d'enseignement, de stages et de recherche ; et à huit ans avec le doctorat, ouvrant particulièrement la voie aux carrières de l'enseignement supérieur, de la recherche et des grands corps de l'Etat ». Les responsables de l'enseignement supérieur ont opté pour l'importation de ce système sans rien inventer ou modifier.

Objectifs du LMD

Nous faisons de la formation initiale, de l'enseignement supérieur suivi par la population en âge de scolarisation, un développement d'un savoir-faire. Cette formation supérieure est sanctionnée par l'acquisition de diplômes. Cet enseignement est sous le contrôle permanent et immédiat d'enseignants présents avec les étudiants dans un amphithéâtre ou dans une salle de cours ou dans un laboratoire de travaux pratiques. Un enseignement dans lequel l'essentiel de l'activité s'opère dans un « face-à-face » pédagogique entre un enseignant formateur et des étudiants apprenants. La société a évolué et évolue rapidement. Le LMD n'était pas destiné à faire subir à l'Université une transformation instantanée. Il devait être une évolution universitaire permanente. Il fallait chercher une adaptation réciproque des offres d'emploi et des enseignements universitaires. Le choix des programmes à enseigner influe sur l'évolution de la société. L'un des objectifs du LMD était de créer un climat et des procédures de dialogue, de négociation et de prise de décision regroupant le MESRS, le représentant de l'Etat algérien qui fixe les objectifs, et les Universités. Ce système visait une transformation pédagogique, la modernisation et la démocratisation de l'Université. Il devait naître des aspirations des universités algériennes. C'est aux universités de concevoir et d'exécuter des programmes ou des systèmes de formation des étudiants et les programmes de la post-graduation et de la recherche. Pour que cette négociation de l'adoption du LMD se noue dans les meilleures conditions, il était nécessaire qu'elle se fasse dans la clarté, la transparence, ce qui n'était pas le cas. Même s'il y a eu négociation avec quelques universités, il n'était question que de nombres de places pédagogiques créés, que les responsables confondaient avec le nombre de chaises disponibles, du nombre de lits dans les cités universitaires, du nombre de blocs de classes réalisés par les entrepreneurs en maçonnerie, etc. Il n'était nullement question d'énumérer le nombre

de professeurs et de maîtres assistants disponibles, du nombre de blocs de laboratoires et de leurs bureaux pour accueillir les chercheurs, du nombre de bibliothèques ouvertes et prêtes à accueillir des étudiants, du nombre de livres et de recueils pour la consultation sur place ou pour le prêt, du nombre de salles d'informatique disponibles et opérationnelles, du nombre de micro-ordinateurs non défectueux, etc. Il faut pratiquer une pédagogie moderne avec des moyens de communications modernes tels l'Internet, les réseaux sociaux qui, outre-mer, ont fait leur entrée même dans les classes du primaire. La démocratisation de l'enseignement supérieur doit s'accompagner de sa modernisation, de l'évolution des moyens d'enseignement et de l'évolution de la société.

Les responsables des universités ont pensé à un nouveau système qui fera d'un étudiant un produit à mettre sur un marché d'emploi dans les plus brefs délais. Le nouveau licencié doit être aussi capable que l'ancien licencié.

Il ne doit avoir aucune lacune pédagogique et doit récupérer une année universitaire. Pour le faire, il faut beaucoup de moyens et beaucoup d'efforts que l'université n'est pas capable de fournir. Un budget d'une année universitaire renflouerait sûrement les caisses du Trésor public.

Implantation du LMD à l'université scientifique

Entre une réforme pédagogique telle qu'elle est décidée et son application dans les amphis, un écart important peut exister. La réduction des études de graduation (licence) d'une année et l'éclatement de la post-graduation en un deuxième cycle (master) et troisième cycle (doctorat) peuvent-il relever le niveau universitaire ? Beaucoup de problèmes pédagogiques persistent dans l'implantation de ce système pédagogique et scientifique. Un débat serein, franc, sans détournements doit s'installer sur son évaluation. Les conditions de dispense de cours, de l'audience, la qualité de l'enseignement, la surcharge des effectifs, l'évaluation, la notation, la moyenne sur vingt, la notation alphabétique, le crédit, la mobilité, le tutorat, la compensation, le logiciel de délibérations, les irrégularités dans l'affichage des notes, la signature des PV de délibérations à temps, le rattrapage, la disponibilité des ouvrages dans les bibliothèques sont autant de problèmes pédagogiques à résoudre. La relation avec le partenaire externe à l'université est-elle appliquée et est-elle devenue effective ? L'hébergement, le transport, la restauration, la révision dans les cités universitaires, la communication etc., sont d'autres problèmes sociaux de la vie universitaire estudiantine. Beaucoup de responsables des universités ignorent totalement la vie des étudiants, des enseignants et des travailleurs en s'enfermant dans leurs bureaux.

Le tutorat ou la conduite

« Conducteur » ou « conseiller pédagogique » viendra mieux que « tuteur ». Même le nom d'accompagnateur ne convient pas.

Le conducteur est l'enseignant ou le post-graduant chargé de suivre l'étudiant en formation, de l'assister dans son parcours. Il est considéré comme un guide, une personne-ressource d'un processus dans lequel l'étudiant élabore lui-même ses propres connaissances. Son rôle consiste non seulement à transférer des connaissances, mais à aider l'étudiant dans son processus personnel d'apprentissage et d'assimilation de connaissances [4]. Les résultats de l'apprentissage sont aléatoires. L'apprenant et non plus l'étudiant, est appelé à occuper une place centrale de plus en plus importante dans son processus d'apprentissage.

Apprendre ne consisterait plus en un simple stockage de connaissances ou une mobilisation de compétences à l'état latent chez un individu. Comment imaginer un apprentissage sans un récepteur, l'apprenant ou l'étudiant actif, sans un engagement du sujet dans l'apprentissage ? Le tutorat n'est pas effectif dans beaucoup d'universités. Dans les tableaux des emplois du temps, des tranches d'horaires pour le tutorat doivent être affichées.

Rare sont les étudiants qui viennent s'enquérir ou demander des renseignements ou conseils pédagogiques à son professeur. Il est impératif de faire participer les doctorants à l'encadrement des étudiants.

b. Le crédit ou la nouvelle notation

Normalement, les crédits sont attribués à l'étudiant qui n'a pas réussi son année d'inscription mais qui a obtenu seulement quelques modules. Aussi, le crédit est déterminé pour l'étudiant qui veut suspendre ses études ou changer d'université. Quand il reprendrait ultérieurement ses études, le crédit sera pris en considération dans l'évaluation à son ré-inscription. Lors des corrections de copies d'examens, nous utilisons toujours la notation numérique, la moyenne sur vingt. Le système anglo-saxon dont le LMD s'inspire utilise la notation alphabétique A, B, C, D, E et F pour respectivement les appréciations très bien, bien, assez bien, passable, médiocre et faible. Comme ce système d'enseignement vise d'avantage à obtenir une performance qu'un savoir, un diplôme, l'étudiant va renforcer ses comportements de tricherie, du copiage... plutôt que d'approfondir ses connaissances. L'objectif à l'université est d'apprendre et non de réussir avant tout.

La mobilité dans le LMD

La mobilité entre les universités algériennes n'est pas encore réalisable. Ce ne sont pas tous les étudiants algériens qui peuvent prétendre à un séjour scientifique à l'étranger pour poursuivre leurs études. Seuls les enfants des « Introduits » peuvent se procurer des bourses à l'étranger ou des « pécules en devises ». Ils ne subissent ni de près ni de loin les soubresauts de ce système. Qu'est-ce que c'est que cette politique de formation supérieure et de recherche qui consiste à former des étudiants compétents et les faire fuir du pays ? Pourquoi ne pas donner à leurs professeurs des moyens pour les prendre en charge scientifiquement sans les isoler des « mondes scientifiques évolués » par des stages à l'étranger, des bourses de formation à distance, des réalisations d'expérience à l'étranger, etc. ? Le savoir-faire s'acquiert, il ne se donne pas ou ne se décrète pas par des textes.

L'évaluation dans le LMD

Pour chaque module enseigné du système LMD et à la fin du semestre, une épreuve de moyenne durée a lieu. Une quinzaine de jours au plus après les résultats, un autre examen dit de rattrapage est prévu. Ce dernier examen, à la date prescrite, constitue un acte anti-pédagogique. En effet, s'il y a un rattrapage, il est destiné aux étudiants ayant obtenu une note supérieure à une note éliminatoire, soit une note supérieure à 7/20 et inférieure à 10/20. Or, tous les étudiants échoués sont invités à passer cet examen. Ils n'ont pas eu le temps de revoir le cours d'un semestre. C'est une façon de faire pression sur l'enseignant pour qu'il cède le module aux étudiants en le piégeant à bâcler ces examens (il doit préparer un second examen en une semaine) et en le harassant par des examens inutiles pédagogiquement. S'il faut un rattrapage, il faut donner le temps à l'étudiant de revoir le cours d'un semestre. Je suggère que pour les modules du premier semestre universitaire, les rattrapages s'effectueraient au mois de juin, et pour ceux du second semestre, le rattrapage aura lieu au mois de septembre. A l'université, une nouvelle « *dérive pédagogique* » s'est imposée dans le système LMD. Des étudiants qui ne réussissent pas leur année en cours, sont autorisés à passer en classe supérieure avec la mention « admis avec dettes » (s'ils ont acquis un certain nombre de crédits et une moyenne inférieure à 10/20). Elle est une forme de pression psychologique sur les enseignants des premières années universitaires. Les étudiants admis en classe supérieure, et qui ont des dettes en termes de crédits, suivent les cours de leur année d'admission mais faute de temps ils ne peuvent pas assister aux cours de modules non acquis. Ces étudiants ne sont pas tenus par une assiduité et ne sont pas affectés à des sections d'étudiants de leur module non acquis. En fin de semestre, l'administration les invite à passer un examen (un second). Peu de chances de réussite dans ses modules non acquis leur sont accordées. Si vous recalez un étudiant en première année, il passera en seconde et troisième année avec des mentions du type « *admis avec dettes* ». A la fin du cursus de l'étudiant, on insinuera et inculquera un « *syndrome de culpabilité* » aux enseignants, comme quoi ils retiennent un étudiant en « *otage* » en première année alors qu'il a réussi ses années postérieures. Pour libérer l'étudiant de la première année qu'il n'a pas réussie mais qui a réussi les autres années postérieures, certains enseignants des premières années seront contraints inconsciemment à lui distribuer le module qui ne l'a pas mérité et qui ne le mérite pas.

De ce fait, on « *boostera* » le taux de réussite à l'Université. Les délibérations de fin d'année sont devenues très complexes où on nous fait signer, le PV modulairé, le PV des unités d'enseignement, le PV annuel des modules, le PV transversal... Les responsables de ce système LMD n'ont pas encore tranché sur le mode d'évaluation à utiliser, les crédits ou la moyenne sur vingt. Beaucoup de points ne sont pas clairs et ne sont pas élucidés même dans la tête des responsables.

Suite en page 13

*Universitaire

« Si vous n'atteignez pas votre but, réajustez-le ». Confucius

Des origines du LMD à sa conquête de l'université

Suite de la page 12

La licence est-elle avec ou sans mémoire ? Le master sera-t-il un diplôme de graduation ou de post-graduation ? En 2006, sur les ondes d'une radio locale, on a entendu le responsable du LMD de l'université de Boumerdes annoncer que pour l'année prochaine, tous les étudiants titulaires de la nouvelle licence seront autorisés, sans concours, à préparer le master. S'il le fait pour cette première promotion, ne doit-il pas le faire pour les promotions ultérieures ? Dans l'avenir, aucun concours d'entrée en master ne peut être institué. De ce fait, nous serons appelés à former des masters en cinq années. Les étudiants qui auront acquis difficilement la licence, feront de droit le master. Il peut également arriver qu'à différents niveaux du système, le MESRS et ses responsables des universités d'une part et les enseignants d'autre part, mettent l'accent sur les intentions différentes. Avec une licence de 4 années, on a produit des licenciés d'un niveau bas.

Que dire d'une licence de 3 années ? Comment peut-on réduire un cursus universitaire d'une année sans que le niveau de connaissances des étudiants ne soit altéré ? Reste-t-il au moins tel qu'il était ? Dans l'ancien système, en cinq années d'études, l'ingénieur faisait cinq semestres de spécialité et un semestre pour la confection de son mémoire. Dans le LMD, le mastérisant ne fait que trois semestres de spécialité et un semestre pour la préparation de son mémoire. L'évaluation du cycle supérieur scientifique se fait de visu. Tous les parents d'étudiants s'étonnent comment leur progéniture arrive à réussir aux examens.

f. L'impossibilité fondamentale du système LMD à prendre en charge le nombre élevé des étudiants. L'accroissement démographique est un phénomène très préoccupant dans notre pays. Ce n'est pas

le nombre d'étudiants, un million trois cents mille, qui fait la puissance d'un réseau scientifique, bien au contraire. Ce n'est pas seulement d'accroître l'investissement étudiant qu'il s'agit, il faut aussi en améliorer la qualité. Certains enseignants sont favorables à la sélection des étudiants à leur entrée à l'Université. Quand on a peu d'étudiants et s'ils sont choisis par leurs professeurs, on a forcément des étudiants bien formés. Mais si on limite l'accès à l'enseignement supérieur, ce sont toujours les enfants des favorisés culturellement, économiquement et socialement qui en bénéficient. Le système dit « multiplier les capacités d'accueil », autorise tout bachelier à accéder à l'université. Actuellement, suivant mon intuition, on retrouve beaucoup d'étudiants d'origine très modeste qui ne sont pas introduits et qui n'ont pas pu s'inscrire dans d'autres spécialités, se retrouvent échoués ou forcés de s'inscrire en mathématiques. Il ne s'agit pas d'accueillir tout le monde à l'Université, mais ceux qui sont aptes à y entrer. Les années scolaires rétrécies et les programmes surchargés ont amené le ministère de l'Education, sous la pression des lycéens, à examiner les postulants au bac sur la base d'un programme mutilé qui fait que les futurs bacheliers atterrissent à l'université handicapés par des connaissances fondamentales censées être acquises au lycée. Au vu des quelques milliers de professeurs de rang magistral disponibles dans nos universités, le seuil dépassé du million et trois cents mille relève de « l'utopie ».

Relation de l'université avec le partenaire externe et industriel

L'emploi, beaucoup plus qu'un concept économique, s'affirme aujourd'hui dans sa dimension sociale et psychologique. De nos jours, beaucoup d'entrepreneurs ont investi le créneau très lucratif de l'import/import. Aucun responsable d'entreprise ne s'est manifesté aux universitaires et a

prétendu rencontrer des problèmes concrets. Une entreprise est un lieu de transformation de matières premières en produits finis, capable de modifier continuellement sa propre structure, de façon à l'adapter au contexte dans lequel elle doit vivre et s'accroître. Le progrès technique, l'emploi, ces deux notions au contenu chargé d'affectivité sont au centre des contradictions que vivent les pays industrialisés. En Algérie, l'image du processus de production que l'on a à l'esprit est le fait productif qui se limite à l'installation d'une usine donnée et à sa gestion ultérieure. Aucune entreprise algérienne, publique ou privée, ne veut améliorer sa gestion ou sa rentabilité ou sa production de manière scientifique. Aucune entreprise ne peut nous fournir des données fiables, une comptabilité à jour, etc. L'Université peut apporter de la technologie, l'agent pour l'application de la science, de la gestion scientifique mais ne crée pas de l'emploi chez les entrepreneurs.

Suggestions pour un relèvement éventuel du niveau des études supérieures

Ce système LMD peut être considéré comme une introduction du « ver » dans le fruit de l'université algérienne. Il n'est pas de mauvaise foi de dire qu'il est une politique d'abaissement du niveau des connaissances. Le niveau des études supérieures a régressé fortement. L'abaissement du niveau des études est constaté dans toutes les spécialités des sciences humaines et scientifiques. Il faut dépenser des énergies beaucoup plus dans l'Education nationale que dans l'Enseignement supérieur. Il faut faire de l'enseignement secondaire un « vivier » de l'enseignement supérieur. On suggère qu'à l'université :

a. Ne recevoir que des bacheliers d'un niveau acceptable. C'est la formation des bacheliers actuels qui posent problème. Il est temps de scinder l'université en deux pôles. Le pôle scientifique où une

sélection des étudiants est rigoureuse et où on dispense les mathématiques, la physique et la chimie d'un niveau réellement supérieur. Le pôle technologique où on retrouve le reste des étudiants qui ne choisissent pas les sciences. L'université scientifique et technologique « unique » doit s'estomper. Elle a maintenu dans l'inactivité intellectuelle les meilleurs étudiants.

b. Durant le second semestre de l'année universitaire, nous passons plus de temps à examiner et à surveiller les examens que d'enseigner un « savoir » aux étudiants. Ce semestre n'est même pas un trimestre de dispense de cours, il est devenu un « bimestre ». A la fin de chaque semestre, pour chaque module et d'une durée de deux heures, un seul examen ou EMD est programmé. Prévoir d'autres examens inutiles, harassants, du genre rattrapage, appelé aussi « contrôle continu », engendre un retard énorme dans la bonne marche pédagogique.

c. Que l'on prolonge d'une année la scolarité en licence. Que la licence soit délivrée au bout de quatre années d'études pour pouvoir combler les lacunes des étudiants, lacunes qui sont énormes. Ainsi, l'emploi du temps des études sera bien ventilé et aéré. L'étudiant aura plus de temps à se préparer, de revoir ses cours, d'aller à la bibliothèque pour consulter la bibliographie du module dispensé, d'aller aux salles d'Internet et d'informatique, de faire du sport, de jouer du « Stradivarius » ou autres. Cette prolongation des études peut donner des chances aux étudiants, de les voir adopter des techniques modernes, d'utiliser de nouveaux produits tels les logiciels de mathématiques et bien d'autres. Une personne plus instruite assimile plus vite l'information nouvelle et applique plus efficacement des procédés nouveaux et des facteurs de production nouveaux auxquels elle n'est pas habituée. Selon un rapport de la Banque mondiale, la prolongation de la scolarité d'un an peut entraîner une augmentation de salaires de plus de 10% et augmenter la production agricole de près de 2% dans certains pays [5]. d. Que l'on prolonge d'une année la préparation du doctorat et autoriser le cas échéant le doctorant à présenter sa thèse au bout de la cinquième année. Le système LMD deviendrait celui de 4 - 2 - 4 années.

Références —
[1] Ali Derbala. Le système LMD, un descendant du BNP. El Watan, dimanche 10/06/2007, rubrique Idées débats, p.25. http://www.elwatan.com/rgp.php?page=article&id_article=69969 et lundi 11/06/2007, http://www.elwatan.com/rgp.php?page=article&id_article=70061
[2] Marceline Djeumani Tchamane. Pratiques pédagogiques des enseignants avec les TIC au Cameroun entre politiques publiques et dispositifs techno-pédagogiques, compétences des enseignants et compétences des apprenants, pratiques publiques et pratiques privées. Thèse pour obtenir le grade de Docteur de l'Université Paris Descartes, discipline Sciences de l'Education, 2011.
[3] N°3204. Assemblée nationale (française). Rapport d'information. Déposé en application de l'article 145 du Règlement par la commission des affaires étrangères sur la politique éducative extérieure de la France et présenté par Mme Odette Traupin.
[4] J.C. Marot et A. Darnige. La téléformation. Que sais-je ? Presses universitaires de France, 1996.
[5] Rapport sur le développement dans le monde 1991. Le défi du développement. Indicateurs du développement dans le monde. Banque mondiale, Washington, 1991, p.66.

Publicité

Nouvelle agence AGB à Guelma



M. Tahar ALLEGUE

et son équipe

sont heureux

de vous accueillir

à partir du

28 Mai 2015

Adresse : Avenue El Karama, Cité Hossen El Istikbal, N°27 Guelma.

Tél.: +213 (0) 37 26 23 06 / +213 (0) 37 26 23 18

Fax : +213 (0) 37 26 22 91

بنك الخليج الجزائر
Gulf Bank Algeria AGB
Member of the KIPCO Group

Simplifions la banque

www.ag-bank.com

■ Avec brio, le trio !

Par Slemnia Bendaoud

La rose blidéenne répand à la ronde l'odeur tonique de ses magnifiques parfums et féériques jardins d'antan, comme au bon vieux temps. De sa splendeur, elle tire sa grandeur. Le rapide a sifflé par trois fois, pressé de faire son retour après une trop longue absence, bien fatale à la plaine de la Mina. Le marché de Tadjenanet, lui, affiche désormais vraiment complet ; on y vend, au reste, plein de belles choses, à des prix qui défient pourtant bien souvent même la raison.

La Mitidja est depuis déjà deux semaines en fête ! L'oued Mina connaît désormais les joutes de sa formidable crue de liesse. Tadjenanet accède donc à ce haut rang qui lui assure ce lucre du commerce « gagnant-gagnant » et qui lui procure du gain et une extraordinaire allégresse.

Ce trio s'illustre avec brio ; il a déjà réalisé le gros lot, chassé le doute et cassé la baraque, engrangeant le jackpot, réalisant une méritoire accession parmi l'élite footballistique nationale. On y savoure toute une année de dur labeur et des moissons de fin de saison, bénéfiques à profusion.

Si pour l'USM Blida et le RC Relizane ce n'est qu'un retour parmi les ténors de notre football, la défense de Tadjenanet, elle, conquiert ce haut niveau de la compétition pour la première fois de son histoire. Ce « Souk de Doubai » de l'est du pays intègre donc la cours des grands noms des formations de la balle ronde algérienne.

La muse fouinant profondément dans les forts et toniques effluves de la rose blidéenne, le « Rapide Relizane » parcourt à vive allure le périmètre de l'oued Mina, taclé de près avant d'être carrément dépassé sur la ligne d'arrivée par ces ténus et très rusés « commerçants tadjenanais » ne voulant céder le moindre pouce ou concéder un quelconque empan de leur grand territoire de gloire.

N'était-ce son « Souk de Doubaï » à quoi donc Tadjenanet doit-elle sa réelle renommée d'aujourd'hui ? Au football, répliqueront les férus du ballon rond ! Mais comment cette ancienne bourgade de ces hautes plaines sétifiennes avait-elle pu embrasser cette compétition sportive de haut niveau ?

L'un ne pouvant, bien évidemment, se concrétiser sans l'apport certain de l'autre ; ce fut donc l'un confondu à l'autre, que cet osmose ou union utile entre le foot et le business eut donc bien lieu, à la grande satisfaction de cette désormais plaque-tournante du commerce de gros du Grand Bazar de la région.

Et comme son bonheur fut double, c'est donc les caisses plutôt bien pleines que les dirigeants du DRBT s'engagèrent dans cette entreprise footballistique qui consiste à monter sur pied une équipe compétitive de haut niveau.

Ce Grand Souk de la région de l'est du pays, véritable plaque tournante du commerce de gros, avait généré de nombreux dividendes jusqu'à pousser les autorités locales de la ville à s'investir corps et âme dans cette entreprise à mettre sur pied sans tarder une équipe de football bien structurée qui devait titiller les ténors de la Ligue II nationale.

Non seulement le pari fut tenu, mais aussi la brillante manière de le réaliser avec cette spectaculaire rapidité d'exécution laissera rêveur plus d'une formation de cette ligue II qui constitue l'antichambre de l'élite footballistique algérienne.

A l'exemple de la JS Kabylie d'an-

La « rose », le « rapide » et le « carrefour d'échange commercial » sont ces trois éléments qui ont un même dénominateur commun.

A la clef, il y a, bien sûr, cette accession plus que méritée dans ce même et très distingué wagon de la toute première classe !

Ce trio s'est donc distingué avec grand brio ! Il vient de démontrer un autre axiome pour monter sur le podium.

tan et de celui encore plus récent de la JS Saoura et du CRB Ain-Fekroun des temps présents, les Défenseurs tadjenanais du DRBT ont, eux aussi, connu cette double accession très verticale pour atteindre, au final, le palier de l'élite nationale.

Un exploit pareil, si spectaculaire et aussi important dans un laps de temps pourtant très court, est à inscrire à l'actif de cette équipe, hier encore anonyme, mais qui fait parler d'elle, à présent, au plus haut niveau de notre sphère du football national.

Le DRB Tadjenanet jouera désormais dans le jardin des grands noms du football national. Il y affûtera ses armes, en prenant ses quartiers aux côtés des ténors de l'élite footballistique du pays.

Promu à un bel avenir, ce premier club de la région de l'ex Mitidja qui a atteint à la force des jarrets la cour des grands de notre balle ronde savoure à présent les retombées d'une accession qui le porte au firmament de son apogée, en triomphe et aux nues.

Il reste encore accroché à ce nuaige qui a réussi à lui transformer son rêve, hier encore plutôt bien difficile à pouvoir réaliser, en une véritable réalité. La vérité est là : très palpable au toucher. Tadjenanet décolle ! Elle colle désormais au peloton de tête.

Non seulement le club a réalisé avec cette méritoire accession une très grande prouesse, mais surtout il vit depuis emporté par l'ivresse de cette extraordinaire liesse qui lui trace déjà les très prometteurs contours de ses nouveaux horizons.

Les deux autres promus, ne se sentent plutôt guère dépayés par les honneurs que leur procure leur élan d'atteindre un si haut palier, étant tous connus pour être ces anciens pensionnaires qui reviennent toujours à la charge pour réaliser ce retour gagnant parmi l'élite footballistique nationale.

Ainsi, la ville des roses connaît, elle aussi, l'un de ses meilleurs printemps, même si la pluie bienfaitrice du mois d'avril n'était pas cette année-ci au rendez-vous, hypothé-

quant en grande partie ces prévisions de moissons, au départ pourtant très prometteuses, de l'été prochain qui pointe déjà du nez.

Adéfaut d'une bonne saison agricole, la capitale de la Mitidja se drape, la saison du printemps enfin revenue, de ses plus belles fleurs en signe d'habit de grand cérémonial, affiché en faveur de cette promotion réalisée parmi le gotha du foot national qui lui rend désormais ce sourire, perdu déjà depuis de nombreuses années, période où elle eut à connaître les affres du purgatoire.

L'USM Blida renaît enfin de nouveau à la vie, mettant fin à l'épilogue de son long calvaire. Les effluves de son tantôt doux tantôt tonique parfum se sont, depuis, alternativement très répandus à l'horizon, marquant à grand fracas l'annonce remarquée de cette fête qui s'annonce très vite et qui procure aussi beaucoup de bien à toute la région.

Ce retour tonitruant parmi la grappe de formations locataires de ce haut palier de l'élite annonce-t-il ce renouveau tant espéré ? Au vu de la marge de progression accomplie depuis par l'équipe de la plaine de la Mitidja, tout concourt vers la réalisation de ce grand projet.

Une aussi mythique contrée mérite tout de même de marquer de son empreinte le football national, pour y jouer dès à présent les tout premiers rôles. Et pourquoi ne pas y prendre part pour jouer le titre dès l'année prochaine ?

L'USM Blida des Maazouza, Baldo, Guerrach, Zahzouh et compagnie ou celle connue autrefois au travers de son « milieu de fer » alors composé des Benzohra, Akli, Benturki et Selami, a-t-elle encore cette chance de ressusciter enfin de ses cendres, pour finalement refaire surface, faisant, comme jadis et naguère, scintiller très haut son étoile au sein de l'astre footballistique national ?

Un aussi grand club, ayant de plus payé un très lourd tribut au profit de la révolution, en sacrifiant pour les besoins de l'indépendance du pays les meilleurs fils de la région et les déjà tout prometteurs talents

de la contrée, ne mérite-t-il pas de marquer de son sceau le football national, en se faisant distinguer, au moins une seule fois, en montant sur son podium après avoir lamentablement raté une finale de la Coupe d'Algérie (1996) ?

Jouer le titre peut impulser une nouvelle dynamique au sein du club de la Mitidja, à charge pour ses dirigeants de bien coordonner les actions et finalement bien croire en cette réelle possibilité de monter enfin sur le podium.

Des formations de même calibre, telle l'ASO Chlef, l'US Chaouia ou même le MO Constantine et le CS Constantine ont pu par le passé pourtant bien réaliser cette extraordinaire prouesse de passer à l'étage supérieur, en inscrivant leur sigle en lettres dorées au palmarès national.

L'USM Blida a le potentiel qu'il faut pour en faire autant, si ce n'est bien mieux. Il suffit de se mettre d'abord dans la peau d'un trouble-fête, avant de continuer plus tard sur cette même lancée, en se créant soi-même ce chemin qui mène au sacre de la fin de saison.

Dans un championnat national où pas moins de onze équipes sur un total de seize formations étaient déjà de potentielles relégables, à seulement deux petites journées de la fin de saison, tout reste donc possible, à la fois, tout à fait en haut du tableau qu'au bas de l'échelle.

L'autre revenant à la Maison de la Nationale Une est arrivé, lui, par ce train rapide de minuit qui rentre à quai bien avant l'aube du lendemain, dans son état frais et dispos, l'esprit déjà braqué sur cette très rude bataille qui l'attend dorénavant à ce très relevé palier qu'il n'aurait pas dû quitter, la mort dans l'âme, il y a de cela très longtemps. L'autoroute Est-Ouest qui passe par la région y est-elle pour quelque chose ? Ou alors s'agit-il d'une simple coïncidence, née de cette comparaison plutôt hâtive à faire entre les usagers de la route et ceux qui choisissent le confort de ces trains rapides pour profiter de ces autres paysages qui leur défilent sous les yeux, tels des images collées les unes aux autres qui

se succèdent à l'infini ?

Le « Rapide » du RC Relizane arrive enfin à la bonne gare, larguant ses nombreux passagers et privilégiés voyageurs au bon endroit : tous attendant à quai pour ce nouveau départ à prendre parmi les ténors du football national.

On y échafaude déjà ces plans « anti-descente » et y concocte ces recettes-miracles pour éviter une nouvelle hypothétique déconvenue, afin de s'accrocher bec et ongle à cette honorable place ce rôle de régulateur à jouer à ce haut niveau de notre football national.

On est parfois tenté d'ignorer que la formation de la plaine de l'oued Mina renfermait, il n'y a pourtant pas si longtemps, de grands noms de footballeurs d'exception tels le baroudeur Benabbou, le stoppeur de grande classe Chemaa ou encore ces gardiens de renom nommés Berkane Krachai et Benchihia, tous des internationaux de choix.

L'oued Mina coule à nouveau, en cette mi-mai, de façon pourtant si inhabituelle. Poussées par cette euphorie enfin retrouvée, ses eaux si limpides de pureté et très bénéfiques pour l'agriculture, roulent joyeuses, débordant de plaisir, en parcourant à toute vitesse ce grand périmètre qui les enchante et les régente avant d'aller mourir dans ce barrage qui les reçoit avec les honneurs dus à de grands champions.

A Relizane, la vitesse est un trait de caractère et même une marque déposée, telle celle imprimée à ses eaux de l'oued Mina ou celle reconvenue à ses trains rapides qui filent à vivre allure comme des lames d'inox qui déchirent de leur cri le grand univers.

Bariolé aux couleurs locales de l'oued Mina, le Rapide relizaneais, fou de joie, est donc arrivé parmi ce trio de tête qui accède sur le podium. On y fonde à présent beaucoup d'espoir. Il reste pourtant à savoir si cette cuvée de « voyageurs de l'année 2015 » est à mettre dans le même wagon que celui emprunté autrefois par Benabbou et ses partenaires.

Après cette accession plus que méritée, de nouveaux défis attendent ces trois formations : la rose a donc besoin d'être régulièrement entretenue afin de ne pas voir ses pétales se faner, le train « rapide » d'un bon atelier de maintenance et de grands mécaniciens pour continuer à rouler à la même vitesse, et le « commerce de Tadjenanet » d'un bon marketing qui le maintient à son haut niveau de performance.

Un grand bravo pour ce formidable trio qui a accédé avec les honneurs dus à de véritables champions !



Rater les virages



Par Bouchan
Hadj-Chikh

Lors de l'inauguration du premier méthanier, s'adressant au P-DG de la firme américaine 'El Paso', avec lequel le contrat fut signé, tout sourire, comme s'il lui faisait une bonne farce, feu le Président Boumedienne lui dit : « Nous allons, également, développer l'Energie solaire ».

C'était à Arzew. Années 1970. Vrai qu'en cinquante-trois ans d'existence, nous aurions pu créer une industrie gazière et pétrolière de premier plan. Et aller au-delà, dans la recherche de ressources énergétiques alternatives, sans cochonner, abuser de notre sous-sol, en ayant recours à « l'exploration et l'exploitation des gaz de schistes par la fracturation hydraulique ». Et garantir, ainsi, une transition énergétique « soft ». Qui n'arrangeait, certainement, pas tout le monde.

« On est en train de pérorer sur le solaire comme si c'était la trouvaille du siècle, mais on a oublié que l'entreprise ENIE de Sidi Bel-Abbès fabriquait des panneaux solaires en 1980, c'est-à-dire il y a 35 ans, et que les panneaux fabriqués avaient servi, déjà à l'époque, à illuminer certaines régions du Sud ».

Et qu'il suffisait, donc, de creuser davantage le sillon, rappelle cet ami.

Vrai. Octobre 2010, Nicholas Sarkis, directeur de la revue « Pétrole et Gaz Arabe », dans une interview accordée au journaliste Ali Titouche affirme : « L'Algérie a la chance d'avoir un important gisement solaire à développer. Les nouveaux programmes régionaux et interrégionaux dans la zone méditerranéenne de développement des énergies renouvelables (le plan solaire méditerranéen Desertec et le Transgreen) placent l'Algérie au cours des initiatives ».

Qui l'a écouté ? Pas seulement en matière d'énergie. Le même ami indique : « On parle avec fierté, maintenant, du lancement du tracteur Massey Fer., à Constantine avec une intégration de 25% sur 5 ans, mais on oublie que le tracteur était déjà fabriqué il y a 30 ans, avec une intégration de 60 ou 70% etc. Il serait intéressant, ajoute-t-il, de faire une étude sur ce que sont devenues ces milliers d'entreprises qui fabriquaient des produits bien algériens ».

Volonté délibérée ? Encore Houari Boumedienne. A ceux qui critiquaient l'option d'une production d'acier, à El Hadjar, dépassant, selon ces « experts », nos capacités d'absorption, il énonça les chiffres démontrant que l'Algérie, bien au contraire, se dotait là, d'un outil de développement dont il faudra, plutôt, élargir les capacités - comme tous les pays industriels, à travers le monde - pour satisfaire les besoins à naître. Son argumentation était chiffrée. Et depuis ?

« Les nains sapent, sans bruit, le travail des géants ».

Victor Hugo



gir les capacités - comme tous les pays industriels, à travers le monde - pour satisfaire les besoins à naître. Son argumentation était chiffrée. Et depuis ?

Dans son édition datée du 19 et du 20 octobre 2009, le quotidien national 'Liberté' publia un article de Rédha Amrani, consultant en économie industrielle qui conclut à la nécessaire reprise, par l'Etat algérien, du Complexe livré au groupe industriel indien 'Mittal' pour être démantelé. Les chiffres avancés sont ahurissants. La production « nationale », indiquait-il, était de 1,1 million de tonnes alors que la consommation atteignait 5 millions de tonnes en 2007. « Selon nos propres évaluations », ajoutait le quotidien en ligne 'Alger Republicain', « la consommation d'acier liquide passerait, en Algérie, de 5 millions de tonnes en 2008 à plus de 11 millions de tonnes, en 2020 ». Avec cette précision : « les 4 millions de tonnes d'acier liquide de déficit, en 2007 coûteraient 2,4 milliards de dollars, soit le coût d'investissement d'une usine sidérurgique complète basée sur la réduction directe et la technologie compacte de production d'acier et d'une capacité de 2 millions de tonnes d'acier ».

Une décennie « bonne élève » de la production d'acier, l'Algérie « passa de la première place à celle de bonne dernière ». Sa production s'élevait à 440.000 tonnes en 2013. Elle était de l'ordre de 338.00 tonnes en 1980, sept années après

avoir atteint des sommets. Un million cinq cent trente-trois mille tonnes. Comment expliquer cette chute et cet acharnement à brader les bijoux de famille ?

La première malédiction n'est pas seulement le pétrole et le gaz dont on n'a pas su en faire un tremplin pour développer une puissante industrie, en amont et en aval, et investir d'autres champs, d'autres sources d'énergie comme indiqué, précédemment. La première d'entre toutes, est cette incapacité à gérer les ressources du pays. A entretenir. A planifier. A rêver - parce qu'il en faut pour agir - et créer.

La seconde malédiction fut la bulle des prix de pétrole qui assura des revenus considérables et inconsiderés dont le prolongement fut l'éclosion d'une classe d'« entrepreneurs » dont le souci est la maîtrise des richesses, dans la perspective de dicter leur politique.

Leur politique, parfaitement, composante primordiale de cette tectonique des plaques qui, millimètre après millimètre, a fait glisser des options politiques solides, nationalistes, sous la plaque d'un capitalisme débridé qui prétend, fort de ses soutiens de classe à l'échelle internationale, orienter le pays. Qu'avons-nous, donc, retenu de toutes ces années d'indépendance ?

En premier lieu, la « paupérisation » de l'Education nationale, classes surchargées, programmes inadaptés, enseignants sans ambition que

l'assurance d'un virement postal, à la fin du mois. Au point que tout parent ambitieux, légitimement, se saigne aux quatre veines pour financer les cours particuliers de sa progéniture. En attendant, comme nous l'écrivions un jour, la privatisation de l'école et de l'université. Ce secteur de l'Education qui, pourtant, avec l'Industrie naissante et prometteuse, faisaient non pas notre fierté, seulement, mais justifiait notre croyance en une place honorable, dans le concert des nations. Vint le raz-de-marrée d'une médecine indigente.

Nous n'étions pas dupes, pourtant. Encore moins, le sommes-nous aujourd'hui. Aujourd'hui, nous vivons la descente aux enfers dans un silence coupable. Grève ici. Grève là. Des architectes algériens se révoltent. Ils disent, à juste raison, qu'ils savent mieux adapter la construction à notre âme. Qu'ils fassent grève ou un sit-in ! Ça leur passera. Les protestations citoyennes passent sur le corps d'Etat comme l'eau d'une mare sur les plumes de canards. Je l'ai déjà dit, je persiste à le croire.

Une chaîne de Télévision, évoquant les relations nouvelles qui se tissent entre les Etats-Unis et Cuba, rappela - qu'en dépit du blocus criminel - Cuba se distingue par un système de santé et une Education nationale qui font l'envie de nombreux peuples de la planète. Cuba est, aujourd'hui, capable de produire 70% de ses besoins alimentaires. De la nourriture biologique. Sans pétrole. Sans gaz. Et tout cela, sous embargo. En dépit de l'embargo.

Grâce à la *zafra*, et à la capacité du peuple cubain de créer par la sueur et le sang. A 160 km de Miami où on ne lui veut pas que du bien. Et nous donc ?

Je recommanderai bien une visite, une vraie, du Premier ministre et de certains membres de son cabinet dans ce pays où le seul discret départ de ses cadres, vers l'étranger, est l'envoi de médecins et techniciens dont j'ai eu le plaisir de croiser le chemin, en Haïti. Pour sauver des vies à la suite du typhon qui s'était abattu sur l'île et le terrible tremblement de terre qui a rasé une partie de la capitale. En ce domaine, il y a quelques frémissements.

Je fus ravi d'apprendre que la Prévention civile Algérienne a dépêché 72 experts, avec toute une logistique, pour porter assistance aux habitants de l'île qui, depuis que Christophe Colomb accosta avec ses caravelles pour massacrer tous les Indiens dont il ne reste plus aucune trace, fut écrasée sous la dette imposée par la France pour ... dédommager les colons après la victoire du peuple sur les troupes napoléoniennes, durant des décennies, jusqu'à récemment. Elle n'a connu que misère, Tonton macoute et mauvaise gouvernance.

La première république noire, pourtant. Si près de « Cuba, territorio libre de America ».

Bon voyage et bonne santé

Avoir « Saha we stere » la santé et l'abri, est une vieille expression de chez nous qui veut tout dire sur les limites et les aspirations d'une certaine classe qui s'accommode du peu que lui accorde l'existence.

Par Hamid Dahmani

Les partisans de cette devise ne savent pas, peut-être, que le travail c'est la santé. Ce sont de fervents défenseurs de « regda we t'mangi » de fidèles d'lettantes du rouler de pouces. « b'sa htek r'gued ! » mon frère.

La santé est malade de ses soins précaires prodigués à l'hôpital de la Santé. Le travail c'est la santé ! Disent les Sages. Ne rien faire c'est la conserver ! Lui répondent les bras cassés. La santé n'est pas éternelle et elle peut se détériorer et se dégrader, au fil du temps, avec la maladie ou la vieillesse. Pour avoir une santé de fer il faut se retrousser les manches et travailler dur pour produire de l'huile de coude. Il faut suer pour gagner son salaire et pouvoir se soigner quand on est malade. On ne plaisante pas avec le capital santé. Parce qu'il va de notre santé. Les fainéants et les paresseux jouissent d'une bonne santé. Le système politique ménage la santé des jeunes avec sa grande générosité. Il paraît que travailler dans ces moments inopportuns peut nuire à la santé. Donc il ne faut pas esquinter la santé avec de grands efforts. Un corps malade ne peut pas se refaire une belle santé. La santé est corporelle, financière, intellectuelle, psychique et mentale de l'âme. La santé c'est la prospérité. Le bilan de santé reste très critique à la maison de la santé. On boit à la santé des puits. « Tchîn-tchîn ! ».

Celui qui est malade attend la santé et celui qui a la santé attend la maladie.

Il faut lire pour se prémunir et garder la bonne santé de l'esprit. L'école est malade et sa santé est usée par la médiocrité. Les charlatans sont à son chevet pour la remettre sur pied. Personne ne s'inquiète de sa santé. « Saha we stere » se gagne à la sueur du front. Deux atouts majeurs qui ne tom-

bent pas du ciel avec le hasard. Nul n'est à l'abri et qu'on peut, du jour au lendemain, mordre sa chaus-sure. Quand on a la santé du cheval comme celle de la jeunesse algérienne qui respire la santé, on doit la mettre au service de la patrie et du travail.

A ta santé frère ! Bonne année, bonne santé et tous nos vœux de bonheur et de prospérité au peuple de ce territoire grand comme l'univers. Il reste beaucoup de travail sur la planche. Mais nous avons de quoi vivre sans devoir travailler. Alors pourquoi abîmer sa santé, puisque nous avons des réserves pour affronter l'avenir. On aime les citations et les expressions populaires qui nous rendent tributaires de la richesse des gisements éphémères.

Tout retard à ses bienfaits. Pourquoi se faire de la bile et se rendre malade. Il ne faut pas se crever la santé. La bonne santé peut être, seulement, d'apparence et le mal très profond. La santé vacille, le bien-être s'amaigrit et l'équilibre se perd. Quand la santé va, tout va ! C'est comme le bâtiment chez nous, même tordu, tout va bien.

La santé de l'environnement est saturée, la santé économique asphyxiée, la santé citoyenne s'est envolée et le mépris affiche sa bonne santé.

La santé se rebiffe. Les toubibs pètent la santé. Celui qui a la santé est riche. La santé est dans les boyaux mais pas dans l'esprit. La sagesse c'est mauvais pour la santé. La santé de l'esprit et de la conscience est une vertu de l'être humain sain. Il faut voyager pour se refaire la santé.

Les voyages et les échanges favorisent et forment les hommes, dans leur intelligence, avec le reste du monde. Qui voyage s'enrichit beaucoup, en souvenirs et en atouts touristiques sur l'univers de la planète. Les voyages enrichissent l'esprit. On voyage pour s'offrir du plaisir et du bonheur. Les gens sont curieux et ont soif de connaissance et aiment se cultiver, en visitant les musées, les monuments

prestigieux ou les sites historiques du monde. On dit que les voyages forment la jeunesse. Tu parles ! Ce n'est vrai et ce n'est pas le cas, ici chez nous. Au contraire ce sont les sexagénaires, les septuagénaires et les octogénaires qui profitent de ce bien-être et qui voyagent le plus, parce qu'ils ont beaucoup de blé.

Durant notre lointaine enfance nos veillées étaient bercées par les récits des grands voyages. Les voyages de Gulliver ou l'aventure des 'Vingt mille lieues sous les mers'. Les voyages dans l'espace.

Dans le présent c'est l'aubaine et on voyage beaucoup du côté de la mer pour aller acheter de l'immobilier ou faire des dépôts bancaires, ou séjourner dans les luxueuses villas ou appartements domiciliées en Europe, loin des regards et des indiscretions pour les moins lim-pides.

Heureux qui comme Ulysse qui a fait un beau voyage.

De nos jours les voyages sont devenus une nécessité pour l'être humain. Et pour changer, il y a des voyages, longs ou courts séjours pour découvrir le rêve fabuleux du fantastique, gracieusement payé avec l'argent facile. On voyage, également, sans compter pour blanchir l'argent sale de la corruption, au nez et à la barbe du droit. Le petit peuple voyage, également, chez lui, et roule sur des autoroutes défoncées pour admirer les chantiers de réfections incessantes et admirer des ouvrages qui s'écroulent, dus à la malfaçon et à la médiocrité des travaux. On voyage 'doug-doug' sur le semblant d'autoroute pour se rendre à Hammam Righa ou Bou-Hanifia pour une petite cure médicale. Consommons algérien et Voyageons avec la compagnie Air Algérie et ses billets qui s'envolent pour partir loin du pays et se refaire une vraie vie. Les voyages peuvent être d'affaires...louches, de noces pour le boss, privés et surtout ne pas s'en priver, organisés en catimini avec les copains et les amis, et des va-

cances ... de rois pour le super choix. On voyage, aussi, à l'étranger pour se refaire une santé, avec une bonne cure thermique, dans la station de Châtel Guyon, réglée par la 'sécu'. Voyage à l'œil aux frais de la princesse charmante du pays. Partir en voyage d'agrément avec les enfants, sous le couvert d'une mission de complaisance. La vie n'est pas chère pour tout le monde.

On dit que pour connaître bien quelqu'un, il faut voyager avec lui sur un long parcours. « El-ferde yehrath maa khouch ! ». Il faut aussi être quelqu'un plein d'euros pour voyager, pendant ces temps difficiles. Voyages transparents pour les voyageurs ordinaires qui n'ont rien à déclarer. Voyages occultes avec des valises pleines de billets pour les prédateurs qui pillent le pays. Voyage, voyage, tu me manques. Oh ! Plaisir du passager voyageur. Je n'ai pas pris l'avion depuis des lustres et je rêve d'un petit voyage dans les territoires d'ailleurs.

Les jeunes et malheureux harraga font, aus si des voyages-harba risqués et se noient dans des mers démontées dans des barques de fortune. Tous les voyageurs ne se ressemblent pas et ne disposent pas du même statut, au moment de payer la facture du séjour. Il y a des voyageurs aisés et bien nantis, au milieu de leurs milliards tombés du ciel qui n'ont pas beaucoup de soucis pour dépenser. Il y a aussi des voyageurs bien pistonnés et très épaulés, en dehors de la frontière, qui se comportent comme des nababs fortunés. Et il y a le maillon faible qui est le peuple des élections qui délègue, pour les futurs grands voyageurs du pays le droit de voyager, sans rendre des comptes. On peut voyager par air, par mer et par terre. L'objectif de tous ces voyageurs-flous montrés du doigt est le même, passer des vacances aux dépens d'une tierce personne ou d'une direction plus que généreuse. Voyage aux fins confins de la Chine offert par des roublards pour service rendu. Ha, les sacrés veinards !

Les voyages gratuits de la compagnie, c'est pour bibi. Chasse gardée pour les dieux et les demi-dieux. Voyage en 1^{re} classe pour les fripouilles. Croisière festive pour les requins de la baie d'Alger dans les îles paradisiaques des mers et des océans.

La mémoire, toute la mémoire, rien que la mémoire



Par Brahim Senouci

Alors que nous apercevons les flammèches annonciatrices des réveils des volcans assoupis, il serait utile d'essayer de comprendre les ressorts cachés de notre propension au pire. Pourquoi ne pouvons-nous pas avoir un débat sérieux ? Pourquoi dérapons-nous si vite vers la violence ? Pourquoi chercher chez l'Autre, le compatriote, la dissemblance plutôt que la ressemblance ? Pourquoi notre premier mouvement est-il de le rejeter, de se disposer à l'affronter, plutôt que de lui tendre la main ?

Des siècles d'abaissement, de servitude, de massacres, expliquent dans une certaine mesure cette attitude. Ils l'expliquent d'autant plus qu'aucun des épisodes tragiques qui ont rythmé la vie de notre peuple n'a été revisité, éclairé. Bien qu'ayant conquis par nos propres et faibles moyens nos indépendances, nous n'avons pas su produire les récits hagiographiques, nous n'avons pas su héroïser ce passé, le transfigurer pour faire de nos résistances et de nos victoires le cœur de notre mémoire. De la lutte obscure de ces guérilleros dépenaillés ferraillant de leurs modestes pétioires contre l'armée la plus puissante d'Europe, du miracle de notre victoire, nous aurions pu faire une épopée, qui aurait donné du souffle à notre entreprise de remise sur pied après l'indépendance. L'esprit de résistance aurait pu irriguer notre combat post guerre de libération pour nous guérir de l'acculturation, de l'ignorance, pour en finir avec les caractères qui nous ont prédisposés à être d'éternels colonisés...

Au lieu de cela, nous avons eu droit à un tissu de mensonges imbéciles, destinés en priorité à maintenir au pouvoir une caste de pillards avides, ne songeant qu'à prélever le tribut le plus lourd possible sur la bête, comprendre l'Algérie, qu'ils croyaient avoir conquise !

Alors, plutôt que de mordre au misérable appât d'une histoire apocryphe, les Algériens ont été réduits à se bricoler des bouts de légende, seule façon de s'inventer un passé, une éternité... Chacun de nous a été revisiter les recoins d'une mémoire éclatée,

aphasique, pour y déceler les ingrédients de la construction d'une estime de soi. En l'absence d'une entreprise à caractère national, portée par la société algérienne dans son ensemble, nous sommes plus proches du bricolage que d'une avancée sérieuse vers la reconquête symbolique de notre passé. Bricolage ? Le mot est faible. C'est que ces tentatives hétéroclites sont en réalité lourdes de menaces...

Pour notre malheur, en matière de prépositions, nous sommes plus portés vers le « contre » que vers l'« avec ». Pour fouiller dans le passé, nous utilisons la boussole qui nous indique la direction du « moins d'Algérie », de la séparation de ces compatriotes dont la proximité nous renvoie aux trop nombreux jours sombres de notre histoire.

Du mauvais usage de la mémoire : dialogue (imaginaire) entre deux époux...

- Fatma, tu étais là quand j'ai été licencié de mon boulot ?

- Oui, Omar.

- Tu étais là quand j'ai été emprisonné sur la foi d'une dénonciation fautive ?

- Oui.

- Tu étais là quand j'ai eu cette attaque cardiaque et qu'il a fallu appeler la SAMU en urgence ?

- Oui.

- Tu étais là quand j'ai failli succomber à un cancer du poumon. C'est toi qui m'a poussé à aller voir le docteur après m'avoir entendu tousser jusqu'à cracher mes poumons ?

- Oui.

- Tu étais là quand mon entreprise a connu la ruine à cause d'un associé indélicat ?

- Oui.

- Finalement, c'est toi qui me portes malheur. Je ferais mieux de te quitter !

A l'image de Omar, nous tenons nos compatriotes comme coupables de nos tragédies, porteurs de poisse, simplement parce qu'ils en ont été les témoins. Plutôt que de glorifier une époque où nous nous secourions les uns les autres, nous préférons éloigner, voire supprimer les témoins de nos disgrâces. Comme dans un immense bazar à ciel ouvert, nous furetons parmi les lambeaux de notre histoire. Pour en tirer la justification d'une conduite que nous avons décrétée a priori, nous sélectionnons les éléments, vrais ou fantasmés, qui correspondent au but recherché. Pour cela, nous n'hésiterons pas à nous risquer dans le passé lointain, à remettre en cause

ce qui, pour nos aïeux, tous nos aïeux, coulait de source, comme notre berberité originelle, notre islamité et notre arabité acquises et intégrées dans les tréfonds de notre inconscient collectif. Sous nos yeux incrédules, se noue le scénario stupide et cruel du détricotage de notre identité par des apprentis sorciers.

La cause n'est pas perdue. Il faut retrouver un élan collectif, partir à la redécouverte de notre Nation, de ses valeurs, de son patrimoine culturel. Il nous faut dépoussiérer les archives et donner à connaître à notre peuple la réalité de son cheminement à travers les siècles. Il nous faut surtout rompre avec la double tendance mortifère de l'hypermnésie et l'hypomnésie. Pour les besoins de cette cause imbécile, les tenants de la séparation ont tendance à sélectionner certains éléments de l'Histoire et en faire une représentation exagérée et reléguer les autres dans l'ombre de l'oubli. Il faut que nos chercheurs, nos sociologues, nos historiens, remettent le bleu de chauffe pour nous fournir les éclairages incontestables, de nature à couper l'herbe sous les pieds des faussaires.

La définition d'une Nation tient dans ses frontières culturelles. L'Etat-Nation est un ensemble tel que les frontières géographiques se confondent avec les frontières culturelles. Le ciment d'une Nation est la mémoire partagée. Son tombeau est l'éclatement en mémoires antagoniques. Le danger est là pour notre pays.

Toute initiative de nature à lancer ces immenses chantiers est bienvenue.

Je voudrais en citer une en particulier, due à un groupe de citoyens algériens, issus de toutes les régions de notre pays et des diasporas en France, au Canada, aux Etats-Unis... Ce groupe a fondé une association intitulée « Académie de la Mémoire Algérienne ». Cette association s'inscrit très exactement dans le cadre ci-dessus. Une demande d'agrément a été déposée auprès des autorités compétentes en octobre 2014. Le récépissé légal n'a pas été remis aux dépositaires. Aux dernières nouvelles, le dossier serait sur le bureau d'un sous-directeur du Ministère qui « explique » qu'il est bloqué dans l'attente d'une décision du ministre ou du Secrétaire général... Espérons que ce « blocage » n'est que circonstanciel et que les énergies réunies dans cette association pourront très rapidement se déployer en toute liberté...

LA CHRONIQUE
DU BLENDARD



WASHINGTON D.C. : AKRAM BELKAÏD

Monologue de l'Américano-Guatémaltèque

Jai vingt ans et j'ai toujours vécu dans la banlieue de Washington D.C. Je suis du Guatemala. Enfin, ce sont mes parents qui en viennent. Mon père est arrivé le premier, il y a plus de trente ans. Je ne connais pas bien son histoire. Il en parle un peu mais pas souvent. Ce que je sais, c'est qu'il était jeune et que mon grand-père l'a encouragé à quitter le pays. A l'époque, c'était la guerre civile. Ma famille vivait dans un petit village au pied des montagnes. Des gens pauvres, très pauvres. Des cultivateurs. La terre n'était pas très fertile, rien à voir avec celle des grandes compagnies bananières. Pour contrer la guérilla, l'armée enrôlait de force les jeunes paysans. J'ai un oncle à qui c'est arrivé et il a tout simplement disparu. Mon père n'avait pas envie de porter les armes. Il s'est d'abord caché dans la montagne. Ensuite, il s'est enfui au Mexique. Il a fait tout le chemin à pied ! Je ne sais pas combien de temps il y est resté. Un ou deux ans, je crois. Le temps de ramasser un peu d'argent pour passer le Rio Grande. Oui... Il a payé des coyotes pour entrer clandestinement aux Etats-Unis. J'ai plein d'amis qui peuvent vous raconter la même histoire à propos de leurs pères. Ma mère aussi s'est exilée. Son village a été brûlé par l'armée pour affamer la guérilla. Sa famille s'est réfugiée dans un bidonville de Guatemala-Ciudad. C'est là qu'elle a connu son premier mari. Ils ont eu un enfant mais la vie était trop dure. Ma mère faisait des ménages, lui, il trafiquait plus ou moins. Pas dans un gang, non. A l'époque, ça n'existait pas vraiment. Mais juste des petites combines pour survivre. Au bout du compte, eux aussi ont décidé de partir. Je crois qu'ils ont voyagé en train, dans des wagons de marchandises. Comme mon père, ils ont d'abord vécu au Mexique. C'était leur première Amérique... Une petite Amérique, une étape avant la grande. Ils ont fini par passer la frontière. Ils ont vécu en Arizona, au Texas et en Californie. Et puis le premier mari de ma mère a été obligé de rentrer au pays. Je ne sais pas ce qui s'est passé exactement. Une histoire de dette de famille à payer, de gens pas très recommandables à rembourser. C'est là qu'il a été tué. Ma mère est restée seule avec mon hermanastro, mon demi-frère. Elle avait une cousine installée pas loin de Herndon. Elle lui a trouvé un emploi dans un hôtel du coin. C'est là qu'elle a rencontré mon père qui s'occupait de l'entretien. Je suis né un an plus tard et mes deux sœurs ensuite.

Quand ma mère ou mon père parlent du Mexique, ce n'est jamais avec colère. Ils ont eu des soucis là-bas, la police les a brutalisés mais c'est un peu comme s'ils étaient encore chez eux mais dans de meilleures conditions. Aujourd'hui, c'est différent. J'ai des pa-

rents qui continuent de quitter le Guatemala pour nous rejoindre. Le plus grand danger pour eux, ce n'est pas quand ils passent la frontière américaine ou qu'ils prennent le risque de se perdre dans le désert de l'Arizona. Non, le pire, c'est la traversée du Mexique. L'immigrant, qu'il vienne du Guatemala, du Honduras ou d'ailleurs, est une proie facile. Il y a beaucoup de violence au Mexique. Plus même qu'aux Etats-Unis. Même ici, nos rapports avec les Mexicains ont changé. Bien sûr, pour les Américains, je veux dire les blancs, on est tous les mêmes. On se ressemble, on parle espagnol entre nous mais il y a de la tension. De toutes les façons, il se trouve toujours un Mexicain pour nous expliquer que le Guatemala fait partie du Mexique... Moi, ça me fait sourire. Dans ma tête, je suis Américain. Ces histoires ne me concernent pas. Je suis né ici et j'ai un passeport américain. Je sais d'où je viens mais je n'ai pas de papiers guatémaltèques. Pourquoi en aurais-je ? Je ne suis jamais allé là-bas. Ma mère et mon père me l'ont interdit. Ils ne veulent pas que je prenne de risque. La guerre est terminée mais les Maras, les gangs, ont pris le relais. Je pourrais aller visiter ma famille qui vit encore dans la campagne. Là-bas, la situation est bien plus calme, tranquille même, mais il faudra tout de même que je passe par la ville et c'est trop dangereux. A mon âge, si je vais au Guatemala, je serai suspecté par tout le monde à commencer par la police d'ici qui voit des trafiquants de drogue partout.

Je me sens Américain, il n'y a aucun doute là-dessus. Mon pays, c'est les Etats-Unis d'Amérique. Mais je sais qu'il y a des choses qu'on ne peut pas oublier. La violence qui a chassé mes parents de chez eux, c'était aussi la faute de l'Amérique. De la CIA... Là-bas, les compagnies fruitières font toujours la loi. Elles sont très puissantes et personne ne peut rien contre elles parce que chaque famille a quelqu'un qui travaille pour elles. Et puis, il y a tous ces gens qui ont été renvoyés au pays. C'est ici qu'ils ont appris la violence et toutes leurs règles de gangs. Les tatouages... Tout le monde sait que ça n'existait pas au pays avant. Enfin, il y a les armes. Ce n'est pas au Guatemala ou ailleurs en Amérique latine qu'on les fabrique...

Je n'ai pas pu aller à l'université. Je n'ai pas été suffisamment bon à l'école. De toutes les façons, mes parents n'ont pas les moyens. Mais j'ai un métier. Je conduis la navette qui fait l'aller-retour entre l'hôtel et Dulles aéroport, six jours sur sept. Je suis payé quatre dollars de l'heure et j'ai souvent de bons pourboires. Ça me permet d'aider mes parents. L'une des mes sœurs est douée pour les études. On veut tous qu'elle aille à l'université. Elle va réussir et ce sera à son tour de nous aider.



Comment aider son enfant à ne pas devenir accro aux écrans ?

Qu'il s'agisse de télévision, tablette ou téléphone, les écrans sont omniprésents. Comment aider son enfant à les apprivoiser? Comment faire en sorte qu'il n'en fasse pas un usage excessif ? Les réponses du pédopsychiatre Patrick Huerre.

L'EXPRESS

Selon l'étude Junior Connect' de 2014, les 7-12 ans passent 20 heures par semaine devant les écrans et les 13-19 ans, près de 30 heures. Des chiffres élevés qui montrent que les écrans imprègnent le quotidien des enfants. "L'objectif va être de permettre à l'enfant, puis à l'adolescent, d'avoir un usage utile et non dangereux des écrans. Il ne s'agit pas de barrer la route aux écrans, cela serait illusoire", explique Patrice Huerre, pédopsychiatre, président de l'Institut du virtuel et coordinateur de l'ouvrage Faut-il avoir peur des écrans?. Cet objectif se décline différemment selon son âge.

■ ENTRE 0 ET 3 ANS

"Les écrans ne doivent pas être mis à disposition de l'enfant, mais sous contrôle des parents, pour un usage ponctuel et des séquences réduites", explique le docteur Huerre. "Par exemple, on peut lui faire écouter une petite chanson ou lui montrer des photos du lieu où il va partir en vacances." A cet âge là, les enfants ont surtout besoin d'interagir avec les personnes et les objets qui les entourent.

■ ENTRE 3 ET 6 ANS

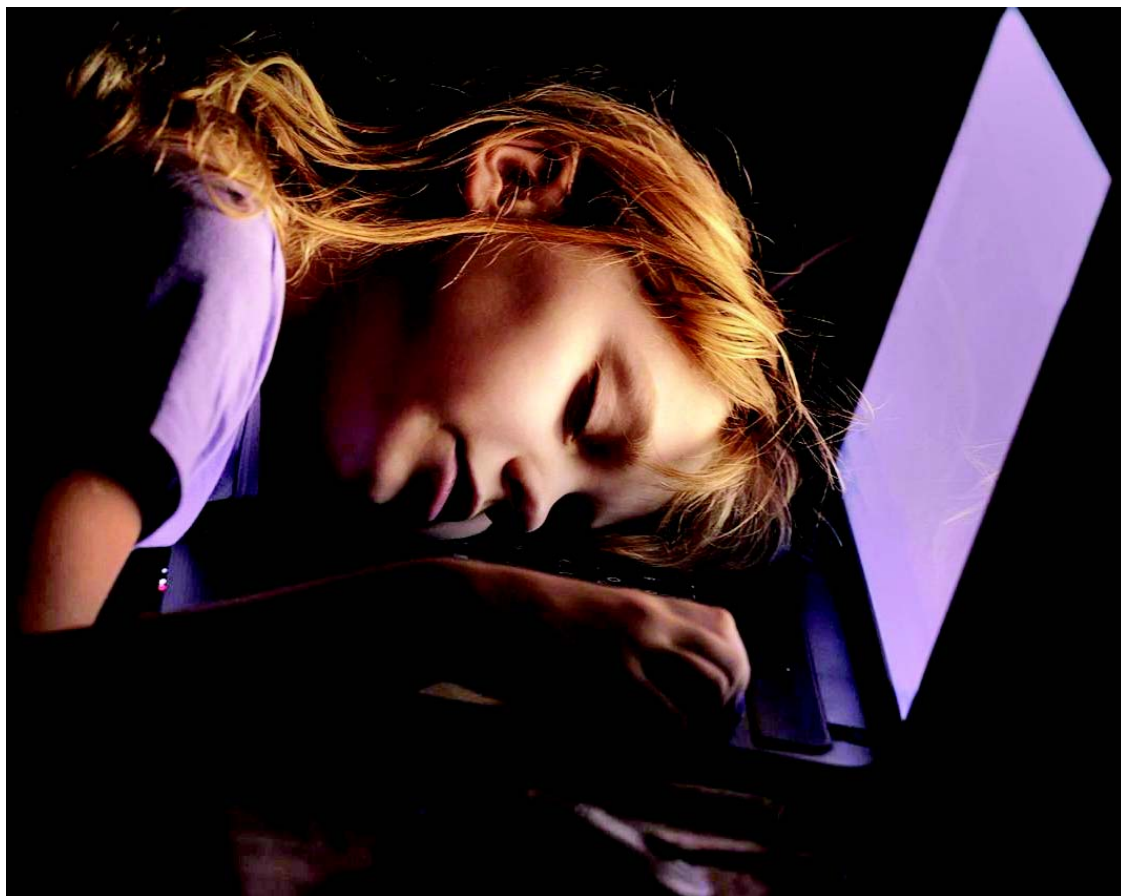
Les écrans doivent encore rester sous le contrôle de l'adulte, avec des temps limités pour laisser place à l'usage du papier. Patrice Huerre conseille aux parents de privilégier les usages ludiques et éducatifs. L'écran doit devenir un objet familier parmi d'autres, mais ne doit pas être le meilleur baby-sitter de l'enfant. "L'iPad est autorisé 30 minu-

tes le mercredi soir. Le week-end, c'est 30 à 45 minutes chacun, plus un film", témoigne Florence, mère de deux garçons de 4 et 6 ans. Elle reconnaît qu'elle doit parfois lutter quand ils ont la tablette à la main et n'hésite pas à la leur retirer "de façon un peu ferme".

■ ENTRE 6 ET 10 ANS

Plus que jamais, les enfants sont attirés par l'aspect récréatif des écrans. "Le contrôle parental reste nécessaire. Les parents doivent fixer l'usage, l'heure et la durée, et l'ordinateur doit être dans l'espace ouvert", estime Patrice Huerre. Il ne faut pas sous-estimer les avantages pédagogiques et éducatifs de certains jeux ou émissions TV (C'est pas sorcier, On n'est pas que des cobayes...). "Il existe des jeux mathématiques ou d'orthographe très bien faits", rappelle-t-il. "Mon fils de 8 ans utilise des tutoriels sur l'ordinateur pour apprendre à dessiner, faire des origamis ou des tours de magie", explique Sophie. Et pour détourner son fils des jeux sur tablette, elle l'incite à enchaîner sur une activité créative (dessin, Kapla, Lego). Il est préférable que les écrans restent une activité parmi d'autres -lecture, activités manuelles ou de plein air, sport.

C'est aussi la période où les parents peuvent commencer à mettre en garde l'enfant des dangers éventuels. "Ils doivent partir du principe que cela va arriver", estime le docteur Huerre. "Il vaut mieux préparer l'enfant à une rencontre problématique et qu'il sache qu'il pourra en parler à ses parents sans se faire punir." Pour rappel, un enfant sur deux de CM2 a déjà vu une image violente ou porno sur Internet.



■ A PARTIR DE 11-12 ANS

Au début de l'adolescence, les enfants aspirent à l'autonomie. C'est à cette période que les risques d'excès se profilent mais aussi que les écrans jouent un rôle important au niveau de leur intégration sociale. "Les parents passent d'une position de prescription à une position d'accompagnement", analyse le docteur Huerre qui leur recommande d'aller avec leur enfant explorer les jeux qui l'intéressent et la manière qu'il a de circuler sur la toile, afin de faciliter les échanges. "Au lieu d'avoir peur des jeux vidéos, demandez-lui de vous les montrer et n'hésitez pas à jouer avec lui. Certains procurent un réel plaisir visuel et esthétique", estime-t-il.

Les parents sont également là pour donner des conseils. Il s'agit d'expliquer qu'au-delà de l'aspect récréatif, les écrans peuvent aussi être une source d'enrichissement. L'objectif est d'aider les adolescents à ne pas seulement consommer les écrans de façon passive mais à leur apprendre à y trouver du contenu intéressant. "Ma fille de 14 ans utilise l'ordinateur pour dessiner sur tablette et pour satisfaire sa pas-

sion pour les mangas, en lisant des blogs et en échangeant sur des forums", témoigne Philippe.

Cette autonomie grandissante ne doit toutefois pas empêcher les parents de continuer à fixer des limites et de rappeler qu'il existe d'autres moyens de détente. "Il faut favoriser un usage raisonnable des écrans, à travers des règles de bon sens. A chaque parent de fixer son propre barème sur les jours autorisés, la durée, etc. Tout est une question de dosage", insiste le docteur Huerre. "Je laisse ma fille de 14 ans regarder des séries fantastiques, mais elle lit aussi énormément et ses résultats scolaires sont très bons. Sinon, elle descend son ordinateur et son téléphone portable à 21h30", indique Cécile.

Bien sûr les règles seront mises à l'épreuve... et transgressées. Isabelle a ainsi retrouvé sa fille de 13 ans en train d'envoyer des SMS à 23h. La réaction a été immédiate: portable confisqué! "Les règles peuvent faire l'objet de discussions, comme pour les horaires de sortie ou l'argent de poche. Elles sont établies pour une période donnée et évoluent en fonction des résultats scoli-

res et du comportement", rappelle Patrice Huerre. Certains signes, tels qu'un décrochage scolaire, une tendance à l'isolement ou un manque de sommeil peuvent alerter.

Enfin, les parents eux-mêmes sont invités à essayer de montrer l'exemple, ce qui n'est pas toujours facile. "Je suis accro à Facebook, à Twitter, aux blogs... Ce sont mes enfants qui bien souvent me demandent de lâcher ma troisième main!" avoue Magalie, mère de quatre enfants. "Je suis parfois en contradiction totale avec ce que j'exige d'eux." Pourquoi ne pas essayer de se fixer des moments en famille, sans écrans pour tout le monde ? Les vacances peuvent être propices à ces périodes de déconnexion.

Serge Tisseron, psychiatre, docteur en psychologie et psychanalyste, a proposé en 2008 la règle "3-6-9-12" pour sensibiliser les parents et prévenir les abus ou mauvais usages des écrans. Pas d'écran avant 3 ans, pas de console de jeu portable avant 6 ans, pas d'Internet avant 9 ans ou accompagné par un adulte jusqu'en 6ème, pas de smartphone avant le collège, et pas d'Internet seul ou de réseaux sociaux avant 12 ans.

Des services en entreprise pour le bien-être des salariés

LEFIGARO

Nés dans les années 40 dans les pays d'Europe du Nord, les «Employee Assistance Programs» (EAP) se sont peu à peu développés en Europe. Leur objectif : améliorer le bien-être des salariés par des prestations à la carte :

- des services à la personne
- un accompagnement psychologique personnel et/ou professionnel
- la prise en charge de problématiques liées à la santé

■ QUEL IMPACT SUR LES RÉSULTATS ?

Aux États-Unis, plus de 80% des entreprises de moins de 500 salariés ont recours à ces programmes. Les études menées montrent que ces prestations «anti-stress» aident à réduire de façon significative l'absentéisme, les congés maladie et le turnover tout en améliorant la performance individuelle et collective. En effet, quand les salariés se sentent bien psychologiquement et physiquement sur leur lieu de travail, ils sont plus efficaces. Ils sont alors également plus épanouis dans leur vie personnelle. Les services favorisant le bien-être au travail sont donc des outils utiles au service de la prévention. Ils sont facilement déclinables selon la culture ou la taille de l'entreprise et selon son degré de sensibilité à la santé au travail.

■ FACILITER LA VIE QUOTIDIENNE

Dans la course à la performance, il est parfois difficile de prendre du temps pour soi et de gérer efficacement ses contraintes personnelles! C'est de ce constat qu'est ve-

24% des salariés interrogés dans le cadre de l'Observatoire Entreprise et Santé d'Harmonie Mutuelle sont demandeurs de dispositifs pour concilier travail et vie personnelle. Les programmes d'assistance aux employés (PAE) peuvent accompagner le bien-être au travail. Une façon de conjuguer humanisme et performance...



nue l'idée, à certains employeurs, de mettre à la disposition de leurs salariés des services «gain de temps» :

- des services liés à la vie quotidienne : Pressing, cordonnerie, livraison de courses, démarches administratives, organisations de rendez-vous auprès de professionnels (plombier, garagiste...),
- des services en lien avec les loisirs : Réservation de spectacles, de voyages, livraison de cadeaux...
- des services liés aux enfants : Soutien scolaire, garde à domicile, crèche...

- des services sur le lieu de travail (conciergerie d'entreprise) : Coiffeur, soins esthétiques, vente de timbres, livraison de fleurs, retouche de vêtements...

■ PROPOSER UN SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE

Divorce, alcoolisme ou addiction, maladie d'un proche, deuil, départ à la retraite... Tout salarié peut être confronté à une situation difficile à gérer. A l'employeur de savoir les identifier, sans enfreindre la vie privée. Comment le faire ? En proposant par exemple des séances d'accompagnement confidentielles et

anonymes auprès de professionnels extérieurs (psychologues, coachs...). Ou, simplement, un service d'écoute et de soutien psychologique par téléphone. Ces prestations d'accompagnement s'avèrent également utiles dans des situations professionnelles : gestion du stress, appréhensions lors restructurations d'entreprise...

■ PROTÉGER LA SANTÉ

L'employeur est, rappelons-le, tenu de protéger la santé physique et mentale de ses salariés. Sur le versant préventif ou curatif, toute prestation visant à favoriser l'hygiène et l'équilibre de vie peut être bienvenue. Parmi les plus prisées :

- les conseils nutritionnels (équilibrer son alimentation, gérer les repas d'affaires...)
- les conseils liés au sommeil (insomnies, travail en horaires décalés...)
- l'aide au sevrage tabagique

■ UNE DÉMARCHE GAGNANT-GAGNANT

L'employeur qui se soucie de la santé et du bien-être au travail a tout à y gagner. Même dans les petites entreprises ! Par exemple, dans cette PME du BTP d'Aquitaine, un programme d'échauffement musculaire d'une dizaine de minutes a été organisé chaque matin sur les chantiers. Résultat : le nombre d'accidents du travail a été divisé par deux en un an. Ce qui a permis au dirigeant de renégocier à la baisse son taux d'accidents du travail. Un acte simple de prévention qui a aussi retenti sur la convivialité dans les équipes... Toutefois, ces actions ne doivent pas dédouaner les employeurs de leurs responsabilités ! Le bien-être au travail dépend avant tout de la qualité des conditions de travail et du management.

Le gâchis alimentaire : du pain pour les vaches

Lorsque l'on sillonne les rues des grandes villes, on remarque parfois des sachets de plastique pleins de restes de pain. Et le soir, à l'heure où sortent les poubelles, ce sont des plats entiers qui sont parfois jetés : pâtes, couscous, restes de pizzas, riz... Tout y passe, tout est jeté, définitivement perdu, car avec la chaleur, même les chats ne peuvent plus consommer ces restes.

RÉALITÉS TUNISIE

Les rares chats affamés qui osent grignoter ces restes avec un petit air dégoûté, le regrettent bien vite car ils sont pris de violents maux de ventre. Mais le plus souvent l'ensemble va rejoindre la grosse benne de la municipalité et les décharges publiques.

Pourquoi un tel gâchis ? Comment éviter ce gaspillage alimentaire outrageant ? Plongée dans l'univers impitoyable des cités modernes...

S'il est facile de constater le gaspillage de toutes sortes d'aliments dans nos cités en observant les poubelles, c'est à la campagne qu'il faut se rendre pour saisir ce phénomène, car des dizaines de sacs de pain rassis sont donnés aux vaches en guise de nourriture. Face à l'augmentation excessive des prix des aliments pour bétail, les agriculteurs viennent en ville récupérer les restes de pain des citadins, ramassés par cette nouvelle race de récupérateurs de déchets que l'on voit fouiller les poubelles...

Mais quel est l'impact de cette nourriture sur la santé des vaches et sur celle des humains qui consomment leur lait et leur viande ? Selon un vétérinaire «le pain récupéré est très dangereux pour la santé de l'homme et de l'animal car il est souillé, avec des restes de sauce, de la terre, des champignons qui résultent de l'humidité... En outre, ces croutons de pain sont saturés d'amidon, ce qui donne de la graisse supplémentaire à des animaux souvent sédentaires.»

LA PEUR DE MANQUER DE NOURRITURE

De nombreuses études ont été menées dans le monde, d'où il ressort qu'en moyenne, sept kilos de produits sont jetés par an et par habitant. En Tunisie où aucune étude n'est disponible, nous devons dépasser ce chiffre, au vu de ce que l'on voit dans nos poubelles. D'ailleurs, le gâchis sem-

ble être entré dans nos mœurs, à tel point que l'on trouve parfois des aliments emballés que l'on a oubliés au fond du congélateur et dont la date limite de consommation est dépassée.

Chaque année, des tonnes de nourritures qui sont jetées à la poubelle, une situation paradoxale pour des citoyens qui se plaignent de la vie chère. «Oui, je gaspille beaucoup d'aliments, jusqu'à la moitié parfois», avoue Saida, un peu gênée, avant d'ajouter «pourtant, je déteste jeter de la nourriture». Malgré tous ses efforts, elle n'arrive pas à éviter les pertes. «Je vis avec mon mari et mes deux enfants et j'ai toujours peur de manquer de nourriture le soir, quand les magasins sont fermés. En fait, j'organise mal mes courses et souvent j'obéis à des achats compulsifs.»

Pourtant, la jeune dame est équipée d'une armada de boîtes hermétiques, histoire de conserver les produits ouverts ou les restes des repas. Mais rien n'y fait, elle gaspille une grande partie de ce qu'elle achète à grands frais. «Chaque mois, j'ai environ quarante à cinquante dinars de produits qui vont à la poubelle !», assure-t-elle. «Le problème, c'est d'arriver à trouver la bonne quantité de courses dont j'ai besoin.»

Mais le plus grand drame reste le pain. Vu son prix peu élevé par rapport aux autres produits alimentaires, on en achète bien plus qu'il n'en faut. Sauf qu'entre la fille qui a décidé de faire un régime, le garçon qui le matin préfère un croissant à sa tartine et le père qui mange salé dès le réveil, plusieurs kilos de pains sont jetés chaque mois par chaque famille tunisienne. Le pire c'est pendant le mois de Ramadhan, quand l'odeur du pain chaud attire les ventres vides et double l'achat de ces petits pains dont on ne consommera qu'une infime partie.

Mais il n'y a pas que le pain. Parfois, les enfants et les parents n'ont pas forcément les mêmes goûts : résultat, plusieurs produits entamés dans le frigo qui ont peu de chances d'être consommés en totalité ! Le pro-



blème se pose aussi avec les fruits et légumes. On fait souvent les courses au marché ou dans une grande surface : un kilo d'oranges par-ci, un kilo de carottes par-là et la moitié des fruits et légumes finit à la poubelle.

Un psychologue qui a bien observé le comportement des Tunisiens face aux aliments affirme que «derrière cette frénésie d'achats, on trouve le besoin de voir son frigo rempli. C'est rassurant et ça offre plus de choix.» C'est ce que confirme une autre mère de famille : «je déteste voir mon frigo vide, car ça me rappelle une période de ma vie qui était plutôt pénible et où le frigo familial était désespérément vide...» Il faut dire qu'elle vient d'un milieu modeste où on ne mangeait pas à sa faim, où un petit carré de chocolat était un luxe et le beurre un luxe inabordable !

UNE FORTUNE DANS NOS POUBELLES

Un nutritionniste résume cela avec un raccourci : «de nombreux produits passent directement du cadavre à la poubelle, après un bref séjour dans le froid, car il y a une méconnaissance totale des dates limites de consommation». En fait, souvent lorsque la date est dépassée, certains produits restent encore propres à la consommation. Il faut distinguer deux choses : la date limite d'utilisation optimale et la

date limite de consommation. La date limite d'utilisation optimale souvent caractérisée par la mention «à consommer de préférence avant», valable pour des produits comme le pain de mie, les biscuits ou les boissons occasionne beaucoup de déchets. Or dépasser la date limite de quelques jours ne serait pas néfaste, à condition qu'il ait été conservé selon les conditions du fabricant. Cette date limite de consommation renvoie à tous les produits périssables : yaourts, fromage frais, plats cuisinés... Dans ce cas, il est déconseillé de dépasser la date, bien que ce soit le principe de précaution qui prime.

Un jeune couple tente de faire la chasse au gaspillage, après quelques mésaventures qui ont coûté cher et qui ont été accompagnées par les inévitables scènes de ménage : «nous préférons faire les courses deux ou trois fois par semaine et surtout nous préparons à l'avance une liste des produits à acheter, de façon à éviter les dépenses inutiles», précise le jeune marié, fier de sa trouvaille.

Quant aux moyens d'éviter, ou au moins de limiter le gaspillage alimentaire, notre nutritionniste donne des conseils avisés : «il faut veiller à n'acheter que la quantité de produits qu'il vous faut, en dressant une liste précise. Il faut aussi cuisiner les bonnes quantités, pour qu'il n'y ait pas de restes. Pensez à

conserver vos restes dans des boîtes hermétiques. Avec des restes, on peut faire d'excellents plats !»

Mais les particuliers ne sont pas les seuls à jeter des aliments. Les grandes surfaces sont également responsables d'une importante quantité de produits jetés, parce qu'ils ont été achetés en trop grande quantité et qu'ils n'ont pas trouvé preneur. C'est le cas notamment des fruits et légumes, mais aussi des dérivés des produits laitiers.

Un jeune homme témoigne : «j'ai travaillé dans une grande surface et je peux vous assurer qu'il y a beaucoup de gaspillage. Les boîtes de conserves cabossées sont souvent retirées des rayons et finissent à la poubelle, de même que les bouteilles qui ont perdu leur bouchon, les sachets troués... Il n'y a qu'à aller faire un tour à l'arrière des grandes surfaces, il y a de fortes chances pour qu'elles puissent remplir plusieurs caddies...»

Rappelons enfin que le gaspillage est un phénomène, un fléau même, des générations d'aujourd'hui, puisque leurs parents ne jetaient rien, et même les os étaient donnés au chat ou au chien. Et puis, il faut savoir que le gaspillage alimentaire est néfaste pour la planète. C'est pourquoi il faut changer de comportement et apprendre à faire des achats raisonnés. Et n'oubliez pas que c'est toujours le portefeuille qui trinque...

Le Point

Des documents confidentiels dévoilés par Edward Snowden montrent que l'agence américaine avait envisagé de cacher des mouchards dans des médicaments.

La NSA voulait utiliser l'aide humanitaire pour trouver Ben Laden



L'Agence nationale de sécurité américaine (NSA) avait envisagé un plan pour traquer Oussama Ben Laden en cachant notamment des mouchards dans les médicaments distribués par le Comité international de la Croix-Rouge, rapporte The Intercept. Le document de la NSA cite des rapports de la CIA, qui listent les nombreuses maladies dont aurait souffert le commanditaire des attentats du 11 septembre 2001.

La méthode avait de quoi surprendre : les analystes espéraient retrouver Oussama Ben Laden en identifiant d'abord "sa chaîne d'approvisionnement" en médicaments. Le contenu de cette dernière pouvait être déduit des rapports médicaux de la CIA, et il ne restait plus qu'à installer des mouchards de géolocalisation pour savoir dans quels endroits précis tous les médicaments se retrouvaient sous un même toit.

UN PROJET PARMi D'AUTRES ?

Une porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge, interrogée par The Intercept, a dénoncé de manière générale "l'utilisation de l'aide humanitaire à d'autres fins", sans apporter de commentaire sur ce cas particulier.

Les documents ne permettent pas de savoir si le projet n'était qu'une idée parmi d'autres, ou s'il a très sérieusement été envisagé. Les fichiers sont datés de juin 2010, soit un mois avant que la CIA ne localise (of-

ficiellement) l'ennemi public numéro un des États-Unis à Abbottabad, au Pakistan, et près d'un an avant qu'il ne soit exécuté par les forces spéciales américaines au cours d'un raid, le 2 mai 2011.

La CIA avait par ailleurs été accusée d'avoir mis sur pied une fausse campagne de vaccination à Abbottabad afin de prélever des échantillons ADN de la population et ainsi s'assurer de la présence du fondateur d'Al-Qaïda ou de membres de sa famille. Sans confirmer ou démentir les faits, l'administration Obama avait par la suite promis que la CIA n'utiliserait plus de campagnes de vaccination comme couverture.

CONVENTIONS DE GENÈVE

L'exploitation de l'humanitaire à d'autres fins est catastrophique pour les organisations de protection des populations, car elle réduit la confiance des acteurs, dans les ONG notamment. Les États sont par exemple moins enclins à autoriser le déploiement d'équipes humanitaires sur leur territoire.

Dans cette perspective, l'utilisation en 2008 du symbole de la Croix-Rouge par les forces armées colombiennes pour libérer des otages des Farc (dont Ingrid Betancourt), avait fait scandale : des experts en droit international avaient rappelé qu'il s'agissait d'une violation des conventions de Genève.

Mariage des mineures: la situation marocaine pire que celle de ses voisins

TELQUEL

Tous les pays sont concernés par le mariage des enfants mais la situation marocaine est particulièrement grave: les cas sont très nombreux.

«**P**as un seul pays n'est épargné par le mariage des mineurs mais de plus en plus d'États ont décidé de prendre les choses en main», nous explique positivement Françoise Moudouthe, responsable Afrique du mouvement Girls not Brides, en marge de sa grande réunion organisée à Casablanca le 19 mai. Une prise en compte qui ne concerne pas le Maroc, où la situation est particulièrement alarmante. Deux associations marocaines font d'ailleurs partie du mouvement mondial.

LE MAROC TRÈS MAL CLASSÉ

Au Maroc, 16 % des femmes âgées entre 20-24 ans ont été mariées avant l'âge de 18 ans, et 3 % avant 15 ans, des chiffres au-dessus de la moyenne mondiale qui est de 10 %. Le ministère de la Justice a enregistré plus de 35 000 mariages de mineurs en 2013, soit 11 % de la totalité des mariages contractés au Maroc. Toujours d'après la même source, le problème concerne aussi bien les zones rurales qu'urbaines.

Alors que la situation s'est améliorée en Afrique du Nord et au Moyen-Orient depuis les années 1980, elle s'est aggravée dans le royaume. «Le Maroc est très en retard par rapport à ses voisins», nous explique Samira Bik, de la coalition du Printemps de la dignité, «en Tunisie le mariage est interdit en-dessous de 17 ans mais le nombre de mariages de mineurs enregistrés est moins important. L'Algérie interdit ceux en-dessous de 19 ans».

LA VIE DES FILLETES EN DANGER

L'union des mineurs est lourde de conséquences. «Il y a peu de choses aussi avilissantes que le mariage des enfants», s'indigne Françoise Moudouthe. Concrètement, les filles ont moins de chances d'aller à l'école, ont plus de problèmes gynécologiques, ont des enfants très tôt et risquent donc davantage de mourir en couche, et mettent la vie de leurs bébés en danger,



comme l'expliquent les associations. Mais le fléau n'est pas qu'un problème de droit de l'Homme: c'est également un problème de développement, puisqu'il est à l'origine d'un cercle vicieux de pauvreté.

La loi marocaine interdit le mariage entre personnes de moins de 18 ans, mais en même temps autorise des dérogations accordées par les juges. Nadia Sonneveld, juriste au Centre Hillary Rodham Clinton pour l'autonomisation des Femmes basé à Ifrane, a interrogé plus de quarante juges sur le sujet. D'après ses résultats, même s'ils défendent une décision au cas par cas, ils ont pour habitude d'interdire l'union lorsque la différence d'âge est trop élevée et que la fille étudie. A l'inverse, ils accordent une dérogation quand le mariage est «approuvé par la communauté» et quand il y a eu relation hors mariage et donc, qu'il y a du désir, une attirance et que donc cela fait sens de les marier».

Sans oublier tous les mariages coutumiers qui ne sont pas légalisés :

«Dans les zones rurales, beaucoup de mariages ne sont pas enregistrés parce que cela coûte trop cher de se rendre au tribunal», explique notamment Mehdi Msaad, avocat de la Fondation Ytto.

«JE N'EN AI JAMAIS RENCONTRÉE UNE CONTENTE D'AVOIR ÉTÉ MARIÉE AUSSI JEUNE»

Il va sans dire que ces unions de fillettes avec des quadragénaires voire septuagénaires ne sont pas voulues. «Leur lobe frontal n'est même pas formé, elles sont en incapacité de prendre une décision», explique Asmaa El Mehdi de la coalition du Printemps de la dignité. Françoise Moudouthe a rencontré plusieurs de ces jeunes filles : «Elles sont parfois résignées mais je n'en ai jamais rencontrée une contente d'avoir été mariée aussi jeune. Dans leur grande majorité, elles disent qu'elles feront tout pour que cela n'arrive pas à leurs filles».

«J'ai vécu dans ce foyer que je

détestais. Je n'avais pas le choix. Quand nous avions une relation sexuelle, je fermais les yeux», explique Rachida, mariée à 17 ans, citée en 2014 par l'Institution nationale de solidarité avec les femmes (Insaf), à l'origine d'un plaidoyer.

Jeunes filles rencontrées lors de la caravane. Crédit : Fondation Ytto.

Si la tendance ne s'inverse pas, le nombre de filles-épouses dans le monde devrait passer de 280 millions aujourd'hui à 320 millions d'ici 2050. Le but de Girls not brides et plus particulièrement de la rencontre du 19 mai est donc d'échanger sur les bonnes pratiques de lutte contre le problème, surtout qu'il dépasse les clivages, touche tous les continents, [et] n'est pas question de religion», constate Sylvain Biville, de Girls not brides.

QUELLE SOLUTION POUR ÉRADICER LE FLÉAU ?

Alors, le droit ou le terrain pour changer les choses ? «Pour nous la question des lois est primordiale»,

nous explique Samira Bik. Si des associations comme la fondation Ytto ont pour habitude de réaliser des caravanes dans les zones rurales pour apprendre aux populations que le mariage des mineurs est interdit et dangereux, pour elle, la sensibilisation n'est pas à la charge des ONG : «C'est une tâche énorme qui relève de la responsabilité de l'État qui doit mettre une politique publique en place», assure-t-elle avant de résumer : «Vous êtes censé ne pas ignorer la loi mais avant il faut vous la rappeler».

Maître Msaad explique en effet que lors du voyage de la fondation Ytto dans le Haut-Atlas, la plupart des habitants rencontrés n'avait même pas connaissance du code de la famille. D'après Samira Bik, qui regrette «une absence de volonté de changer la situation» de la part du gouvernement, il est essentiel de mettre des moyens : «On dépense bien dans des campagnes de sensibilisation au Code de la route ou aux élections mais quand cela concerne les droits, il n'y a rien».

QUAND IL EST TROP TARD, LEUR OFFRIR UN TRAVAIL

Certains pays sont à prendre en exemple, tels l'Égypte ou la Zambie pour le continent africain. Françoise Moudouthe explique que le premier a récemment lancé une stratégie multisectorielle sur cinq ans qui prend en compte le problème dans son ensemble (santé, éducation...). Le pays d'Afrique australe a quant à lui confié au ministère des Chefs et affaires traditionnelles l'organisation de la campagne de sensibilisation : «C'est intéressant, la source du problème est devenue la solution», remarque la Sénégalaise.

Plusieurs moyens sont donc bons pour empêcher les mariages, mais il est aussi important d'aider les jeunes filles déjà concernées, en favorisant leur autonomie en les formant à un travail par exemple. Plusieurs associations travaillent sur le sujet. En Éthiopie par exemple, une organisation a mis en place des lieux où se rencontrent ces filles chaque semaine pour échanger et sortir de leur isolement.

Etats-Unis: l'incroyable arsenal militaire des policiers américains

Barack Obama a annoncé qu'il allait limiter le matériel militaire mis à la disposition des policiers par le Pentagone via le «programme 1033»...



Barack Obama réagit. Le président américain a annoncé lundi lors d'une visite dans le New Jersey l'interdiction de «certains équipements conçus pour le champ de bataille qui n'ont pas leur place entre les mains de la police locale». En effet, la série d'incidents violents qui ont eu lieu aux Etats-Unis depuis août 2014 et la mort de Michael Brown à Ferguson a mis en pleine lumière la militarisation à outrance de la police américaine.

Fusils d'assaut, armes de gros calibre, véhicules blindés à chenilles, uniformes de camouflage, jumelles de vision nocturne... la liste du matériel à disposition des forces de police locales américaines ressemble plus à celui fourni aux personnels en zone de guerre qu'à celui de policiers chargés du maintien de l'ordre en zone urbaine.

Pire, comme le remarquait Europe 1 cet été, de nombreux vétérans de l'armée américaine ont indiqué sur Twitter, parfois photo à l'appui, qu'ils étaient moins bien équipés que la police de Ferguson lors de leur déploiement, en Bosnie ou en Irak.

Les forces de police américaines bénéficient en effet du «programme 1033», qui permet au Pentagone de ne pas détruire mais de recycler le matériel de combat de ses troupes en le transférant pour une bouchée

de pain, voire gratuitement, aux forces de police qui en font la demande. Comme l'explique Newsweek, «l'Amérique arme discrètement sa police avec du matériel militaire depuis le début des années 1990».

Confronté à la fois à une hausse de la criminalité liée au trafic de drogue et à des stocks de matériels militaires importants, le Congrès a voté le National Defense Authorization Act, dont la Section 1208 autorise le ministère de la Défense à transférer son matériel militaire vers les agences fédérales et de chaque État. En 1996, le Congrès a remplacé la Section 1208 par la Section 1033, transformant le «programme 1208» en «programme 1033».

LUNETTES DE VISION NOCTURNE, HUMVEES, M-16, LANCE-GRENADES...

Ce dernier a pour devise «du combattant de guerre au combattant contre le crime», l'idée étant que les policiers peuvent réutiliser sur le sol américain l'équipement des soldats sur les lignes de front pour lutter contre les trafiquants de drogue, puis, après le 11-Septembre, contre les terroristes.

Grâce à ce programme, où les forces de polices elles-mêmes choisissent ce dont elles pensent avoir besoin pour mener leurs missions à bien, les petites villes de Walkerton, Mishawaka ou encore Michigan City (Indiana) ont acquis des lunettes de vision nocturne, des Humvees et des dizaines d'armes automatiques M-16, et celle



de Bloomington (Géorgie) s'est elle dotée de quatre lance-grenades.

«CINQ MILLIARDS DE DOLLARS DE MATÉRIEL» DISTRIBUÉS À LA POLICE DEPUIS 1990

Comme l'indique la liste -rendue publique par le Pentagone en décembre sous la pression du Marshall Project - du surplus militaire distribué aux 8.000 forces de polices fédérales et locales en 2014, la police du campus de l'université de Louisiane, à Monroe, a elle reçu 12 M-16 pour «protéger» ses

quelque 8.000 étudiants, et la ville de Johnston (Rhode Island), où œuvrent 67 agents de police assermentés, a en stock 2 robots démineurs, 10 camions tactiques, 35 fusils d'assaut, et plus de 100 fusils à viseurs à infrarouge.

Selon l'Agence de logistique du Pentagone, l'armée a fourni en 2013 l'équivalent de 450 millions de dollars en matériel militaire aux polices locales américaines. Au total, l'armée «a distribué cinq milliards de dollars de matériel [à la police] depuis 1990», note de son côté le Marshall Project.

GHKomatsu
GROUPE HASNAOUI KOMATSU

KOMATSU

GHKomatsu représentant officiel
de Komatsu en Algérie présent à la

**48^e FOIRE INTERNATIONALE
D'ALGER**

**du 26 Mai au 01 Juin 2015
à la place de la Cascade
SAFEX**



Zone Industrielle, Division 7
propriété 16 Rouiba - Alger



Tél. : +213 23 86 41 24/25/26/27
Fax : +213 23 86 41 22



Service Commercial
Mob : + 213 560 031 476



CETTE VOIE VOUS PARLE?

**DEVENEZ
AGENT AGRÉÉ**

ALTRUCK filiale du Groupe HASNAOUI, représentant officiel
de la marque VOLVO TRUCKS, développe et renforce son
réseau d'agents agréés sur tout le territoire national.
Fort d'une expérience dans la distribution, vous disposez
d'une capacité financière et vous souhaitez représenter nos
marques, contactez-nous au : 021 21 03 97 / 021 21 04 97
ou par email contact@groupehasnaoui.com

 **Groupe HASNAOUI**

KITEAL

MEUBLES & DÉCORATION

SALON SALLE À MANGER séjour		DECO
	RANGEMENT	
ACCESSOIRES CUISINE SALLE DE BAIN PETIT-ELECTRO	LINGE DE MAISON	
		CHAMBRE ADULTE ENFANT

RÉINVENTEZ VOTRE INTÉRIEUR

- 5000 M² AVEC PARKING
- CONSEILLERS CLIENTÈLE
- MONTAGE ET LIVRAISON OFFERTS
- CARTE DE FIDÉLITÉ
- CAFÉTÉRIA
- GARDERIE D'ENFANTS
- OUVERT TOUS LES JOURS DE 11H À 20H - VENDREDI DE 15H30 À 20H



Zone showroom B, axe Oran-Aéroport, Es-Sénia / Tél. : 041 21 10 74 / 041 29 23 49 / Fax : 041 29 23 52
email : contact@kiteal-dz.com / Site web : www.kiteal.com

Urbanisme

Les constructions illicites entre complaisance et complicité

Houari Saaïdia

L'APW d'Oran multiplie ses rencontres ouvertes à la société civile sur divers thèmes liés au développement local, en focalisant sur les problèmes majeurs d'Oran. Après la régularisation foncière, le transport et la circulation, l'Assemblée locale présidée par Kazitani Abdelhak a mis le doigt, hier mercredi, sur un autre gros souci collectif de la cité : les constructions illicites. A l'évidence, si tout juste si on pouvait caresser cette problématique multidimensionnelle, qui plus est se rapporte à une métropole en devenir, en une demi-journée à l'hémicycle. L'initiative de l'APW ne se voulait pas tant une réunion technique participative en quête de mécanismes pour la lutte contre la bidonvilisation, plutôt qu'une tribune de sensibilisation sur le phénomène. Même l'Exécutif avait besoin de s'auto-sensibiliser -pour ainsi dire- sur ce fait très nuisible contre lequel il répète toujours : mener une guerre sans merci, alors que ce n'est pas toujours le cas sur le terrain. En réalité, et contrairement au beau slogan « il n'existe pas un Etat d'échéances et un Etat hors échéances », le fait est là : le dispositif anti-illicite devient lâche et mou, particulièrement lors des échéances politiques et électorales, où la paix sociale passe avant tout. Evidemment, quand la maison, qui peut-

être un pied-à-terre, un taudis ou une villa, s'élève et que la famille s'y installe, c'est le fait accompli : l'Etat est condamné à régulariser la situation. Ce n'était pas fortuitement d'ailleurs que le wali, quand il a été invité par le président de la commission de l'Urbanisme et de l'Habitat de l'APW à introduire la réunion, a posé la question : « les constructions illicites, c'est une large gamme, qui va de la baraque en parpaing et zinc à la villa à plusieurs étages. Le thème du débat, me semble-t-il, ce sont les maisons de fortune, les bidonvilles, comme indiqué par les photos illustratives figurant sur le polycopié des organisateurs de cette journée d'étude ». Le chef de l'Exécutif local, Zaalane Abdelghni, a recommandé de ramener le phénomène à sa juste dimension : « il ne faut ni dramatiser ni banaliser le sujet ». « Il est vrai que quand on prend dans l'absolu 9 987 constructions illicites recensées dans la wilaya, c'est en fait beaucoup. Mais quand on fait dispatcher ce chiffre sur les 26 communes, le degré du fléau devient moins intense, et en général pas alarmant, à l'échelle de la collectivité locale, laquelle peut en venir à bout s'il y a une vraie volonté au sein l'APC. Mais si on prétexte à outrance du même refrain des réquisitions de la force publique, là c'est au moins la passivité municipale pour ne pas dire la complaisance, voire même la com-

plicité », a reproché le wali. Avant lui, le président de l'APW, se considérant un acteur tout aussi responsable que les organes exécutifs dans ce dossier, s'est permis cette autocritique : « nous ne disposons même pas d'un recensement actualisé des constructions illicites. En 2007, il y en avait 9 987, réparties à travers 23 communes, soit 149 sites. Mais c'était il y a 8 ans ! Aujourd'hui, cette quantité a doublé ou même triplé. Or, il est indispensable qu'on quantifie d'abord le fait avec précision, et encore davantage qu'on freine l'évolution ». Pour le wali : « heureusement qu'Oran a bénéficié d'un programme fort consistant de logements pour le social, plus de 108 000 unités, qui nous a permis d'atténuer le phénomène d'habitat illégal. En 2014, Oran a enregistré une distribution record, 5 001 logements, soit 4 fois ce qui avait été attribué l'année d'avant. Pour le quartier des Planteurs, à lui seul, il existe un programme spécial et exclusif de 11 000 logements... Nous avons donc des solutions pour la résorption des poches de constructions illicites. Ça aurait été catastrophique si on n'avait pas ces solutions, ces moyens de résorption », a-t-il estimé.

Aïn El Turck

Deux cambrioleurs présumés arrêtés

Les enquêteurs de la police judiciaire, de la Sûreté de daïra de Aïn El Turck, ont identifié et localisé, avant-hier, les auteurs présumés du cambriolage d'un local commercial, apprend-on de sources policières. Il s'agit de deux repris de justice qui ont été localisés dans la ville d'Aïn Témouchent, leur lieu de résidence. Munis d'un ordre, délivré dans le cadre d'une commission rogatoire, les éléments de la PJ de ladite Sûreté, en étroite collaboration avec ceux de la Sûreté de wilaya d'Aïn Témouchent, ont opéré une perquisition dans les domiciles des deux mis en cause, qui ont, deux jours plus tôt, été arrêtés en flagrant délit pour des faits similaires commis à Aïn Témouchent. Le butin volé à Aïn El Turck a pu être récupéré. Les mis en cause devront être transférés, ultérieurement, vers les services de police de la Sûreté de daïra d'Aïn El Turck où ils seront interrogés. On apprend, également, auprès des mêmes sources, l'arrestation d'une jeune femme à Aïn El Turck. Connue des services de police, elle est parvenue à subtiliser, en usant de subterfuges, des téléphones mobiles dans plusieurs magasins.

J. B.

Rachid Boulélis

Journées médico-chirurgicales de l'EHU

Maladies respiratoires et grossesses à risques au menu

Les maladies respiratoires chroniques, les grossesses à gros risques, les maladies sexuellement transmissibles et les hépatites virales ont été les principaux thèmes des '9^{èmes} Journées médico-chirurgicales régionales', organisées, depuis hier, dans l'Etablissement hospitalier universitaire '1^{er} Novembre 1954' d'Oran (EHUO).

Près de 300 spécialistes, médecins généralistes, paramédicaux et universitaires ont pris part aux travaux de cette rencontre scientifique, initiée par le

Syndicat national des praticiens spécialistes. Cette initiative sera, également, une occasion pour la mise en exergue des directives et orientations concernant la promotion du secteur de la Santé publique, selon les recommandations de l'Organisation mondiale de la Santé « OMS ». Le SNSSP participe, également, à la formation continue, en médecine, à travers le territoire national, pour améliorer le niveau professionnel des médecins.

Misserghine : cinq blessés dans une collision

Cinq personnes ont été gravement blessées dans un accident de la circulation survenu avant-hier sur la route nationale N02, à l'entrée de la commune de Misserghine. Le sinistre s'est produit lorsque deux voitures se

sont télescopées. Agées entre 22 et 56 ans, les victimes ont été transférées vers une structure de santé. Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances de l'accident.

J. B.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

Invitation



pour les cadeaux qu'on ne se met pas d'accord. On n'en parle pas. Les résultats, surtout pour les ma-

riages, des services de jus d'orange par dizaines et bien souvent les mêmes. Ne parlons pas des services à café. Fi l'oulimite, on y passe quelques jours chaque année. Chez nous, les célébrations ne manquent pas. Quand on sait que tout est prétexte à festoyer, le moindre événement normal de ce qu'il y a de plus normal est honoré. Le fils est passé en classe supérieure avec validation du conseil de classe. Waouh ! Et hop, on organise une après-midi gazouz avec les pâtisseries de yema. Si le gosse avait eu les félicitations, on n'ose pas imaginer alors l'autre fechtà ! On invite les oncles et les tantes. On ne sait jamais ! Ils pourraient glisser un petit billet. Le gosse a besoin de chaussures de sport. On prendra de l'avance sur sa prochaine rentrée scolaire. Le m'as-tu vu reste quand même le comportement de circonstance, pourvu qu'on ne nous oublie pas. On attend l'invitation.

23 «clandestins» arrêtés en 3 mois Moins de harraga depuis les côtes oranaises

K. Assia

Vingt-trois candidats à l'émigration clandestine ont été arrêtés, durant les 3 premiers mois de cette année par les éléments du groupement de la Gendarmerie d'Oran, selon un bilan communiqué à l'occasion. Ces harraga s'apprêtaient à embarquer, clandestinement, à partir de Canastel, en direction des côtes espagnoles. Les gendarmes ont saisi l'embarcation ainsi qu'un moteur et d'autres effets personnels. Sur les 23 candidats à l'émigration clandestine, présentés au tribunal, 21 ont été écroués et 2 autres ont bénéficié de liberté provisoire. Le phénomène de l'émigration clandestine a nettement diminué, selon les gendarmes. En effet, 20 affaires ont été traitées en 2012, 17 en 2013 et 12 en 2014. Cette baisse s'explique par le renforcement du dis-

positif de sécurité avec des patrouilles quotidiennes des garde-côtes. Concernant le bilan de l'immigration clandestine, pour la plupart subsaharienne, pas moins de 31 affaires ont été enregistrées, durant le premier trimestre contre 69 en 2014, 118 en 2013 et 102 en 2012. Les gendarmes ont traité 29 affaires et arrêté 60 individus pour séjour irrégulier à Oran. Quatre clandestins ont été expulsés et 31 placés, sous mandat de dépôt. Les investigations menées par les gendarmes ont fait ressortir que ce sont généralement les clandestins âgés entre 18 et 40 ans qui tentent l'aventure.

Pour lutter, efficacement, contre le phénomène, les gendarmes ont renforcé leur dispositif de contrôle. Ces clandestins ont été arrêtés dans les zones périphériques, notamment, à Bir El Djir et El Hassi.

Tri sélectif à Akid Lotfi

Un projet pilote qui ne fait pas bon ménage avec les chiffonniers

Houari Barti

Les contenus des bacs à ordures mis en place à Akid Lotfi, spécialement dans le cadre du projet du 'Tri sélectif', lancé dans le cadre d'une coopération avec l'Organisation du R20, sont régulièrement pillés par des chiffonniers, a-t-on appris auprès du président de l'Association de quartier « El Moussalaha ». Ces chiffonniers qui ont fait de la récupération des matériaux comme le plastique, une de leurs activités depuis plusieurs années déjà utilisent, le plus souvent des moyens de transport hippomobiles. Seul hic, c'est qu'ils se servent, cette fois-ci, directement à partir des ces bacs de tri sélectifs installés à Akid Lotfi et à la Cité AADL reconnaissables par leur couleur grise.

Une pratique qui cause un préjudice financier au CET (Centre d'enfouissement technique) de Hassi Bounif chargé de collecter ce type de déchets et qui a été dénoncée par les services de la direction de l'Environnement qui a saisi, officiellement, les services de sécurité, précise la même source.

Le projet de « Tri sélectif à la

source des déchets ménagers », projet pilote géré par le bureau R20, à Oran, pour le Bassin méditerranéen, en coordination avec le ministère de l'Aménagement du Territoire, a été, pour rappel, lancé le 25 avril dernier. Baptisé « Développement de la gestion et de la valorisation des déchets ménagers », le projet avait été, quelque peu, retardé à cause d'un « problème d'alimentation électrique » de la chaîne de tri, intégrée, dernièrement, au Centre d'Enfouissement (CET) de Hassi Bounif.

Un problème qui a été, finalement, résolu grâce au concours des autorités locales, rappelle-t-on. Concrètement, deux types de bacs à ordures sont mis, actuellement, à la disposition des habitants de Akid Lotfi et de la Cité AADL. Des bacs de couleur verte pour les déchets non recyclables et d'autres de couleur grise ayant des couvercles jaunes pour les déchets recyclables. La collecte de ces derniers se fait par des camions spéciaux. Une fois arrivés au CET de Hassi Bounif, ces déchets sont triés, à la chaîne de tri, pour rejoindre les unités de recyclage privées.

10.000 DA en fausse monnaie saisis

Les éléments de la 23^{ème} Sûreté urbaine ont appréhendé, un individu, âgé de 30 ans, pour trafic de faux billets de banque. Le faussaire, un chauffeur de taxi, s'adonnait à la reproduction illégale des billets de banque. Les investigations diligentées par les services de la police ont permis de récupérer une somme de 10.000 DA en coupures de 2.000 DA, en fausse monnaie que le mis en cause avait l'intention d'écouler sur le marché. Le faussaire traduit devant la justice, a été écroué.

Deux véhicules volés récupérés

Deux individus impliqués dans des affaires de vol de véhicules ont été arrêtés par les services de la police. La première affaire concerne le vol d'une Peugeot Partner et a été traitée par les éléments de la police judiciaire de la sûreté d'Oran. Les enquêteurs ont arrêté l'auteur présumé âgé de 21 ans et récupéré la voiture volée. Au centre-ville, un jeune de 25 ans a été également arrêté à bord d'un véhicule volé. Le mis en cause a été repéré lors d'une patrouille de police. Les auteurs ont été présentés au Tribunal et placés sous mandat de dépôt.

K. Assia

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Hadj Brahim Aek, 75 ans, Dar EL-Beïda
Karma Ahmed, 80 ans, Aïn Témouchent
Benkouriba Saâdoun Nacera, 48 ans, Maraval
Slaimi Masaoud, 37 ans ; Aïn El Turck

Horaires des prières pour Oran et ses environs

09 chaâbane 1436				
El Fedjr 04h07	Dohr 13h01	Assar 16h49	Maghreb 20h15	Icha 21h49



TAMAZOURA

Prévention sanitaire : une campagne

de désinfection en marche

La saison chaude, comme tout un chacun le sait, est propice à la propagation des infections et des maladies à transmission hydrique (MTH).

Mohamed Bensafi

Les services d'hygiène, pour circonscrire ce genre de désagréments, mènent des campagnes de désinfection, de dé-moustication et de dératisation. Le bureau d'hygiène communal (BHC) de Tamazoura (40 km, à l'est du chef-lieu de la wilaya, Aïn-Temouchent) a peaufiné un programme en la matière et la commune a mobilisé l'ensemble de ses effectifs. Cette dernière mène déjà une lutte sans merci contre les animaux errants, vecteurs sans conteste de maladies et de leur propagation, en milieu urbain comme rural, à l'exemple des leishmanioses. Les services communaux ont acquis à leur charge le matériel de pulvérisation utilisé par les agents communaux affectés à l'opération d'as-

persions des lieux ciblés. La campagne, qui comporte des actions de dératisation au niveau des champs infestés et foyers du rongeur appelé merione, est lancée et devant se prolonger jusqu'au début de l'été. Les mêmes services d'hygiène ont préféré prévenir en procédant à la désinfection des foyers situés dans les localités marquées par la prolifération des insectes.

Aussi, et bien que la situation ne soit pas alarmante, ils ont mis aussi en place un plan de lutte contre la leishmaniose, une maladie qui se présente sous deux formes : cutanée et viscérale. Selon un médecin, la forme cutanée est transmise à l'homme par la piqure d'un insecte vecteur, le phlébotome.

Elle provoque une lésion ulcérée sous forme d'un bouton recouvert d'une croûte épaisse, siégeant le

plus souvent dans les zones découvertes du corps, surtout le visage, et défigure les personnes atteintes. Même après un traitement, la cicatrice reste éternelle. Cette campagne de lutte contre la leishmaniose, menée depuis cette semaine à Tamazoura, concerne les cités comme les villages de la commune. Et selon le maire de Tamazoura, Moufak-Saâdoun Lahouari, joint ce mercredi par téléphone, cette opération cible pareillement les fermes situées autour des douars de Mef-tah, Khemis, Ghassoul, Kouasmia et Rahalia. Par ailleurs, des campagnes de sensibilisation similaires ont été lancées dans d'autres communes de la wilaya, médiatisées aussi, de sorte à appeler les citoyens à coopérer avec les services des BHC, chargés de mener ces opérations de désinfection.

TLEMCEN

Conférence d'Hervé Juvin sur la mondialisation à l'institut français

Khaled Boumediene

Invité par l'institut français de Tlemcen, Hervé Juvin, spécialiste des questions liées à la mondialisation, auteur de «La grande séparation, pour une écologie des civilisations» (Gallimard, 2014), présentera aujourd'hui à 18 h, une conférence ayant pour thème : «Quelle condition humaine face à la mondialisation?».

Le vice-président d'Eurogroup tentera de montrer comment la condition humaine a été plus boulever-

sée en une génération que par les cinq derniers millénaires. Il s'agit aujourd'hui, pour l'homme, de se poser deux questions fondamentales : où conduit la société de l'individu ? Face à la thèse anglo-saxonne de l'homme produit de lui-même, qu'est-ce qu'une civilisation de l'homme indéterminé ?

Dans une phrase parmi d'autres de son remarquable livre sur «La grande séparation», qui analyse le recul de la mondialisation, le retour des frontières, la montée des affirmations identitaires, Hervé Juvin

estime que : «La décomposition des nations européennes procède de la censure, de la grande fatigue devant l'histoire et de leur soumission par en haut aux institutions supranationales, par en bas aux communautés et minorités revendicatrices : soyez minoritaires et vous aurez raison !».

L'enjeu de cette conférence est donc d'en comprendre les mécanismes et de faire la part des bienfaits et des désastres dont la mondialisation porte réellement la responsabilité.

RELIZANE

La DSP prépare la saison estivale

Mahi Ahmed

Dans le cadre des préparatifs destinés à l'accueil de la saison estivale, qui coïncidera avec le mois sacré de Ramadhan, dans les meilleures conditions possibles, et dans l'optique d'épargner aux citoyens des mésaventures sanitaires en relation avec les questions d'hygiène, la direction de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière de la wilaya de Relizane a initié une réunion qui a regroupé le DSP, en l'occurrence M. Hamdi Mohamed avec les chefs de service de la prévention pour l'évaluation des recommandations expédiées aux responsables concernés, notamment les chefs des 13 daïras de la wilaya, particulièrement la pulvérisation chimique pour lutter

contres les insectes nuisibles et les maladies à transmission hydrique (MTH). La réunion s'est focalisée sur le programme national de la lutte contre les MTH en présence des chefs-service de la médecine préventive et l'évaluation des résultats concrets réalisés sur le terrain jusqu'à l'heure actuelle et ce, depuis l'envoi des recommandations en mars et avril derniers, stipulant aux P/APC des 38 communes de la wilaya de mettre en oeuvre tous les moyens nécessaires, entre autres l'eau de javel, le chlorure de sodium et les comprimés d'analyses pour le traitement et l'assainissement des puits et des réservoirs d'eau potable. Un autre point sensible a été évoqué au cours de cette réunion, en relation avec la battue des chiens errants, surtout que des chiffres ef-

farants de morsures ont été enregistrés dans plusieurs localités de la wilaya par le passé. La rencontre s'est clôturée par l'impératif de la constitution des brigades mobiles de contrôle des établissements publics, notamment ceux exerçant dans l'agroalimentaire, pour éviter d'éventuelles intoxications alimentaires. Dans ce registre, il a été décidé de lutter sans répit contre les commerçants de l'informel qui activent dans le commerce des produits alimentaires exposés aux rayons du soleil et la poussière. Enfin, le DSP a affirmé que les établissements hospitaliers et les EPSP sont disponibles pour mettre à la disposition des personnels de restauration mobilisés durant les examens de fin d'année scolaire, des gants et des tabliers.

Un parking indésirable à la cité «Intissar»

Les locataires des 110 logements sociaux sis à la cité «Intissar», au chef-lieu de la wilaya de Relizane, sont complètement désemparés à cause d'un parking automobile qui les gêne considérablement, notamment en période diurne. En effet, les riverains se plaignent énormément des camions de poids-lourds qui stationnent la nuit dans les alentours des immeubles. Le

ronronnement de ces engins, particulièrement tôt le matin, donne du tourment aux locataires qui accusent malgré eux le coup et prennent leur mal en patience.

Même des camions de transport du gaz inflammable stationnent dans le même parking avec tous les dangers que peuvent encourir les citoyens. En outre, les stridents klaxons des bus du transport ur-

bain, dont l'arrêt est situé à proximité des immeubles de la cité, ajoutent leur grain de sel en assourdissant les pauvres habitants. L'absence de panneaux de signalisation interdisant l'utilisation des klaxons a encouragé les conducteurs à faire fi de leur quiétude. Les responsables concernés sont interpellés pour mettre un terme à cette situation.

Mahi Ahmed

MOSTAGANEM

Un colloque pour se démarquer de l'extrémisme et de l'invective

Le président de l'Autorité de Régulation de l'audiovisuel, Miloud Chorfi, a insisté lundi à Mostaganem sur l'adoption d'une information culturelle basée sur les vrais principes de l'islam et respectant la liberté d'innovation, le renouveau et l'ijtihad. Dans une allocution lors des travaux du 1er colloque international sur l'information religieuse, M. Chorfi a expliqué que cette nouvelle conception «vise une information objective, scientifique, se référant au Coran et au Hadith et se démarquant de l'extrémisme et de l'invective.» Le président de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel a, au passage, situé l'importance du discours religieux prônant les valeurs de tolérance et de modération qui constituent l'essence même de l'islam «pour immuniser la société contre l'égarement et les idées d'extrémisme, de takfir et de destruction qui ont leurs moyens de propagande». Il a ajouté que la «désinformation, la fitna, le sectarisme et les conflits ethniques nécessitent plus que jamais une intervention et l'application rigoureuse de la loi», tout en affirmant que l'Autorité de régulation de l'audiovisuel ne ménagera aucun effort pour contribuer à l'émergence de médias qui oeuvrent à prémunir la vie spirituelle contre toutes formes de discorde, d'intox et d'extrémisme qui appellent à la violence, citant comme exemple de ce type de propagande obscurantiste ce qui est appelé organisation de Daech.

M. Chorfi a appelé, dans ce sens, tous les scientifiques, académiciens, experts, acteurs de la Daawa et décideurs d'œuvrer à une meilleure organisation des organes médiatiques religieux et

à présenter des alternatives objectives dans le respect du droit à la liberté et à la créativité, pour préserver l'unité de la nation et du peuple. Le président de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel a insisté également sur la sensibilisation sur les principes et valeurs de l'islam, la citoyenneté et le soutien au développement de la communication positive interactive avec différentes couches de la société présentant des orientations saines et civilisationnelles et renforçant la modération. «L'Algérie peut présenter un modèle qui honore la nation arabo-musulmane avec son expérience dans le traitement de l'extrémisme et le terrorisme», a souligné M. Chorfi. Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Mohamed Aissa, a présidé l'ouverture du colloque international inscrit dans le cadre de la manifestation «Constantine, capitale de la culture arabe 2015», en présence de l'ex-ministre du secteur, Bouabdellah Ghlamallah, de cheikhs de zaouias, d'imams, de chercheurs universitaires du pays, de Jordanie, du Soudan, d'Arabie saoudite, d'Egypte, de Malaisie et du Bahreïn.

Quatre axes ont été retenus pour ce colloque abordant la notion de l'information religieuse, ses perspectives, ses enjeux et sa réalité, à travers plusieurs communications traitant, entre autres, de l'information religieuse à l'ère de la mondialisation et le rôle des médias dans la gestion des crises sociales et civilisationnelles. Le colloque est initié par le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs en collaboration avec le Laboratoire des études en information et communication de l'université Abdelhamid Ibn Badis de Mostaganem.

TISSEMSILT

L'UNPEF œuvre pour une rentrée scolaire «paisible»

L'Union nationale des personnels de l'éducation et de la formation (UNPEF) œuvre pour une prochaine rentrée scolaire «paisible», a indiqué, cette semaine à Tissemsilt, son président, Sadek Dziri. En marge d'un colloque national sur la violence en milieu scolaire, M. Dziri a soutenu qu'il «ne saurait y avoir de rentrée scolaire calme que si l'accord convenu avec le ministère de l'Éducation nationale est réellement pris en charge». «Nous nous attendons à une promulgation des décrets portant sur la prime pédagogique pour les instituteurs et celle d'encadrement, et au décret des heures supplémentaires et heures de soutien», a-t-il indiqué. L'UNPEF tiendra une rencontre lundi avec le ministère de tutelle pour évaluer ce qui a été appliqué, a-t-il dit. Selon M. Dziri, des dossiers sont encore «en suspens» dont celui des corps communs et des tra-

vailleurs professionnels, une catégorie qui trouve que son salaire nécessite un «geste» du gouvernement. Au sujet du statut particulier, il a indiqué que de «simples revendications ont freiné le dossier d'intégration des anciens instituteurs, notamment l'instituteur assistant, ainsi que le calcul de l'expérience professionnelle des enseignants ayant exercé dans les trois paliers de l'Éducation». A l'ouverture de ce colloque de deux jours, M. Dziri avait assuré que l'UNPEF adhère à la recherche de solution pour ce qui préoccupe la société, dont la violence en milieu scolaire. Initiée par le bureau de Tissemsilt de l'UNPEF en collaboration avec la direction de l'Éducation et la maison de la culture de la wilaya, cette rencontre a ouvert un débat sur diverses questions dont les causes de la violence en milieu scolaire et les solutions pour mettre fin à ce phénomène.

MÉDÉA

2 morts et 4 blessés sur la route



Rabah Benaouda

Le réseau routier de la wilaya de Médéa, plus particulièrement, son axe principal que constitue la RN 1, continue à faire des victimes. Et il ne se passe, pratiquement, pas une seule journée sans qu'il soit enregistré, au moins, un accident.

Des accidents de la route qui sont souvent mortels, malheureusement. Comme cela vient d'être le cas, une fois encore, avec cette fois-ci 2 accidents, en une seule journée, celle de mardi dernier, qui se sont soldés, malheureusement, par un bilan de 2 personnes décédées et 4 autres blessées. C'est ce qu'indique, en effet, un communiqué de presse émanant de la cellule concernée de la direction de la Protection civile de la wilaya de Médéa.

Deux accidents mortels dont le premier a eu lieu, en milieu d'après-midi, de cette journée de mardi dernier, au lieu-dit «Adjiana», sur la RN

1, à la sortie-nord de la ville de Ksar El-Boukhari, chef-lieu de daïra, situé à 64 km au sud de Médéa. Un accident survenu, pour des raisons et dans des circonstances que déterminera l'enquête qui a été ouverte par les services de sécurité compétents, à la suite du renversement d'un véhicule de tourisme, de marque Hyundai Accent, à bord duquel se trouvaient 3 personnes, lequel est allé percuter, de plein fouet, une murette de protection. Sous la violence du choc, le chauffeur, âgé de 37 ans et répondant aux initiales A.O., rendit l'âme sur les lieux-mêmes de ce terrible drame, alors que ses deux passagers, répondant aux initiales Kh.M. et A.A. et âgés respectivement de 35 et 49 ans, ont été grièvement blessés. La dépouille et les deux blessés ont été évacués vers l'Etablissement public hospitalier de Ksar El-Boukhari, par les éléments de la Protection civile. Moins de 3 heures plus tard, à 18h36, plus exactement, survint le

deuxième accident, mortel, lui aussi, au lieu-dit « El-Fernane », sur la RN 1, dans la commune et chef-lieu de daïra de Berrouaghia, 27 km au sud-est de Médéa. En effet, pour des raisons et dans des circonstances que déterminera l'enquête qui a été diligentée par les services de sécurité compétents, 2 véhicules de tourisme sont entrés en collision frontale d'une extrême violence. Et là, aussi, sous la violence du choc, l'on a dénombré 1 mort, sur les lieux-mêmes de ce tragique accident, en la personne d'un jeune homme, âgé de 34 ans et répondant aux initiales K.T. Un accident qui a, également fait 2 blessés graves, répondant aux initiales B.A. et O.M. et âgés respectivement de 20 et 31 ans. La dépouille et les 2 personnes blessées ont été évacuées vers l'Etablissement public hospitalier 'Benyoucef Benkhedda' de la ville de Berrouaghia, par les éléments de l'Unité secondaire de la Protection civile de cette daïra.

Ph.: Arch.

BOUIRA

Coupure d'eau dans 10 communes

Farid Haddouche

Une coupure d'eau est effective, depuis mercredi, et durera jusqu'à vendredi, matin, dans plusieurs communes, relevant de la wilaya de Bouira.

Selon la responsable de communication de l'Algérienne des Eaux (ADE), Mme Khelif Souad, les coupures prendront 38 heures, c'est-à-dire jusqu'à la fin des travaux qui s'effectuent dans la station de traitement des eaux, implantée au barrage de Tiesdit.

Il s'agit, d'après la chargée de la communication de l'ADE, du lancement de l'opération de lavage des décanteurs d'eau de la station, et de la réparation de la conduite de distribution appelée 'diamètre 830' qui alimente la commune de Bouira. La coupure d'eau touchera les communes de Bechloul, El Esmam, Ouled Rached, Bordj O'khress, Ahl Lakser, Taguedit, Mesdour, Ait Laâziz, Ain Turk, Bouira, et le village d'Ouled Ali, dans la commune d'Oued El Berdi.

DJELFA

Mise à niveau des éléments de la Protection civile

Plus de 4.500 opérations de formation spécialisée ont été réalisées, durant ces 5 dernières années, pour la mise à niveau des éléments de la Protection civile, a indiqué le sous-directeur des Statistiques et de l'Information à la direction générale de la Protection civile, le colonel Farouk Achour.

Approché par l'APS, en marge d'un exercice national de simulation d'un séisme, exécuté par la Protection civile, dans les wilayas de Djelfa et Laghouat, le responsable a fait état « de la mise au point d'un programme de formation, au titre de la stratégie de modernisation du secteur et sa préparation pour faire face aux catastrophes et risques majeurs ». Ces programmes de formation visent, a-t-il expliqué, à développer « les moyens et les aptitudes professionnelles des pompiers, dans différents domaines ». En outre, il a signalé, au titre de l'application des instructions du directeur général de la Protection civile, le colonel Mustapha Lahbiri, la « mise en oeuvre d'un autre plan de formation, relatif aux premiers secours, visant différentes catégories de la société et ayant profité depuis son lancement, en 2010, à près de 66.000 secouristes, formés à ce jour ». Le colonel Achour a, également, fait état de la création de nombreuses brigades d'intervention spécialisées, dont les brigades d'intervention, dans les accidents chimiques

et radioactifs, et la brigade cynotechnique, en plus des équipes de soutien et des premières interventions mises en place, à travers l'ensemble des wilayas. Il a précisé, à ce propos, que des équipes de soutien et des premières interventions, qui ont participé à cet exercice national de simulation, « ont déjà effectué d'autres exercices similaires, en vue de leur mise à niveau, notamment, en matière de gestion des risques majeurs ».

S'exprimant sur le niveau de compétence des éléments de la Protection civile, comparativement au niveau atteint sur le plan mondial, M. Achour a estimé que les aptitudes de la Protection civile algérienne ont été démontrées lors de sa participation « efficiente » aux secours des populations touchées par le séisme au Népal.

En effet, une équipe spécialisée dans les secours et gestion des risques majeurs, formée de 72 éléments (de différents grades) a été dépêchée, par l'Algérie, vers la zone sinistrée de Malanchi, au Nepal, pour porter secours aux populations, a-t-il rappelé.

Il a souligné qu'il a fallu plus de 5 heures de temps, à ces agents pour rallier cette zone montagneuse enclavée, ce qui dénote des efforts considérables qu'ils ont dû fournir en route, avant d'arriver à destination et participer aux opérations de secours avec tout le professionnalisme requis.

TÉBESSA

Les Arts plastiques font leur salon

A. Chabana

Le Salon des Arts plastiques de Tébéssa et ce, dans sa 9^{ème} édition, se tient (25-28 mai) à la Maison de la Culture. Ainsi donc, cahin-caha, la manifestation des arts picturaux fait son chemin, en dépit de certaines difficultés que les organisateurs sont arrivés à surmonter pour que l'exposition se déroule dans les délais. Cette fois-ci c'est une cinquantaine de participants issus de 24 wilayas qui viennent étaler leur savoir-faire artistique.

Une édition qui se démarque de ses précédentes, dans la mesure où les joutes culturelles sont dotées de prix d'encouragement attribués par un jury composé de spécialistes. Le mérite de cette dotation pécuniaire revient, en grande partie, à la contribution, aussi limitée et symbolique soit-elle, des entreprises locales qui, en véritables mécènes, souhaitent que le Salon réussisse. Pari tenu, le service de

l'animation culturelle tient à remercier, tous ceux qui œuvrent pour l'aboutissement de cette édition, au grand bonheur de jeunes peintres qui se présentent pour la première fois, à ce concours. L'un des tout premiers peintres de la wilaya de Tébéssa, Sadek Samadi, en l'occurrence sera, lui aussi, l'invité d'honneur pour donner un exposé au thème alléchant: « Arts plastiques, tradition et modernité ». Enfin, notons que d'autres activités annexes sont programmées afin d'enrichir ce salon, du théâtre et un atelier de peinture pour enfants, de la poésie, ainsi que du chant folklorique « maison ». Soulignons que les mêmes organisateurs ont placé cette 9^{ème} édition sous le slogan: « l'Art au service de l'Environnement et de la Citoyenneté », une thématique qui, selon le responsable de l'animation à la maison de la Culture 'Mohamed Chebouki', est présente dans les travaux de nombreux artistes.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

09 chaâbane 1436

El Fedjr 03h46	Dohr 12h46	Assar 16h36	Maghreb 20h02	Icha 21h39
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



AZZAZGA

Affaire de l'APC : marche de soutien aux élus

Des dizaines de citoyens ont pris part, mardi, à une marche pacifique dans la ville d'Azazga, 35 km, à l'est de Tizi-Ouzou, pour exprimer leur soutien aux élus de l'Assemblée populaire communale (APC), en proie à une crise, depuis des mois, suite à un litige foncier l'opposant à un groupe de citoyens. La procession a pris le départ de la station de fourgons-bus, desservant le village Hendou, pour rejoindre le siège de la daïra, en passant devant le siège de l'APC d'Azazga pour rejoindre la daïra, où un rassemblement a été observé. Les manifestants ont brandi des banderoles sur lesquelles on pouvait lire «où va Azazga?», «La souveraineté populaire pri-

sonnière au niveau de la daïra»... Durant cette marche, les participants ont dénoncé la crise qui secoue l'APC d'Azazga, depuis septembre dernier, suite à la fermeture du siège de cette institution élue, en septembre 2014, par une coordination de 5 comités de village, de cette même commune, qui accuse les élus locaux, à leur tête le président de l'APC, de «dilapidation du foncier public de la commune», accusation que ces derniers renvoient à leur détracteurs. Ils ont demandé l'intervention des autorités compétentes afin de mettre un terme à ce conflit qui «bloque le développement de la commune et les attentes de la population de voir leur cadre de vie s'amé-

liorer». La foule de marcheurs s'est, ensuite dispersée, dans le calme.

En mars dernier, le wali de Tizi Ouzou avait réquisitionné la force publique pour permettre aux élus de réintégrer le siège de l'APC, toutefois le conflit persiste, ce qui a amené le ministre de l'Intérieur à diligenter une commission de haut niveau, pour rencontrer les deux parties et tenter de trouver une issue honorable et débloquer la situation. Cette commission, composée de directeurs généraux et centraux du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, s'était rendue, sur place, le 21 avril dernier. Ses conclusions n'ont pas été encore rendues publiques.

ALGER

Plaidoyer pour un pont entre l'Université et l'Entreprise

Des chefs d'entreprises et des universitaires ont recommandé, mardi, à Alger, lors d'une rencontre thématique, de renforcer les liens entre le secteur économique et le monde de la Recherche, affirmant qu'il existe, encore, en Algérie «un fossé» entre l'Université et l'Entreprise.

Selon des intervenants, durant cette rencontre organisée par le Forum des chefs d'entreprises (FCE), les opérateurs économiques et les chercheurs algériens doivent «travailler en synergie et collaborer, davantage, afin de contribuer au développement économique et social du pays», à travers l'encouragement de l'Entreprise compétitive et innovante.

Le président du FCE Ali Haddad, a indiqué que le Forum veut contribuer à établir une passerelle entre le monde universitaire et celui du travail, dans l'objectif de rendre, plus efficaces, les entreprises algériennes et contribuer à la création d'emplois. «Le FCE souhaite planter les jalons d'une coopé-

ration constructive et fructueuse entre les chefs d'entreprise et les chercheurs», a-t-il précisé estimant que «l'Entreprise économique algérienne n'est pas accompagnée, comme il faut, pour recruter les diplômés». Il a invité, par la même occasion, les entreprises opérant dans l'importation à s'orienter vers l'investissement productif, plus créateur de richesses et qui constitue un lieu propice aux chercheurs pour innover et s'approprier les nouvelles technologies.

«Les Universités devraient investir dans la ressource humaine. Il faut consacrer, davantage, de ressources et moyens aux étudiants et aux enseignants pour la Recherche, l'innovation et la compétitivité des entreprises», a-t-il enchaîné.

Pour M. Haddad, l'Entreprise et l'Université «sont, jusqu'ici, demeurées dans un cloisonnement qui n'a servi ni l'une, ni l'autre, et donc pas le développement du pays». «C'est cet enfermement, a-t-il ajouté, qu'il faut, ab-

solument, briser, si l'on veut engager un processus durable, permettant une intégration réelle de l'Université dans le système productif et social». Le président du FCE s'est félicité, en outre, de l'initiative prise par de nombreuses universités du pays de mettre en place des bureaux de liaison «Entreprise-Université».

De son côté, le directeur général de la Recherche scientifique et du Développement technologique, au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique Hafid Aourag, a noté que l'Entreprise algérienne est quasiment dépourvue de l'outil de recherche, précisant que seulement «2 à 3 entreprises algériennes» ont leurs départements dédiés à la Recherche appliquée. Pourtant, les pouvoirs publics accordent plusieurs avantages aux Entreprises économiques ayant leurs propres départements de Recherche, dont d'importantes exonérations fiscales, a-t-il souligné.

APARTEMENTS

■A vendre un grand Appart « F3 » au centre-ville d'ORAN en face de l'Institut Français « CCF » - 2^{ème} étage - Sup. 110 m² avec balcon de 12 m² - Contacter : 0542.20.36.21

■A louer à Mers El-Hadjadj (Port-aux-Poules) pour le mois de Ramadhan et période estivale des F2 grand standing, très bien équipés, 80 m de la plage et 100 m du centre-ville - Tél. pour réservation et Info : 0793.59.05.48

■A vendre Appart F2 - 3^{ème} étage les Amandiers - Acté - Tél : 0033.785.075.581 - 0553.06.93.00

■A vendre F3 - Acté - RDC - situé à USTO 790 Logements Bloc 621 - N° Tél : 0771.61.00.91 - 0794.09.80.05

■A vendre Appart F3 - RDC - à Alalmia, entre BETHIOUA et SIG - Tél : 0790.69.09.36

■Vends Duplex F5 - 165 m², 3 façades + cellier + place de parking. Toutes commodités. Très bien ensoleillé, situé sur grand boulevard, gardiennage + sécurité H24. Résidence El-Riad - Hasnaoui - Tél : 0542.09.26.81 - 0559.69.30.88

■TLEMCCEN : Vends Appartement F3. Acté. Bien aménagé. Cité 348 Logts - Kiffane - 70 m² - 2^{ème} étage - Tél : 0771.79.36.68

■SIDI BEL ABBES : Vends F4 La Bremer (près de la Poste) 2^{ème} étg. 85 m² Dble façade. Gd balcon (Réservoir - Clim - Chauffage - Chauffe-eau - Placards... etc.) - Tél : 0772.43.28.59 et 0555.40.11.86

■AG. 0668.95.22.02 - Avis à tous les Présidents des Oeuvres Sociales (Stés - Entreprises - Hôpitaux) - Nous disposons des Apparts meublés de type F2 pour l'été à AIN EL-TURCK (ORAN)

■A vendre : Appart F2 de 82 m², 950 U. Dans un immeuble privé situé dans le grand Boulevard Millenium 2 + Studio de 36 m². 560 U - Tél : 0771.40.48.22

■Vends : F2, 10^{ème}. Acté. 565 U. Béranger / F4. 84 m². 1^{er}. 12.500 Cité Les Falaises / F4 Gde Terre 1.300 U / F3 Miramar 950 U / F3 Hai Chouhada / Local 24 m² 890 U. C.V. / 18 m² Rue Du manoir 300 U - Tél : 0771.53.77.94 - 0796.74.05.52

■Recherche Echange Appart F3 LSP à MOSTAGANEM contre similaire à ORAN - Tél : 0561.57.46.15 / 0776.30.71.84

■AORAN : Vds F4 super luxe, rentrée Indiv. dans Villa. Convient Bureau ou Habitation Les Castors + F2 Cité Lescure 3^{ème} étage super luxe - Prix après visite. Merci - Tél : 0774.54.93.15 - 0554.96.24.41

■Vends Apparts : F3 Mirauchaux + F2 Hai Sabah - Contacter N° : 0797.47.65.58 ou 0781.01.46.13 ou 0551.72.58.74

■A vendre Appart F3. Acté. 4^{ème} étage 350 Logts BT B2 N° 22 en face CNASAT (la Glacière) - Prix négociable - Tél : 0561.61.22.15

■Vends Appart F4 à USTO Les Pyramides 4^{ème} étage. Chauffage central, hammam avec serpent. Climatiseurs. Réservoirs d'eau 2000 L - Bon voisinage - Tél : 0555.71.00.52

■A.V. Appart F3 - Refait à neuf. Plein centre d'EL-AMRIA. Acté. Aménagé, à 15 Km de la plage Bouzedjar, 20 Km de la plage Sbiat, 25 Km de la plage Sassel, 30 Km de la plage Terga et 30 Km de la plage Madagh - Tél : 0775.80.51.64

■A vendre F3 super pour R+1 - 1^{er} étage. Refait à neuf et bien équipé - Sup. 80 m² + terrasse + buanderie 20 m² - à Cité 48 Logts H3 - Hassi Ben Okba en face Lycée - Tél : 0550.50.67.11

■A vendre Appart F4 double façade, vue sur mer, 15^{ème} étage avec Ascenseur - Acté - en face lycéenne Lotfi (Centre-ville) - Prix demandé 900 U - Curieux ou curieuse s'abstenir - Tél : 0552.91.42.30

■A vendre Appartement F3 (Acté). 97 m². Cité Manadir (à côté de la grande mosquée Petit Lac Hai Daya) + parking gardé + entourage autour de la cité - N° : 0770.13.89.00 - 0795.68.23.53

■TLEMCCEN : Vend F5 HS 196 m² sur Gd Bd Imama, 3^{ème} étage, toutes commodités - Prix après visite - Tél : 0558.50.67.32

■A vendre ou Echange Appart ORAN. 4 pièces. 122 m². ORAN-Centre, meublé de luxe - contre Appart à ALGER - Tél : 0699.51.63.31 - 0555.27.44.73

■A vendre ou Echange Appart F4 - 4^{ème} étg. à S.B.A. à La Bremer - contre un Appart à ORAN ou les environs - Contactez-moi au : 0782.11.42.41

■Loue F4 - 7^{ème} étage. Cité Radieuse. 20.000 DA/mois. Une Année d'avance - Contacter : 0699.37.25.43 - Après 18 heures

■F3 à vendre, luxueux - Acté - 1^{er} étage, situé à Adda Benaouda - Plateau - Appeler le : 0770.59.59.49

■A vendre Appart 99 m². F3 aménagé en F4 au 2^{ème} et dernier étage. Acté. Refait à neuf avec toutes commodités. Centre-ville ORAN - Tél : 0549.58.41.33 ou 0550.61.88.29 - à partir de 9 H

■Vends F3 tout confort à Hai Yasmine - Tél : 0554.18.66.76

■Part. Vend bel F4 - 1^{er} étage - 03 façades à Gambetta - Idéal pour Fonction libérale - Libre de suite - Tél : 0697.14.31.30

■A louer un grand F3. Top. Bon aménagé. Cité très calme. Parking + Ascenseur + Gardien + Femme de ménage - Prix 6 - Tél : 0795.35.32.60

■A vendre Appartement F3 - Acté - Rez-de-chaussée à la Cité les Amandiers - Tél : 0796.87.83.95

■Un F3 sophistiqué devant la gendarmerie d'Ain El Beida - Es-Sénia propose location d'une structure ayant toutes les commodités comme Cabinet médical pour médecin - Tél : 0541.76.12.82

■Loue F3 - 70 m². 7^{ème} étage avec Ascenseur dans une résidence fraîchement inaugurée dans la Cité « Golf » à proximité du Rond-point Pâpinère - Tél : 0550.22.44.74 - Prix : 35.000 DA/mois

■Bel F3 à vendre modifié en F4 - Désistement - Cité les Plateaux. ARZEW - Tél : 0551.01.33.71 - 0550.56.89.72

■Loue Appart F3. Sup. 122 m² situé sur Gd Bd à Fernandville avec un Gd hall à côté de la Banque Société Gle - Contact : 0790.83.82.20

■ORAN - Vends Gd Appart F3 - 3^{ème} étage. Sup. 100 m². Refait à neuf - Moderne - B. situé USTO près du C-Ville - Bien desservi en services + commerces - Tél : 0558.22.85.11 ou 048.56.64.97

■A louer Appart F3 - 5^{ème} étage avec Ascenseur à Hai Yasmine. ORAN - Contacter : 0773.93.73.57 - Visite après 18 h

■A louer un F3 - 1^{er} étage. Très bien situé à AIN EL TURCK à 150 m de la mer en face « Complexe Eden Palace ». Courte ou longue durée - Tél : 0778.86.47.15 - 0559.75.05.43

■Mets en vente une superbe F4 de 156 m² dans une résidence Nouvelle construction, vue sur mer, avec un parking sous-sol et un débarras : Résidence Eden Bel Air - Contacter le : 0559.67.78.29

■Vds Appart F5. Acté. 171 m² à ORAN - Plaza Résidence les Oeillets - 3 façades - Vue magnifique sur mer. Sécurisé H24 / 7J/7 - Offert 36 Unités - Endroit très paisible - Intermédiaire et curieux s'abstenir - Tél : 0771.65.05.06

■Loue un Appartement F3 en 1^{er} étage à Hai Zitoune Dar El-Beida - N° Tél : 0555.71.26.54

■A vendre Appartement 1^{er} étage. Surface 96,43 m². Refait à neuf. Façade sur Bd la Rue Khemisti - Tél : 0557.65.28.73

■Vends Appart ou Immeuble complet : R+2. Composé de : 06 Apparts : 2 F5 - 3 F3 - 1 F2 - 03 Locaux + Parking surveillé - Acté - à El Kerma - Sénia - ORAN (POS ACL 2B) - Tél. 0542.09.26.81 - 0559.69.30.88

■A vendre Appart 168 m² - Acté - Résidence Président 2. Immeuble neuf. 37, Rue Général Nivel - Boulanger - ORAN - Tél. 0772.94.81.89 - 0779.53.66.31

■A vendre Appart individuel F2, cuisine, S. de bain, toilettes et grande cour - Valable Bureau ou Cabinet - Possibilité pour extension - Acté avec Livret foncier - Gambetta » ORAN - Tél. 0555.93.90.15

■Vends F4 neuf. Sup. 127 m² à Ain El Turk derrière cité militaire aux environs de la Daira - Contacter : 0672.00.45.08

■Particulier met en vente Appart à ADL Pâpinère sur 7^{ème} étage. F4 - 879 M - A vendre R+2 à Victor Hugo. 50 m². 8 m de façade : 4 chambres, SDB, cuisine - Tél. 0559.099.434

■A.V. : F3 - 3 balcons. Double façade. Vue panoramique sur mer et sur 2 Gds boulevards - au 3^{ème} étage avec Ascenseur - Pas de vis-à-vis - Accepte Promesse de V. - à Akid Lotfi. ORAN - Tél. 0556.71.63.31

■AIN TURCK : Loue grand F4. RDC. 130 m² meublé. Juill. Août. Sept. + jardin clôturé. Endroit calme - Tél. 0661.580.052

■V. Immeuble à usage ADM : R+2 (375 m²) 2 façades, avec mur rideau, à El Kerma - Sénia - ORAN (POS ACL 2B) - Tél. 0542.09.26.81 - 0559.69.30.88

■A.V. Appart F3 - Acté - 2^{ème} étage. Libre de suite. Toutes commodités. Plateau. ORAN - Courrier - Agence - Intermédiaire s'abstenir - Prix après visite - Tél. 0778.30.25.71

■Loue Appart Type F2, Bel Air, cuisine équipée, 9^{ème} étage avec Ascenseur - Prix 25.000,00 DA/mois - Pour visite prendre RDV Tél. 0772.56.19.28

■Vds F4 - Acté - 108,67 m². Double façade. Bien ensoleillé. 4^{ème} et dernier étage Cité Pyramides USTO - ORAN - Tél. 0551.20.31.54

■Ag. Immo. « ANAS » Loue : F4. 3^{ème} étg. Hai Yasmine (SAFA) Résidence super luxe - F4. 3^{ème} étg. Akid Lotfi luxe - F3 Akid Lotfi 5^{ème} étg. - Tél. 0556.42.53.05

■Ag. Immo. « ANAS » Vend : F5 USTO HLM 110 m². 3^{ème} étg. Acté. Endroit calme (en face Télécom) - F3 Akid Lotfi 5^{ème} étg. - F4 USTO 91 m². 2^{ème} étg. Libre de suite - Tél. 0556.42.53.05

■A louer : Appart F4 Duplex 138 m² + Appart F3 Duplex 103 m² Résidence La Victoire Rd Millenium - Tél. 0661.20.14.18

■Vends F5 - 115 m² - 4^{ème} étage avec Ascenseur - Deux façades - Ensoleillée - ORAN Akid Lotfi - Tél. 0556.81.90.38 - Abdellatif

■Appart à vendre : F4. Bien aménagé. 2^{ème} étage, situé à Cité Lauriers Roses - Maraval. 2 grands balcons. Internet + Tél. - Prix Offre 800 millions - Prix demandé 870 millions - Tél. 0772.55.21.48 / 0555.49.25.82

■Loue pour saison estivale à MERS EL HADJADJ, 40 Km d'ORAN, des F2 et F3 équipés tout confort dans résidence standing pieds dans l'eau - Tarifs réduits jusqu'au 15 Juillet - Tél : 0552.12.20.12

■Vends Appartement F3 - 70 m² à Hai Seddikia. Refait à neuf (Dalle de sol - Peinture - Electricité et Plomberie) immeuble calme, bon voisinage et aucun vis-à-vis - Courtiers s'abstenir - Tél : 0559.52.07.81

■Vente Appart à Victor Hugo : F3, 2ème étage, à côté de l'ancien Commissariat - Tél : 0783.06.77.81 - 0792.96.38.07

■A vendre Appartement grand standing F5 + grande terrasse - Le tout 210 m² - Bir El Djir - Tél : 0559.43.11.11

■Vends Appartement à ORAN Centre au 1^{er} étage Rue Khemisti, 4 Chambres. Refait à neuf - Convient : Médecins - Avocats - Notaires... Double vitrage - Climatisé - Tél : 0553.23.38.76

■Vds F4 - Acté - Meublé. Standing. 110 m² Cuisine équipée. Chauffage central. USTO Pyramides (Nouveau) 4ème étage - Prix offert 1,7 - Curieux s'abstenir - Tél : 0782.21.11.73

■A vendre Appartement à GHAZAOUET : un F4 au 3ème étage. SDB. Cuisine. 80 m² - Rue Saïh Missoum à côté du Marché - Tél : 0669.26.24.54

■Vends Appart F4. 80 m². Akid Lotfi. 1^{er} étage immeuble de 4 étages. 2 façades - Très ensoleillé - Parking - Jardin - Bon voisinage - Tél : 0661.809.336

■Vds très joli Cabanon à BOUZEDJAR-plage 2^{ème} Zone avec vue sur mer - Construction récente. Toutes commodités - R+2 - Courtiers et curieux s'abstenir - Tél. 0665.70.91.89 (de 17 H à 20 H)

■A louer F4. 120 m² - 1^{er} étage cité CNEP face Rond-point Bahia - 75.000.00 DA/Mois - Tél. 0661.20.63.01

■Vends / Loue Niveau de villa R+2 - 400 m² + Terrasse 320 m². Usage Habit. ou Bureaux. Dble façade (Refait à neuf) situé sur grand Bd (RTA) ORAN - Tél : 0033.687.597.709 - 0549.75.76.73

■A vendre F3 modifié en F4 - 1^{er} étage - Acté - à Bel Air - ORAN - Prix après visite - Tél : 0664.82.71.34

VILLAS

■Particulier vend M.M. chaque étage 100 m² + 3^{ème} 100 m². Extension N.C. au C.V. d'ORAN. 2 façades. Actée. Prix : 1 M 800 - Curieux s'abstenir S.V.P. - Tél : 0552.09.07.41

■A vendre Propriété centre Bousfer - Village 700 m² - 20 m façade - Habitation neuve R+1 - Livret foncier. Actée - Tél : 0552.19.76.34 - 041.26.22.65

■MOSTAGANEM : Vds Immeuble de Rapport proche du port de plaisance et de pêche à Salamandre, composé de 9 Apparts et Locaux au RDC - Tél : 0560.10.54.54

■Vends Villa EL-KARMA. 230 m². Plus une Terrasse + 6 Ch. + 2 salons + 2 SDB + 3 sanitaires + 2 garages + jardin. Puits - 2 Façades. Chauffage central - Tél : 0770.51.82.89

■A louer une grande Villa (400 m²) : 4 chambres + salon + cuisine + salle de bain + garage + terrasse à Cité 200 Logements (Terminus 34). Es-Senia - ORAN - Tél : 0775.46.81.01

■S. BEL-ABBES : Vends belle Villa 200 m². R+2. 02 façades. 6 P. + 2 Salons + 1 suite + Cuis. américaine + 2 Gds halls + garage + haouch + 2 terrasses + hammam. Ch. central + Climat. - Tél : 0791.94.91.62

■Vends Maison. R+2 - 10 pièces + garage - Eau. Elect. Gaz. + 15 min d'Oran - P.O. 12,50 - P.V. 13,50 - Tél : 0781.00.44.85

■Vends Villa 260 m² - Actée + L.F. - R+1 - La Lofa - Libre de suite - Prix après visite - Tél : 0555.42.13.97

■Vends Maison de M. - R+1 - 2 magasins + 1 salle 180 m² - 1^{er} étage - 27, Rue Emir Abdelkader - Mers El-Kébir - ORAN - Tél : 0771.84.30.56

■Vends Villa 250 m². D.F. SENIA (Dernière Clinique Kara). S/Sol 100 m² (6 V). RDC : 4 Pces + cuisine + SDB + garage + cour - 1^{er} étage : 5 Pces + Gd salon + SDB - Tél : 0666.75.04.55

■A vendre Villa. Actée. R+1. Sup. 174 m² en face Mairie Sidi Senouci - Maraval : 4 Pces, 2 salons, 2 cuisines, 3 toilettes, cour, buanderie, 2 SDB, 2 locaux commerciaux - Tél : 0774.97.84.59

■Vends petite Maison de Maître ou petite Villa. Actée. Vide - à Protin - R+1 + terrasse. Construction 2015 : 3 pièces, SDB + WC, cuisine - Prix 13 - Tél : 0561.32.67.78

■Loue petite Villa. 2 étages avec 2 locaux 133 m² - 100 m². Sanitaires. Dalle de sol. Force motrice. Aire de stationnement - à ES-SENIA - Intermédiaire s'abstenir - Tél : 0771.77.90.54

■Vends Villa à Belgaïd 1 - 235 m² - R+1 - Manque Finition - Tél : 0773.80.46.31

■Vds Villa à Fernandville. ORAN - S. : 512 m² - C. : 260 m² - R + 1 - Studio au 2^{ème} étage + Permis d'extension. Cave. Gd Jardin + Puits. 2 Bâches d'eau. Local Commercial. Faç. 22 m - Toutes commodités. - PQ : 9,5 MDS - PD 11 MDS - Tél : 0665.72.39.75

■A vendre Villa - Actée - à GDYEL - 120 m² - RDC : grand salon + cuisine + garage + cour - 1^{er} étage : 3 chambres + SDB + salon - 2^{ème} étage : Entourage + les piliers - Tél : 0790.07.93.21

■Haouch à vendre : 2 Pièces. Cuisine. Petite cour - 57 m² - Acté avec Livret foncier - à BABA ALI - MASCARA - Contacter : 0774.99.99.78

■A vendre M.M. - Superficie 153 m² sur Impasse : 3 Pièces - 1 Salon - Cuisine - Cour - Hall - Douche - à « TORRO » - Prix après visite - Tél : 0771.14.22.58

■Vends Maison de Maître. Actée à ORAN Hay Bouamama (Ex-Rocher) à 150 m de la Route Nationale vers Misserghine. Sup. 243 m². Rez-de-chaussée + 2 cours + garage pour 02 voitures + terrasse accessible - Tél : 0660.80.62.43

■A vendre Immeuble. Sup. 635,45 m². Double façade - 29 Km d'Oran - Boulevard ZAHANA - Tél : 0771.56.42.06

■TLEMCCEN : Vends Maison 2 niveaux. 143 m². Lotissement Yellès. Ain El Kelb - Kiffane - Tél : 0549.12.93.01

■Vds Villa R+2 - 216 m² - 5 Pces. Cuisine. Clim (SDB (2) + 3 Salons. Chaudière. 1 Puits. 3 garages - Actée - Pépinière El Mostagbal 1. N° 2 - Tél : 0771.20.48.36 - 0670.28.25.65

■Vends ou à louer une Villa 320 m² à Cité CNEP - Sénia - Actée - R + 2 étages à Société étrangère. 2 Gds salons. Cuisine. 6 pièces + Garage pour 10 Voit. + Terrasse - Hammam - Tél : 0550.61.59.40

■A.V. très belle M.M. 350 m² Bouisseville - A. Turck. W. ORAN. Toutes commodités. 2 niveaux. 6 Pces + Gd garage + cour. Possibilité extension - P.O. 3,8 M - Vente au + offrant - Tél : 0555.61.53.11 - H.B.

■Vends Villa R+1. Superficie 240 m². Nouvelle construction - ou Echange Villa corniche - située à Cité Petit (ORAN). Bien située - Tél : 0794.58.21.76

■A louer Villa à Bir El Djir : 04 Chambres - Salon - Gde cuisine - Garage - Jardin - 2 SDB + 2 Terrasses - Tél : 0797.87.82.02

■Vds Maison individuelle R+2 - 150 m² à Misserghine Cité EPLF Hai Zabana - Très bien située - Libre de suite - Intermédiaire et curieux s'abstenir - Tél : 0661.24.70.00

■MASCARA : Loue Bâtisse en 3 Niveaux (R.CH - 1^{er} - 2^{ème}) + terrasse, plein centre-ville (Face APC) - Double façade - Superficie totale environ 500 m² - Tél : 0771.31.91.52

■TLEMCCEN : Vends Villa 220 m² - R+1 - en cours de construction dans une cité clôturée à Mansourah - Tél : 0541.78.24.55

■CANASTEL : Loue S/Sol 260 m² + garage dans Villa comme dépôt, entrée indépendante, quartier résidentiel - Tél. 0661.580.052

■A vendre à Cité Petit. ORAN : Maison 322 m². R+1. de 80% : 5 pièces - cuisine + SDB - Cours 5 voitures + Caves 200 m² + F3 façade - Tél : 0557.86.06.87 - 0550.52.11.57

■Vends M. Maître. Sup. 130 m². 2 façades. RDC Fini. 1^{er} étage : Entourage avec piliers - Actée - à Fleurus en face école à Hai Istiklal - ORAN - Tél : 0772.76.71.10

■Villa à Misserghine Résidence El Rahma 252 m² R+2 sans vis-à-vis. RDC : local + cour + garage + 1 P. + 1 salon + hall + cuisine + SDB + jardin - 1^{er} étg. : 4 P. + Gr. salon + SDB + véranda - 2^{ème} étg. Cuisine + Gr. terrasse - Tél. 0770.25.73.71

■Vds Villa LA LOFA. Double façade. 390 m². R+2. 220 m² Bâti. Endroit résidentiel - Convient Promotion immobilière - Visite à partir de 18 H - Tél. 0770.65.81.65

■Vends Chalet américain : F5. 02 Salles de bain + Garage + Jardin sur 320 m² - Libre de suite - Camp 5 - BETHIOUA - Tél : 0549.21.32.51

■CANASTEL en plein axe : Loue beau Niv. Villa F4 + Loue Studio + Vends belle villa R+2 + garage + jardin au bon prix - Tél : 0796.55.79.30

■Loue RDC de Villa Bouisseville : 3 Pces meublées. Cuisine équipée. SDB. Garage. Jardin - Tél. 0669.27.50.51

■Vds à ORAN Hai Nakhil (Belgaïd) T. belle Maison commerciale luxe - R+2 : 2 Gds locaux + 1 F4 et F3 - T. bien située face Labo Afak - Finition de qualité avec Matér. 1^{er} choix Esp. - Tél : 0550.55.32.37 - 0776.35.00.82

■TLEMCCEN (KIFFANE) : Vds Maison Actée + Livret foncier - Tél. 0777.86.87.53

■Vds Villa R+3 - 207 m² avec S/Sol à 40 m du Gd Bd Route Belgaïd. Coop. Panorama. S/Sol : 207 m² / 1^{er} : F5, 167 m² + terrasse / 2^{ème} : F5 : 167 m² / 3^{ème} : F3, 80 m² + terrasse - Tél : 0561.69.87.75 - Prix après visite

■Vends Maison. Propriété à El Hamri R + 2 étages. 18 pièces + 4 locaux commerciaux. Surface d'emprise 160 m². 2 façades : Angle Avenue Khalifallah Bouamrane et Rue de Ghar-daïa - Mobilité : 0791.94.59.12

■Vds Maison Indiv. 200 m² à ORAN Hai Badr (ex-Petit) R+1 - R : hall + garage + 2 Sal. + WC. Douche + cour / 1^{er} : Pte cour, hall, 4 Pces. Terrasse 80 m² - P. 45 - Tél. 0794.57.90.19 - 0791.98.96.14

VEHICULES

■Société de Produit détergeant à TLEMCCEN cherche Location Fourgons et Vendeurs qualifiés dans le domaine - Tél : 0558.46.08.68

■Vends : - Camion J

ANNONCES CLASSÉES

Le Quotidien d'Oran
Jeudi 28 mai 2015

25

LOCAUX

■Vends Bain Maure - Sup. 144 m². Haï Nedjma (Chteibo) - Acté - Tél. 0790.28.44.97

■Vds Resto à Sablettes. MOSTAGANEM - 153 m². Emplacement du 1^{er} ordre en face de la mer - Tél. 0560.10.54.54

■Loue 3 Niveaux de 540 m² chacun, subdivisés en 2 parties de 250 m² : Siège Société - Banque ou Ecole... à Cité Petit - Tél. 0668.25.99.97

■Vends Local de 300 m² avec une grande et petite façade. Possibilité de construction en étages dans une impasse de l'Avenue de Saint Eugène. Prix avec visite ou photos par hotmail - Curieux s'abstenir - Tél. 0553.700.774

■MASCARA : Loue Local - Convierait Agence de voyages - Assurance... Toutes activités - Tél. 0794.95.43.87

■A louer Local RDC à Haï Seddikia à côté de la Maison Peugeot de Courbet - ORAN - Convient pour Laboratoire ou Cabinet médical ou autres activités - Tél : 0551.04.09.98 - Après 17 h SVP

■A louer Hangar charpenté de 170 m² à ES-SENIA Route entre Douar ES-SENIA et Rond-point Aéroport - Tél : 0776.44.78.92

■Part vend Local à Akid Lotfi. Sup. 32 m² avec Sous-sol de 29 m². Bien aménagé (Dalle de sol - Sanitaires - Faux plafond) - Tél : 0555.49.99.64

■A.V. 02 Locaux bien aménagés + sanitaires à Plateau - ORAN : 23 m² et 62 m² - Prix après visite - Tél : 0780.05.69.31 - 0779.55.51.58

■A.V. Locaux : 40 m², 2 Faç. + 35 m² 2 Faç. Luxe + 23 m² 1 Faç. Dar Salam - Tél : 0795.02.70.10

■Vends Local commercial très bien aménagé avec toutes commodités en plein centre-ville d'ORAN. Sup. 40 m² environ. Acte notarié - P.D. : 680 négociable - Contacter le propriétaire au Mob : 0550.05.91.62 - 0699.14.67.41

■Loue centre-ville : Local 30 m² - WC - Elect. - Parallèle Mirauchaux, à 3 min Miramar - 25.000 DA/M - Libre de suite - 0771.67.63.59

■Local à louer - Sup. 25 m² - Bien situé à Point du Jour - ORAN - Tél : 0555.03.19.83

■A louer Local 14 m longueur sur 5 m : Dalle de sol + WC + Eau + Gaz - Equipé : 56, Rue Khelifa Bensalem - Saint Eugène - Tél. 0771.13.14.41 - 0794.53.31.18

■Loue 3 Niveaux de 540 m² chacun subdivisés en 2 parties de 250 m² pour : Bureaux - Société ou Ecole à Cité Petit - Tél : 0668.25.99.97

■Loue Local 92 m² + SP 30 m². Fini. 3 rideaux sur Gd Bd Akid Lotfi. Aménagé luxe pour Cafétéria - Pizzeria - Restau ou Autre - Prix après visite - Tél. 0560.56.29.40

■A louer Local commercial. Idéal : Cabinet médical - Assurance - Banque - Agence de voyages - Grande Société ou Autre - R.D.C. : 150 m² - Etage 2 : 280 m² - Tél. 0661.20.66.32

■A louer 2 Locaux d'une superficie de 30 m² chacun. Bien aménagés avec sanitaires (Avenue d'Arcole) - Tél : 0552.32.86.35 - 0778.87.19.21

■Vends Lot refait à neuf. Acté. 32 m² avec soubente - Sanitaires. Téléphone - Place l'Hippodrome. St-Eugène. ORAN - ou Echange contre Appartement à ORAN - Tél : 0556.78.79.10 - 0552.97.04.92

■A vendre à ORAN-Centre : 01 Local de 400 m² - Acté - avec Matériel de Menuiserie (Fabrication de Cuisines) - Tél. 0555.20.61.61 - 0552.80.32.21

■Loue Local (25 x 25) m². Hauteur 08 m. Peut servir : Café, Pizzeria. Fast. Bureaux. Labo... etc. à côté du Commissariat en face CEM et Local 20 m² - Tél : 0673.42.72.58 / 0559.68.90.77

■A SIDI BEL ABBES : Loue Gd Local. 3 Faç. 300 m² dans un Gd Bd commercial, à usage Multiservices - Clinique - Ecole maternelle - Banque - Assurance - Entreprise - Vente multi produits - Restaurant... - Visite sur RDV - Tél : 0662.56.97.84

■Vends Magasin refait à neuf - 210 m² - Bd Emir Abdelkader - ORAN - Tél : 0553.23.38.76

■Location Immeuble 1.300 m² sur 3 niveaux. Dble façade. Usage commercial - Bureaux - situé sur Gd Bd des 40 m (RTA) ORAN - Tél : 0033.687.597.709 - 0549.75.76.73

EMPLOIS

■Pizzaiolo, Chawarmiste, Plaquist, qualifié avec une expérience plus de 12 ans : Cherche Travail - Tél : 0771.35.11.66

■Salon de coiffure « l'Algéroise » cherche une Coiffeuse qualifiée à Haï El-Yasmine avec un bon salaire - « URGENT » - Tél : 0560.07.00.88

■Sté de construction cherche un Ingénieur en Génie Civil ou un Architecte pour être sur chantier - Envoyez vos CV par E-mail : oran@arbol.net ou nous appeler au : 0782.22.04.11

■Bureau Affaires recrute Secrétaire pour stage, informatique exigée - Se présenter avec CV. 041.21.36.69 - 0667.43.43.15

■Une entreprise située à ORAN recrute : Un Responsable financier ayant un minimum de 05 ans d'expérience - et par voie de CTA : Un (e) Cadre comptable - Envoyer CV : expertseifrs@yahoo.fr

■Cherche Pizzaiolo à Maraval - Tél. 0550.19.54.29

■Bureau d'étude d'architecture recrute Architectes avec expérience dans le domaine. Ayant sens des responsabilités, motivation et esprit d'équipe - Envoyez votre CV à : imprinjil@gmail.com

■Je cherche une Femme de ménage sérieuse, dynamique et propre de 7 H 30 à 16 H 30, habitant les environs de Cité Petit... Contactez-moi au 0560.06.21.84 - Non sérieuse s'abstenir

■J.H. 28 ans. Licence Sciences économiques. Expérience 05 ans : Cherche Emploi dans le domaine - Tél. 0550.97.83.16

■Pharmacie recrute : Pharmacien et Pharmacienne : Diplômée - Vendeur et Vendeuse en pharmacie : Expérience exigée - Salaire motivant - Condition de travail agréable - Adresser C.V. à : « sarlasvip@yahoo.fr »

■Institut de Beauté ORAN cherche Esthéticienne qualifiée - Email : el-wassilacos@hotmail.fr

■Jardin d'enfants cherche Educatrice de crèche bilingue et Femme de ménage - Tél. 0791.48.06.49

■Restaurant à ORAN cherche : Un Pizzaiolo. Expérience exigée - Un Cuisinier. Expérience exigée - Logement non assuré - Tél. 0550.48.12.09

■PUBLIXIS Recrute à ORAN : 02 Graphistes Designers (H/F) - Envoyez votre CV + Portfolio par email : cv@publixis.com

■PUBLIXIS Recrute à ORAN : 4 Délégués Commerciaux (H/F) - 03 Agents de Saisie (maîtrisant le français) - Envoyez votre CV par email : cv@publixis.com

■Recrute : Secrétaire sérieuse, présentable et avec expérience - Vendeuse sérieuse, dynamique et présentable âgée entre 22 et 38 ans - Magasinier et Manutentionnaire mariés, âgés entre 35 et 50 ans - Contacter au : 0782.72.49.43

■Sté Importation cherche une Secrétaire de Direction : Diplôme universitaire. Connaissances de langues. Dynamique. Résident à ORAN - Envoyer CV + Photo par mail : ses.algerie@gmail.com

■Sté Importation cherche un Agent Technico-commercial. Maîtrise le soudage. Jeune, dynamique. Résident à ORAN. Apte pour déplacements - Envoyer CV + Photo par mail : ses.algerie@gmail.com

■Sté Importation cherche Ingénieur en Electronique. Connaissance dans la réparation des Postes à souder. Jeune. Apte pour déplacements. Résident à ORAN - Envoyer CV + Photo par mail : ses.algerie@gmail.com

■ORAN : Pharmacien 23 ans d'expérience préparations, cherche Emploi dans un Laboratoire parapharmaceutique ou chez un Grossiste - Tél : 0557.04.67.59

■Entreprise de Catering située à ORAN cherche 03 Cuisiniers plus de 5 ans d'expérience et 02 Femmes de ménage habitant à ORAN ou les environs - Envoyer CV - ToubaliRachida@yahoo.fr - Tél : 0555.01.09.94

■Société d'importation sise à ORAN recrute : Un Technicien / ou Technicien Supérieur en Electronique / ou Electrotechnique pour un Poste Administratif - Envoyer CV à : emploi231@gmail.com

■Sté privée sise à ORAN Centre cherche Finition (Femmes) - Tél. / SMS au : 0560.95.86.84 ou e-mail : emplotex@hotmail.com

■Sté privée sise à ORAN Centre cherche Styliste et Modéliste (Femmes) - Tél. / SMS au : 0560.95.86.84 ou e-mail : emplotex@hotmail.com

■ETS sis à ORAN cherche Vendeuse / Vendeur au rayon électroménager + meuble et Poseur de meuble pour montage et démontage - Âge entre 26 et 40 ans - Veuillez contacter : 0791.24.28.80

■ZATER Industries Recrute à ORAN : 01 Chauffeur-livreur (Permis B) - Envoyez votre CV par email : cv@zater.fr

■Magasin d'Habillement cherche Vendeuse sérieuse avec C.V. - Tél : 0549.82.64.50 - 0772.02.14.27

■Recrutons dans l'immédiat sur notre Site de production dans la région d'ORAN : Jeune Licenciée (F) en Sciences commerciales ou de Gestion - Envoyez CV au : onrecrute31@yahoo.fr

■L'association « Espoir pour l'autisme » recrute des Psychologues et des Educatrices - Contacter les N° de Tél. suivants : 040.21.32.46 / 0561.648.847

■Sté privée à ORAN cherche Chef de Parc, connaissance Mécanique avec niveau (Bac + 3) + Electromécanicien expérience (Engin, Clark,...) - Tél : 0550.94.55.88 - 0658.43.77.16 - Envoyez vos C.V. : manut.transport@hotmail.com

■Sté privée à HASSI AMEUR cherche Secrétaire expérimentée maîtrisant l'outil informatique et âgée de 30 ans et plus - Contacter Tél : 0550.47.89.04 - 0793.65.12.41 - Orana31@hotmail.com

■Société privée recherche Ingénieur ou T.S. en Froid et Climatisation spécialisés en froid et climatisation - expérience souhaitée - diplôme exigé - Envoyer C.V. et copie diplôme par Fax au : 041.34.45.91 ou par mail : khelifa-oran@hotmail.fr

■Pizzeria à Mdina El Jdidia cherche des Serveuses et Plaquistes - Expérience plus que un an - Tél : 0555.94.16.04

■Cherche une Femme de ménage sérieuse et dynamique habitant à Ain El Turk - Veuillez contacter le : 0554.60.88.01

■EURL ZIDI Société de Taxi recrute Chauffeur de taxi avec expérience - Tél : 0792.07.47.91 - 041.46.88.31 - CV par mail : EURLZIDI@OUTLOOK.FR

■Entreprise de Bâtiment recrute : Plâtriers - Plafonneurs - Finisseurs - Qualifiés - Tél : 0770.25.79.22

■Pharmacie cherche Vendeur (se) AADL 1063 Logis USTO - Tél : 0699.91.60.96 - 0662.33.27.10

■Entrep. en Bâtiment cherche pour un grand chantier à MECHRIA : Ouvriers ordinaires (Manoeuvriers) - Electricien en bâtiment - Chef d'équipe - Mécanicien - Soudeur - Menuisier Poseur - Coffreur - Tél : 0770.98.23.95 - Fax : 049.23.30.57

■Société de Taxi 7/7 située à Ain El-Turck - ORAN recrute des Chauffeurs de taxis H.F. Diplômés - Tél : 0560.09.92.22 - de 09 H 00 à 18 H 00

■Société SARL EL BAIT EL SAID cherche un Comptable - Envoyez CV celui qui est intéressé - Fax : 041.62.22.78 - E-mail : sarlbtchkh@yahoo.fr ou Appelez ce numéro N° Tél : 0550.100.277 - Adresse : 192 Rue Karola Bir El-Djir, ORAN

■Société de Production de Céramique recrute à ORAN : Electricien industriel - Expér. 05 ans - Transport assuré - Fax : 041 53.83.87 / info.bt@barkagroupe.com

■Ecole Privée EL HAYAT SCHOOL Place Fontanelle - GAMBETTA : Recrute Profs retraités Primaire - Moy. - Sec. (T/Matières) - Se présenter avec CV

■Société privée à HASSI AMEUR recrute dans l'immédiat : Caissier (Dépenses / Recettes) - Agent Commercial - Gestionnaire de Stocks - Financier - Email : rajarecrute@yahoo.fr

■Sté TLEMCCEN : Recrute une Responsable Commerciale. Conditions : Résidente à Tlemcen. Maîtrise la gestion commerciale et Outil Infor. (Excel / Word). Expérimentée dans le domaine / Salaire motivant - Transmettre CV à : tlemcen_recrutement@yahoo.fr

DIVERS

■Vends Lot de cuivre pour Décor Cuisine, Pizzeria, Restaurant... + Lot anciennes Pendules et divers Eléments de brocante - Tél : 0555.25.12.11 - 0770.26.40.60

■Je cherche un Associé pour finir 35% de travaux restants pour Immeuble contient 12 Appartements et des Locaux - situé dans le grand boulevard Millenium 2 - Contacter Tél. 0771.40.48.22

■Consultations Santé naturelle et Médecine chinoise chez des Professionnels spécialisés - Tél. 0542.69.47.30

■TLEMCCEN : Vends Matériel de fabrication de Sachets en plastique en bon état - Tél. 0555.96.10.35

■Refait à neuf tous les anciens Matelas en laine, Lavage avec un anti-acariens et Changement de tissu - Appelez le : 0556.58.17.67

■Vds Bateau de plaisance Jeanneau In-bord. Moteur Essence - T.B.E. - Essai sur place - Tél. 0560.10.54.54

■A vendre Chambre à coucher nouveau modèle 6 Portes + un Climatiseur + une Cuisinière - Tél. 0699.51.63.31 - 0555.27.44.73

■Vends Matériel de laiterie comprenant : Bassine 100 L - Divers Moules avec répartiteur pour fabrication de fromage artisanal - Visite sur place à ORAN - Sidi Maarouf - Tél. 0550.31.28.31

■Vends 3 Brodeuses numériques industrielles assistées par ordinateur, mono tête, dernière génération, fabriquées aux USA, séparément ou ensemble, encore sous garantie constructeur - Tél. 0799.45.53.27

■Cherche Associé dans le Tournage / Fraisage, possédant Atelier complet avec Machines et un Matériel de chaudronnerie - Tél : 0776.44.78.92

■Assistance Plus : SPECIAL PREPARATION EXAMEN 2015 : BEM - BAC - Révision spécifique - BAC : 22 Mai au 03 Juin - BEM : 04 au 11 Juin - Gambetta Tél : 041.53.20.27 - Maraval Tél : 041.25.85.55

■Vends : 1 Comptoir de magasin Mischler maron 3,50 m x 0,45 m - 4 Panneaux d'étagères de 5 étages - Une Enseigne de magasin 4,50 m x 0,70 m - Ils ont servi 8 mois - Tél : 0776.80.23.18 - ORAN

■A vendre 60 Mannequins - A vendre Portail (3,60 m x 3,20 m) - Tél : 0771.21.43.27 - ARZEW

■Vente Machine à glace CARPIGANI + Frigo Congélateur - Veuillez me contacter sur ces numéros : 0781.49.54.66 - 0790.50.84.53

■Vends Banc d'essai 12C, marque BOSCH - Tél : 0558.67.19.01 / 0773.31.03.37

■Vends Machine injection Plastique SANDRETTO. Année 96 / 100 T. 400 Gr / 65 T. 250 Gr / 30 T. 100 Gr + 3 Machines injection Préforme PET 250 Gr MAG. PLAST. Année 87 - Tél : 0771.67.35.35

■A vendre Four TIBILETTI en marche plus les Chariots - Tél : 0661.20.05.29 - 0665.01.31.34

■TLEMCCEN - Vends Unité de conservation d'olivières avec Matériel + Huilerie + Unité de séchage de fruits - Tél : 0541.04.40.56

■TLEMCCEN : Vends Jeux de Cartes prix intéressant. Ronda Normale - Ronda Glacée - Poker (32) - Rami Double K (54) - Tél : 0778.03.13.69 - FETHI de 08 h à 12 h

■Vends Moteur MERCEDES Diesel 4 cylindres en très bon état - Tél : 0551.27.72.92 - 0699.94.32.90

■Vends Matériel de Boulangerie orientale Khobz Sour (Matloua) en très bon état - Tél : 0698.94.32.90 et 0551.27.72.92

■Vends Matériels Agricoles italiens neufs : Motopompes d'irrigation 24 Ch. Diam. 80 (200.000 DA) + Atomiseur 400 L (245.000 DA) + Tarière TQ3 avec Ville D60 (198.000 DA) + Charrue 03 Socs (120.000 DA) - Tél : 0657.39.56.79

■Vente Broyeur à mâchoires avec Crible de 2 m sur 1 m de 4 grilles pour sable et gravier marque IROVEY ITALY - Tél : 0555.41.36.67

■« Réparateur Machine à laver ORAN » sur Google pour retrouver mon téléphone. MERAD Réda : 0552.65.23.94 - Intervention à domicile sur ORAN et Banlieue

■Particulier cherche Artisan Maçon pour Travaux Crépiage « Tahrahe » Façade en Mono-Couche - Pas de courtier S.V.P. - Tél : 0555.02.30.00

■Installation - Réparation : Plomberie - Chauffage central - Gaz - Tél : 0550.618.515 - 0551.665.770

■A vendre Matériel de Pressing : Machine à sec + Séchoir + Table à repasser + Machine à laver + Compresseur + Emballeuse murale + Soudese - Très bon état. Marche - Tél : 0561.78.69.78

■Nomades Tours spécialiste maritime informe sa clientèle de l'ouverture de la saison estivale. ORAN - ALCANTE / ORAN - MARSEILLE / ORAN - ALMERIA / ALMERIA - GHAZAOUET - Tél : 041.30.14.01

■Vends Chaîne Fabrication de Sachet : Extrudeuse Basse et Haute Densité - Soudese Bretonne à chaud - Soudese Double piste pour Bretelle et Congélation marque QUENS - Tél : 0771.66.32.00

■Chirurgien-dentiste cherche Associé possédant local, habitant ORAN ou environs - Tél : 0781.41.42.69

■Vds Lot : Presse Plieuse hydraulique 105 T (COLI - France) Long. 2 m 60 + Four de peinture IPOXY long. 16 m 50 (230°) avec Chaîne (Allemagne)... etc. - Tél : 0770.99.26.30 - ORAN

■PLOMBERIE - Plombier : Débouchage Canalisation - Chauffe-eau - Robinetterie - Salle de bain - Evier - Fuite Gaz - Installation - Entretien - Rénovation - Conseil - 7 J/7 et 24 H/24 - Tél : 0559.91.73.14

■A vendre Machine à remplir les Bouteilles d'eau de 20 litres réutilisables avec Lot important de Bouchons et Bouteilles - Tél : 0560.94.61.78

■Achète Meubles et Objets anciens datant de l'époque coloniale tels que : Bureaux - Consoles - Cheminées - Pendules - Horloges - Tableaux - Porcelaine... - Merci - Tél : 0659.22.08.03 - 0552.02.71.45 - 0771.04.93.78

■Prend en charge des Travaux de : Démolition - Gros œuvres - Maçonnerie Gle - Décoration façade. Décoration moderne et classique pour Mur et Plafond F/P - Tél. 0770.42.47.57

■SARL AIR DYNAMIC - Nouvel arrivage : Compresseurs d'air à vis. Différentes puissances / Stationnaires / et Sécheurs - Mob : 0560.00.90.22

PENSÉE

C'est avec une profonde tristesse, émotion, chagrin et beaucoup de respect que nous commémorons le 2ème anniversaire de la disparition de notre chère et regrettée mère et épouse

Mme BELKACEMI Yamina née BENYOUCEF,
décédée le 28 Mai 2013.

Nous demandons à tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.

Ta famille



REMERCIEMENTS

NACER MEHAL et son frère Habib, parents et alliés, expriment leur profonde reconnaissance et leurs remerciements sincères à Son Excellence Monsieur le Président Abdelaziz Bouteflika, à Monsieur Abdelkader Bensalah, président du Conseil de la Nation, à Monsieur Abdelmalek Sellal, Premier ministre, aux innombrables amis et collègues qui leur ont témoigné leur compassion et leur solidarité après le décès survenu le 4 Mai 2015 à Oran de leur chère et regrettée mère, grand-mère, arrière-grand-mère, tante, Hadja Kheira MEHAL née CHERCHALI.
« A ALLAH nous appartenons, à Lui nous retournons ».

PENSÉE

A la mémoire de

M. CHERGUI Ahmed Ali Bénaoumeur
Ex-Sous-Préfet de Mohammadia

Le 28 mai 1969, tu as soudainement été rappelé à Dieu. Notre douleur, aujourd'hui, est encore aussi vive et rien ne pourra combler le grand vide que tu as laissé.

Ta fierté, ta générosité, ton courage et ton amour sont restés gravés dans nos coeurs pour toujours.

En ce douloureux souvenir, nous demandons à tous ceux qui t'ont connu et aimé, d'avoir une pieuse pensée à ta mémoire.

Repose en paix.

A Dieu nous appartenons, à Lui nous retournons.

Ta fille Zoulikha



PENSÉE

Il y a des dates que nul ne peut effacer et des êtres que nul ne peut oublier, comme le 29/05/2014, quand tu nous as quittés à tout jamais notre cher père et époux. Tu as été un grand homme, un père exemplaire. Ta séparation est très douloureuse. Tu as laissé un grand vide que personne ne peut combler
SALMI MOHAMMED.
Tes enfants Hayet, Dounia, Mehdi, ta femme ne cessent de te pleurer Je t'aime papa. Repose en paix et Puisse Dieu t'accueillir dans Son Vaste Paradis.



PENSÉE

Cela fait déjà 1 an que nous a quittés notre chère et tendre mère
Mme BENZERGA AMARIA.
Il ne passe pas 1 jour où on ne pense à toi, nous tes enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.
ALLAH Yerhmek Wa
Youskinouki Fassiha Jinanih.
MAMOUTI



PENSÉE

Le 28 Mai 2010 restera gravé dans nos mémoires où nous a quittés à jamais un homme exceptionnel, Militant de première heure et membre actif de l'OS, notre très cher et regretté père, grand-père Hadj BENACHENHOU Benali.
Ton départ a laissé un vide que nul ne pourra combler. Le temps n'effacera jamais l'image de ton sourire radieux, de ta bonté, ta générosité envers autrui, de ta tendresse et ta grande sagesse. Ton épouse, tes enfants, petits-enfants ainsi que toute ta famille demandent à tous ceux qui t'ont connu, aimé et apprécié d'avoir une pieuse pensée à ta mémoire et à la mémoire de ta fille Nawel.



PENSÉE

Triste fut le 28 Mai 2013 où nous a quittés à jamais notre cher et regretté père
CHAALA HAMZA
laissant derrière lui un immense vide que nul ne pourra combler. Papa rien ne pourra effacer ton image, ta générosité, ton remarquable courage et ta droiture. En cette douloureuse circonstance, ta famille, ton épouse, tes enfants, tes petits-enfants demandent à tous ceux qui t'ont connu d'avoir une pieuse pensée en ta mémoire.



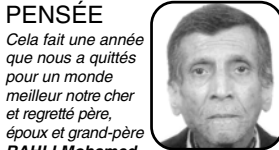
40ÈME JOUR

Madame ALLAL née ALACHAHER EL HADJA
Déjà 40 jours
que nous a quittés notre très chère et regrettée mère et grand-mère laissant un immense vide que nul ne pourra combler.
Puisse Dieu, Le Tout-Puissant, accueillir la défunte en Son Vaste Paradis.



PENSÉE

Pour Adiette
Le 03 Avril tu as quitté ce bas monde, princesse détronée. Tu as trop souffert et le destin a tranché. Les morts ne meurent pas qu'on on les enterre, ils meurent quand on les oublie. On ne t'oubliera jamais Adiette. Ton image restera gravée dans notre mémoire.
Mes sincères condoléances pour la famille BENALI et pour TAOUS.
Mohamed.



PENSÉE

Cela fait une année que nous a quittés pour un monde meilleur notre cher et regretté père, époux et grand-père RAHIL Mohamed.
La vie sans toi n'est rien, plus aucun instant de la vie ne sera comme avant. Seules les prières apaisent notre chagrin. Ton souvenir reste gravé à jamais dans nos coeurs et nous n'oublierons jamais l'image d'un père exceptionnel, généreux et

Société opérant dans l'industrie / distribution de Boissons gazeuses, filiale d'un important Groupe multinational, recherche de toute urgence pour son usine d'Oran (Oued Tlélat) :

1- Inspecteurs contrôle qualité (06)

2- Inspecteurs contrôle qualité Traitement des eaux (02)

3- Infirmier (01)

4- Opérateur SG (02)

5- Electricien industriel (03)

6- Mécanicien industriel (03)

7- Statisticien (01)

8- Gestionnaire de paie (01)

Profil demandé :

- Agé entre 25 et 40 ans
- Savoir parler et écrire en français
- Avoir l'esprit d'équipe
- Expérience exigée : plus de 1 an dans un poste similaire ; ayant travaillé
- Avoir une bonne condition physique (apte à travailler en service quart) sauf les postes **N° 7 et 8**
- Maîtrise l'outil informatique sauf les postes **N° 4, 5, 6**

NIVEAU D'ETUDE ET / OU DIPLOME :

- DEA ou DES en chimie ou biologie pour les postes **N° 1 et 2**
- Diplôme d'Etat d'infirmier pour poste **N° 3**
- Formation en mécanique industrielle pour le poste **N° 4**
- Bac + 3 minimum dans la filiale : mécanique ou électricité industrielle pour les postes **N° 5 et 6**
- Minimum Technicien Supérieur, bonne maîtrise des statistiques et des prévisions et excellente pratique d'Excel croisé dynamique pour le poste **N° 7**
- Connaissance de la législation en matière de travail et la gestion administrative des ressources humaines et bonne maîtrise d'Excel pour le poste **N° 8**

Merci d'envoyer votre CV et lettre de motivation sur :
rh.recrut@castel-dz.com

Importante Société sise à Oran, recrute pour sa nouvelle extension :

N°	Postes	Exigences	Avantages
1	- Ingénieur Production	- Profil : Ingénieur d'Etat en Automatismes, Electronique, Electrotechnique, - Grandes capacités de Leadership, - Compétences en gestion des équipes, - Expérience professionnelle 05 ans, - Réside à Oran.	- Salaire Net : 76 800 DA + Prime. - Transport assuré
2	- Délégués Commerciaux Zones	- Profil : Bac + 04 : Sce Comm / Eco / Gestion, - Maîtrise des techniques de Ventes, - Expérience professionnelle 05 ans, - Réside dans une des wilayas : Boumerdes - Bouira - Tizi Ouzou - Bejaia.	- Salaire Net : 67 500 DA + Prime. - Véhicule de service assuré
3	- Auditeur Qualité	- Profil : Bac + 05, Contrôle Qualité, Industrie Textile, Génie Industriel, Génie Chimie, Génie Mécanique ou équivalent, - Minimum 05 ans d'expérience dans un poste similaire, - Très Bonne Connaissance de la norme ISO 9001 v 2008 (ou v 2015), - Bonne Maîtrise de la langue française.	- Salaire Net : 94 400 DA + Prime. - Transport assuré
4	- Assistante de Direction	- Profil : Licence en Anglais, Interprétariat, Sces Commerciales ou Sces Administratives, - Maîtrise Anglais, Arabe et Français, - Genre : Féminin, - Réside à Oran.	- Salaire Net : 62 800 DA + Prime. - Transport assuré
5	- Tech IT	- Profil : TS en Informatique / Réseau, - Expérience Professionnelle min (03) trois ans, - Réside à Oran.	- Salaire Net : 47 000 DA + Prime. - Transport assuré
6	- Technicien Maintenance	- Profil : TS en Automatismes, Electronique, Electrotechnique, Electromécanique, - Expérience professionnelle (03) trois ans, - Réside à Oran.	- Salaire Net : 58 000 DA + Prime. - Transport assuré

Veuillez remplir le formulaire de recrutement sur le site : **www.recrute-rht.com** ; et, pour d'autres compétences, Adressez vos CV aux mêmes coordonnées.

AVIS AUX BOULANGERS

SARL SHTS

met à votre disposition
un «CREDIT SOCIETE»
sur l'ACHAT de:

- 01 Four rotatif AGIV FORNI
- 108 Plaques 800X1000
- 06 Chariots en inox 800X1000
- Montant (2.500.000,00DA HT)
sur une période de 12mois



Plus d'informations au :
Mob : 0561.60.10.37.
0561.60.10.39.
Tél : 021.44.43.99.

Importante Entreprise Agro-alimentaire sise à la zone industrielle - Hassi Ameur

Met en vente le matériel suivant :

- Groupe frigorifique :

- 02 Compresseurs à vis V.M.Y. NH3 - Puissance électrique 150 KW - 2960 Tr/m - 380 V.

- 01 Ballon BP capacité 4200 L - Pression Maxi. 16 Bars - Année 2001 - Température Maxi -40 avec Contrôleur de niveau NH3.

- 01 Ballon HP capacité 800 - Pression Maxi 21 Bars - Année 2001 avec Niveau à glace et des Organes de sécurité.

- 02 Pompes NH3 de marque WITT TYPE GP51 - Pression Maxi 16 Bars.

- Des Organes de contrôles (Pressostat - Manomètre - Vanne... etc.).

Pour plus de détail veuillez nous contacter au :
040 22 91 11 / 040 22 98 74

Société Commerciale et Industrielle à Es-Sénia

Recrute :

*** 1 Assistante de Direction**

- Niveau exigé : Licence ou Bac + 2.
- Maîtrise du Français et Anglais souhaité.
- Maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel).
- Très bonne élocution et bonne présentation.
- Organisée, dynamique et sens du contact.
- Expérience exigée : minimum 5 ans.
- Résider à Oran ou environs immédiats.

Transmettre CV + photo récente à :
ressources.h.dz@gmail.com

Importante Société recrute :

*** Technicien de la Maintenance et d'Intervention**

*** Cadre Comptable**

Mission principale :

Pour le poste (1) Assurer la maintenance des machines et pour le Poste (2) Assurer la comptabilité générale.

Exigence du profil :

Pour le Poste (1) T.S. en Maintenance. Expérience 3 ans et plus dans un poste similaire – et pour le Poste (2) Licence en Comptabilité et Finances. Expérience 3 ans et plus dans un poste similaire et bonne maîtrise de l'outil informatique.

Merci de nous adresser vos candidatures à l'adresse suivante :

recrutement31dz@gmail.com

ADC Electronique
www.adcelectronique.com



31, Rue Mirauchaux, Oran 31000 | Tél.: 041 40 20 20 | Fax: 041 40 05 27 | Mob: 0555 98 89 74
Email: adcelectronique@yahoo.fr

Société Industrielle et Commerciale

Recrute dans l'immédiat :

Cadres en :

- 1. Marketing**
- 2. Merchandising**
- 3. Communication**

Il est exigé

1. Diplôme dans la filière.
2. Expérience de 3 à 5 années.
3. Résider à Oran ou environs immédiats.

Il est offert :

1. Situation stable.
2. Salaire selon compétences

Transmettre CV + Photo récente à : **contact.kit31@gmail.com**

IN-tuition

SESSIONS INTENSIVES ÉTÉ 2015

05 - 17 ans

Solutions en langues

TEST D'EVALUATION Gratuit

Anglais, Français, Espagnol, Italien...
Du 31 Mai Au 03 Septembre

ORAN

05, Coopérative Adlane Mostapha Usto Bir El Djir.
Zone Usto Oran (Rond-point El Morchid)
Tél : + 213 41 42 02 02 / + 213 41 42 03 03
Mob : + 213 770 99 44 99 / 0550 96 40 18
IN-tuition Oran

Inscription avant le 1 juin place limitée **PBE Pharma Bio Expert**

Formation Commissioning, consulting en conformité

(BPF) & engineering des procédés pharmaceutique et

Biotech, For instrument médical, PSN,

cosmétique, Alimentaire.

En collaboration avec **Ocean CENTER CULTURE & BUSINESS**

LOT 869 coopérative en band "cosider 2" Bordj El-behri - ALGER-

Téléphone : 0561.62.05.49

E-mail: oceancenter2015@gmail.com - FB: www.facebook.com/centrocean

Société privée à la recherche de :

UN CONDUCTEUR CHARGEUR

Conditions de recrutement :

- Diplôme dans la filière.
- Expérience 05 ans minimum.
- Résider à Oran.
- Disponibilité immédiate.

Les candidats répondant aux conditions sont priés d'envoyer leur CV avec Photo au numéro de Fax suivant : **041.42.29.98**

ou à l'adresse email :

rh.recrutement.oran31@gmail.com



Centre ville d'Oran quartier bon accueil

- **Vente logements promotionnels**
- **Type F4 : 135 m²**
- **Type F4 : 145 m²**
- **Type F5 : 175m²**

Tel : 0553 25 86 10

INATAA Des étudiants poursuivis en justice

Rekibi Chikhi

« Nous avons cotisé pour ramasser les 4 millions de centimes, frais des charges de l’avocat qui défendra nos camarades devant le tribunal pénal », nous a déclaré hier, Melle A.K. l’une des délégués des étudiants grévistes de l’Institut de la Nutrition et de l’Alimentation et des Technologies Agroalimentaires (INATAA).

« La direction de notre institut, le Rectorat de l’université des frères Mentouri et la société de sécurité et de gardiennage, ont tous les trois déposé une plainte contre des étudiants, délégués et autres, dont des filles, le nombre peut aller jusqu’à 70 étudiants, les chargeant du grief de destruction de biens publics, et coups et blessures volontaires », ajoute D.C., une déléguée qui a déjà comparu à deux reprises devant le tribunal administratif, suite aux événements de la fermeture de la tour administrative (Mentouri) par les étudiants de l’INATAA. Et de poursuivre : « c’est dans ce contexte que nous avons bloqué encore une fois, le portail de l’entrée, lundi passé, après qu’il ait été libéré juste après les derniers événements ». « Suite aux événements du 5 mai, on a remis 17 certificats médicaux de nos camarades blessés aux services de la Gendarmerie nationale, ils nous ont promis de se charger du reste ». Elle dira encore : « certes, les sanctions du conseil de discipline ont été annulées, mais mon passage au tribunal administratif ne sera jamais effacé de mon dossier, ni le stress que j’ai subi durant cette journée ». « La solution de tous ces tourments est entre les mains du ministère, mais comme disent certains, on n’est qu’une goutte d’eau dans un océan, notre institut est le seul du genre au niveau national, des étudiants de 48 wilayas y font leur formation, on ne s’est pas dépla-

cé loin de nos domiciles pour passer dans des tribunaux, et cette fois cela peut aller plus loin avec un tribunal pénal ». Notons qu’un appel a été lancé par les enseignants de cet institut, le 17 mai, deux jours avant le 19 mai, à travers lequel le corps enseignant dit comprendre et soutenir les revendications des étudiants, à savoir l’introduction des cinq spécialités au niveau de la nomenclature des postes de la fonction publique. Dans cet appel, les enseignants mettent l’accent sur le compromis positif qui s’est dégagé avec « la reconnaissance de leurs revendications par la tutelle, la mise en place d’une commission mixte étudiants-enseignants garante du suivi et de l’enrichissement du dossier relatif à la promotion de leurs diplômes, la volonté déjà exprimée des enseignants de rattraper les retards de cours de microprojets et de mémoires de fin de cycle, selon un calendrier auquel les enseignants réfléchissent ». Les enseignants qui soulignent que personne n’a signalé qu’ils sont restés, eux, pendant 5 mois comme des SDF, sur la route nationale, et qu’ils n’arrivent pas à oublier l’importance des dégâts occasionnés tels que la perte de documents de données lors de l’incendie survenu en 2001, thèse de magister en format électronique, ouvrages, matériel ; les labos contiennent des produits chimiques très inflammables et explosifs, qui coûtent environ 40 milliards de centimes. « Pour les 1200 étudiants, il y a 1200 avis », se désolent les enseignants. « On est pour leurs revendications, fondées d’ailleurs ; on est défavorisés dans le recrutement dans le domaine de la répression de la fraude, le contrôle des aliments, dans la restauration collective comme conseiller de nutrition ; on nous préfère les biologistes, mais on est contre la manière, contre la violence, les menaces, les insultes et la fermeture du portail », soulignent encore les enseignants de l’INATAA.

El Gammes Des échauffourées et des arrestations

A. El Abci

Près de 500 habitants des chalets d’El Gammes ont bloqué, hier et pour le deuxième jour consécutif, l’unique entrée de cette cité et la route de l’ONAMA menant à El Khroub pour réclamer du Premier ministre, Sellal, la prise en charge rapide de leur situation, refusant tout dialogue avec les autorités locales ou même le wali.

Si le 1^{er} jour de la protestation, la situation est demeurée maîtrisée malgré tout le chaos provoqué sur la route, hier, les choses ont quelque peu dérapé, car des échauffourées ont eu lieu entre les manifestants et les forces de police, selon des témoins oculaires. Ce qui a entraîné une réaction musclée des services de sécurité, qui n’ont pas hésité alors à recourir aux coups de matraque et à l’usage de bombes lacrymogènes pour disperser les protestataires. Protestataires qui ont fait savoir que « leur cité compte plus de 2.500 chalets contenant de l’amiante et qu’ils sont bénéficiaires de décisions d’attribution de l’aide de 70 millions de centimes, augmentée après à 120 millions, pour reconstruire des maisons neuves et en dur ». Malheureusement, ajouteront-ils, « ces promesses des pouvoirs publics sont restées lettre morte et cela fait maintenant plusieurs années que nous attendons sans

voir aucun changement sur le terrain ». De même, poursuivront-ils, que « les promesses de prise en charge des deux familles, dont les chalets ont été ravagés par un incendie, n’ont toujours pas été tenues en dépit des engagements de régulariser la situation des victimes au cours de ce mois ». Les protestataires, qui ont barré la route avec des pneus enflammés, des branches d’arbres et de grosses pierres, ont justifié leur action par « les dégradations continues du cadre de vie de leur cité, qui leur a causé de nouvelles maladies à l’instar de l’asthme, de diverses allergies en sus du cancer qui a tué plusieurs d’entre eux en raison de leurs maisons amiantées ».

La fermeture de la route de l’ONAMA a engendré un bouchon monstre de voitures et de poids lourds, qui s’étendait à divers quartiers et cités des alentours, au grand dam des automobilistes qui n’arrêtaient pas de pester. Enfin, nous apprenons de l’un des protestataires que les échauffourées entre les deux parties se sont soldées par l’arrestation de 28 manifestants et que suite à des négociations et un accord trouvé avec un émissaire du wali, la voie a été libérée vers midi trente minutes. Une délégation de 10 habitants de la cité a été reçue par le wali, dans l’après-midi d’hier, pour tenter d’apaiser les esprits.

Les « rencontres du numérique » reviennent

La 3^e édition d’un Colloque international de trois jours intitulé « Les rencontres du numérique » sera ouverte samedi prochain à Constantine, a indiqué mardi la directrice du musée public national des arts et expressions culturelles traditionnelles, Chadia Khalfallah. Organisée en coordination avec le laboratoire « Villes et patrimoine » de la faculté d’architecture et d’urbanisme de l’université Constantine 3, la 1^{re} session de cette rencontre se tiendra au palais Ahmed-Bey tandis que la seconde est prévue à la salle de conférences de la faculté, a précisé la même responsable dans une déclaration à l’APS. Selon Mlle Khalfallah, cette 3^e édition des rencontres du numérique inscrite, cette

année, dans le cadre de la manifestation « Constantine, capitale 2015 de la culture arabe », sera consacrée à « tous les modes d’exposition, dans leurs rapports avec les moyens et les usages numériques ». La rencontre à laquelle participeront des experts étrangers permettra d’engager une réflexion autour des dispositifs d’exposition, appuyée par des expériences menées au Maghreb, en relation avec les réseaux européens et américains dans ce domaine, a-t-elle indiqué, précisant que les communications s’articuleront sur deux principaux axes : « les patrimoines et les expositions au Maghreb » et « les dispositifs numériques dans le parcours muséologique d’exposition on line ».

Remous au Syndicat des retraités

A. Mallem

L’approche du congrès de la Fédération nationale des Travailleurs retraités, prévu au mois de novembre 2015, a provoqué une crise et une scission au sein du bureau de wilaya provisoire de la Fédération des retraités de Constantine, conduit par M. Rebrab Abdesselem. Conséquence : les activités du bureau sont bloquées, au grand désappointement des retraités qui ne savent plus à quel saint se vouer pour exprimer leur mécontentement et faire parvenir, à qui de droit, leur message de détresse. Mais ils ne font que constater, avec tristesse, que leurs représentants sont habités par la division et sont, plutôt, occupés à se disputer les postes de responsabilité. « C’est la triste réalité », ont relevé les membres d’un groupe de retraités que nous avons rencontrés, hier matin, à la Maison du Syndicat ‘Abdelhak Benhamouda’, siège de l’Union de wilaya de l’UGTA de Constantine. Et de nous signaler l’échec du sit-in que le bureau de wilaya a organisé, le 25

mai dernier, devant la Maison du Syndicat, pratiquement, dans une indifférence totale.

Des retraités ont ajouté que, bien avant cette date, ils ont voulu organiser une action pour exprimer leur mécontentement, à propos de la prime annuelle de 5%, accordée, le 1^{er} mai dernier, par le gouvernement aux travailleurs retraités, mais cela n’a pas été possible à cause, justement, de la scission intervenue au bureau de wilaya qui a été toujours le catalyseur de ce genre de manifestation.

Dans cette situation, des membres du bureau provisoire de wilaya des travailleurs retraités, de Constantine, conduits par le responsable organique, en l’occurrence M. Kartous Abdelhamid, ont mis à profit le statut de cette instance, installée le 3 mai 2011, par le secrétaire général de la FNTR, pour mener un mouvement de fronde, en contestant la légitimité du secrétaire général actuel, M. Rebrab Abdesselem. Ce dernier, indifférent à l’agitation entretenue par ses adversai-

res, cherche à couper l’herbe sous leurs pieds et il s’est mis à réclamer, à cor et à cris, l’intervention des autorités syndicales pour mettre fin à la situation provisoire du bureau de wilaya et demander l’organisation, dans les meilleurs délais, d’une assemblée générale pour l’élection d’un nouveau bureau, qui, selon ses dires, aura l’avantage de la légitimité. « Et c’est, seulement, de la sorte que nous pourrions engager le processus de préparation du Congrès national, de novembre prochain », a estimé M. Rebrab.

Nous avons fait cette demande à nos instances syndicales aux niveaux local et central, mais nous n’avons, malheureusement, obtenu aucune réponse, à ce jour », ajouta-t-il, désolé, en exhibant les documents officiels de sa désignation, à la tête du bureau, par le secrétaire général du bureau de la FNTRF ainsi que les correspondances qu’il a faites pour demander la tenue de l’AG électorale. Et le conflit perdure en provoquant le blocage des activités du bureau de wilaya des retraités.

Fruits et légumes

Les marchés se préparent au ramadhan

Au fur et à mesure que le ramadhan approche, les prix des produits de première nécessité prennent de la hauteur. Ce n’est pas encore la grande flambée générale, mais, au niveau du secteur des fruits et légumes et des viandes, les prémices de celle-ci commencent à apparaître. Et le ton vient d’être donné par le poulet dont le prix a sauté brusquement de 300 à 340 dinars le kilo. Ce qui a fait tiquer les ménagères qui, toutefois, n’ont pas été surprises par cette augmentation. Rencontrées hier au niveau des deux marchés de la ville, le marché Boumezzou et des Frères Bettou (Ferrando) qui, comme chacun le sait, servent toujours de « baromètres » à la mercuriale des prix, quelques-unes de ces ménagères nous ont avoué, avec un certain fatalisme, qu’elles sont maintenant largement instruites par cette tradition instaurée par les commerçants qui mettent à profit ce mois de piété et de pardon pour s’enrichir sans vergogne. « Cela ne nous étonne guère, nous ont-elles dit, et nous attendons avec curiosité la dernière semaine d’avant le Ramadhan,

pour voir à quel niveau seront les prix que nous voyons aujourd’hui ». Pour le moment, à part le poulet, la montée des prix s’est faite timidement, dans la proportion de 10 %, comme nous l’ont expliqué les marchands de légumes du marché Boumezzou. Mais ils nous ont étonnés en les entendant justifier cette augmentation par « le manque de travailleurs dans les champs et les jardins », plutôt que par la proximité du Ramadhan. Sur les étales, nous avons constaté tout d’abord l’absence totale de l’oignon sec. « Il est proposé à 135 dinars au prix de gros et nous nous sommes abstenus de le prendre pour le vendre à 150 dinars. Et la marge de bénéfice ne serait pas intéressante », nous dira un marchand en nous proposant des bottes d’oignon pesant 1,5 kg à 70 dinars l’unité. Aussi, les haricots verts sont descendus de 250 à 180 dinars le kilo, mais ils restent tout de même assez chers aux yeux des clients. Sur ce registre, le prix de la pomme de terre a surpris agréablement plus d’une ménagère en voyant que cette « vian-

de du pauvre » est assez bon marché et se vend à 70 dinars. « Mais attendez le mois de Ramadhan et vous verrez à combien elle va se vendre », leur dira le marchand, en faisant allusion à la tendance qu’ont les jeûneurs de consommer abondamment du « Bourek » pendant le carême. Pour les fruits de saison, l’orange locale est partie et a laissé la place à l’orange importée qui est vendue à 240 dinars le kilo. Mais c’est la cerise qui occupe le haut du pavé avec 450 dinars, suivie de la banane à 200, ainsi que la pêche qui vient de rejoindre les étales, pour se vendre à 200 dinars le kilo. Au rayon des viandes, la situation n’a pas changé et le kilo de viande de boeuf est cédé au même prix de 850 dinars qu’il y a un an. De même que celui du mouton qui reste toujours plafonné à 1300 dinars. Et enfin, la sardine se vend, selon sa grosseur, entre 450 et 500 dinars le kilo. Il y a quelques mois, le prix du kilo de ce fruit de mer a surfé sur de hautes vagues atteignant jusqu’à 600 dinars le kilo.

A. M.

22 restaurants de la Rahma pour le ramadhan

Rekibi Chikhi

Les employés de l’aéroport Moha Lmed Boudiaf, les voyageurs ainsi que leurs accompagnateurs, n’auront pas à se soucier de leur « Ftour », si l’heure de rompre le jeûne les surprendrait au niveau de l’aéroport.

La direction des Affaires religieuses et des Wakfs (DARW) a prévu d’organiser des repas pour eux durant tout le mois de ramadhan, nous a déclaré, hier, M. Lakhdar Fanit. Et d’ajouter que « l’aéroport enregistre pendant cette période un flux grandissant de personnes, étant donné que le mois de ramadhan est très prisé par les fidèles qui partent en masse en Arabie saoudite pour l’accomplissement du rituel de l’Omra, et l’heure de rompre le jeûne peut coïncider avec leur présence et celle de leurs accompagnateurs au niveau de l’aéroport, d’où la nécessité de leur garantir des repas sur place ». Un « Ftour », le deuxième du genre, sera organisé par la DARW la nuit du 27^{ème} du mois de ramadhan, en l’honneur des musulmans de nationalité non algérienne, des cadres, des universitaires et de simples

ouvriers y seront conviés. On relève que la précédente édition qui a eu lieu au niveau de Dar El Imam, a été une vraie réussite, et l’on espère, donc, « inscrire cette action dans la continuité ». Concernant les restaurants de la Rahma, « ils seront 22 cette année, dont 3 des restaurants fonctionnels, le reste étant des lieux qui se prêtent à accueillir les jeûneurs, et seront implantés un peu partout, mais on visera spécialement les endroits connus pour un fort afflux de personnes, tels que Bab El Kantara, le centre-ville et la gare de chemin de fer ».

Par ailleurs, et en direction des nécessiteux de la wilaya de Constantine, on prévoit la distribution de 8000 couffins contenant des denrées alimentaires de première nécessité, d’une valeur se situant entre 4000 et 6000 DA. Aussi, le directeur des Affaires religieuses nous apprendra que ses services s’apprêtent à distribuer des fonds de Soundouk Ezakat, en établissant des mandats de 4000 dinars chacun en faveur des démunis. « On est limité dans le budget, mais on essaye toutefois de toucher le plus

grand nombre de personnes, plus la valeur du couffin est basse, plus on touchera une plus large frange de ces nécessiteux », estime notre interlocuteur. Concernant la liste des bénéficiaires, « elle se fait selon un répertoire bien fixe établi par les Imams à travers toute la wilaya de Constantine ; ces derniers prennent aussi en charge la mission de la distribution des couffins ». Il dira, par ailleurs, qu’un logiciel de filtrage des listes est en voie de réalisation. Sur le même registre, un recensement établi par l’APC de Constantine fait état de 5 644 familles démunies qui ont été inscrites à travers les délégations communales et qui bénéficieront au mois de ramadhan d’autant de couffins. On signale que sur ce quota global, 1000 couffins ont été accordés par la wilaya et 300 autres par la DAS. Quant au couffin, on a estimé sa valeur à 5000 DA, représentant « des produits alimentaires de haute qualité », précise encore le communiqué de l’APC. Pour le moment, on n’a pas encore fixé la date de l’entame de l’opération de distribution des couffins, et l’on espère du côté des nécessiteux que cette distribution ait lieu avant le mois de ramadhan et pas à sa fin (!), comme cela a été le cas l’année passée à travers plusieurs communes.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs				
09 chaâbane 1436				
El Fedjr 03h35	Dohr 12h32	Assar 16h22	Maghreb 19h47	Icha 21h23



Football - Ligue 1

Fin de saison sur fond de suspense



M. Benboua

Voici venue l'heure de vérité que tout le monde attend depuis des semaines. La trentième et dernière journée du championnat professionnel de Ligue 1, saison 2014-2015, se jouera demain et livrera ses derniers secrets aussi bien pour les équipes qui accompagneront l'USMBA en division inférieure, que celles qui compléteront le podium. Mais, disons-le tout de suite, les oreilles des puristes et spécialistes seront incontestablement tendues vers le stade Omar-Hamadi de Bologhine, où le choc des mal classés entre l'USMA et l'ASO, aux allures d'une «finale», enverra définitivement le perdant au purgatoire. Premier potentiel relégable, l'ASO n'a donc pas droit à l'erreur, elle qui a déjà barré la route en Coupe d'Algérie à ce même adversaire et sur la même pelouse. Cette fois, le contexte est différent et les Chélifiens veulent croire au miracle, sachant que même un nul n'est pas salubre. En face, l'USMA, amoindrie par l'absence de plusieurs titulaires et en l'absence de ses supporters, huis clos oblige, tentera de se dépasser pour

éviter la défaite et préserver ainsi sa place parmi l'élite. L'autre match, qui retiendra l'attention dans cette partie basse du tableau, aura lieu à El Eulma, où le MCEE abattra sa toute dernière carte devant l'ASMO, sans être sûr de sauver sa peau. En effet, même en cas de victoire, les Eulmis n'auront pas leur destin en mains. Avec 38 points (en cas de succès bien sûr face à l'ASMO), les camarades de Derrardja sont tributaires des résultats des rencontres NAHD-JSS et RCA-MCA.

En cas de défaite du RCA et du NAHD à domicile, les Eulmis seront carrément sauvés. En cas de nul des deux équipes ou bien d'une seule équipe (soit le NAHD ou bien le RCA), le MCEE aura l'avantage des résultats réalisés face aux concurrents directs, puisque les équipes à égalité de points seront départagées selon l'article 79 du règlement du championnat professionnel. Par ailleurs, en cas de nul lors des rencontres NAHD-JSS et RCA-MCA ainsi qu'une victoire du MCEE, cette dernière ainsi que le NAHD et le RCA seront tous les trois avec 38 points. Dans ce cas-là, c'est le RCA qui en fera les frais et sera rétrogra-

dé, par rapport aux résultats enregistrés lors des confrontations directes avec le NAHD et le MCEE. C'est dire toute la complexité de cette fin de saison et l'indécision qui ne fera que prolonger le suspense. Par ailleurs, en haut du tableau, c'est une autre paire de manches. Les seules équipes éparpillées par les calculs sont l'Entente de Sétif en sa qualité de leader et champion de la saison en cours, ainsi que le MOB (44 points), qui est sûr de figurer quoi qu'il arrive sur le podium et ce, en dépit d'une éventuelle défaite à Sidi Bel-Abbès devant l'USMBA, déjà reléguée et qui jouera certainement pour l'honneur. Reste donc à désigner la troisième équipe qui complètera le podium. Dans ce sens, on suivra avec attention les duels à distance entre le CRB et le MCO.

Le Chabab évoluera à Mohammadia face à l'USMH, qui reste sur trois matches sans victoire et qui ambitionne de terminer la saison en beauté, alors que le Mouloudia reçoit l'ESS dans un match capital pour les hommes de Cavalli, déterminés à renouer avec la compétition africaine. Là aussi, l'objectif du MCO est tributaire du résultat du CRB, car en cas de victoire des hommes d'Alain Michel, ces derniers supplanteront le club oranais pour cette troisième place tant convoitée.

Enfin, la rencontre entre le CSC et la JSK sera dénuée de tout enjeu, puisque les deux équipes se sont mises à l'abri.

CRB Tizi

Une accession largement méritée

Abid Djebbar

Le Chabab riadi baladiet Tizi (CRBT) relevant de la wilaya de Mascara, qui a rétrogradé la saison dernière de la Régionale Une en régionale Deux de la Ligue régionale de Saïda, a su cette saison comment tirer les enseignements du passé pour mettre sur rails une équipe compétitive capable de relever le défi et redorer le blason du club.

Le nouveau président, El Djillali, un véritable amoureux

du club, entouré par une nouvelle équipe dirigeante, a pris les devants pour trouver les ressources nécessaires sur le plan financier ainsi que dans l'organisation, le recrutement et la préparation. Son choix s'est porté sur l'entraîneur Bahloul Hamza, un technicien qui connaît bien la maison, puisqu'il fut un ancien baroudeur du GCM, du MCS, de l'IST, de l'IRBOEA, avant d'opter pour le Chabab de Tizi en y terminant sa carrière de joueur. La préparation précoce et en

temps opportun a été très bénéfique pour les joueurs, qui ont entamé le championnat tambour battant dans cette division en s'accaparant de la première place, du début jusqu'à l'ultime journée.

D'ailleurs, il suffit de voir l'écart de 15 points entre le CRBT et ses poursuivants, à l'image du CRB Takhemaret et l'ESB Saïda, pour expliquer la suprématie du Chabab, qui a terminé la saison avec 61 points pour 20 matches gagnés, 1 nul et 7 perdus.

USMH - Laïb défie l'opposition

Le feuilleton de l'été à El Harrach

M. Lamine

À l'USMH, les regards des milieux sportifs de ce club seront braqués, dès la fin de saison, sur le bras de fer entre le président Mohamed Laïb et ses opposants qui essayent de le pousser vers la porte de sortie. Ce sera en quelque sorte le feuilleton de l'été à El Harrach, où Laïb se sent en position de force eu égard au parcours honorable réalisé cette saison par l'équipe, tout en comptant sur le soutien des membres du conseil d'administration ainsi que les joueurs. Les griefs retenus contre Laïb sont nombreux; on lui en veut d'ignorer d'anciens dirigeants du club à l'instar de Abdelkader Mana.

Ce dernier, bien qu'occupant la fonction honorifique de porte-parole du club, a pris une position claire dans ce conflit en voulant donner un coup de pouce à son ami de toujours, Saïd Allik, pour accaparer le poste de président. Allik, qui est porteur d'un projet pour le club, a toutefois précisé qu'il ne se

manifestera pas tant que Laïb demeure en poste. Ceci dit, l'opposition est convaincu qu'une nouvelle ère s'ouvrira pour l'USMH sous la coupe de Allik, sachant que ce dernier porte toujours le club dans son cœur outre sa longue expérience avec l'USMA qu'il mettra au service du club accusé d'amatisme dans sa gestion. Outre ce grief, on reproche à Laïb de n'avoir fait gagner aucun titre depuis 1998 malgré la politique de formation qu'il prône depuis des années. Un membre actif de l'opposition estime que cette politique de formation n'est que de la poudre aux yeux pour leurrer les sportifs harrachis. « Comment se fait-il que la plupart des joueurs qui forment l'équipe seniors ne sont pas issus de l'école de l'USMH ? Laïb nous prend-il pour des gens qui ne connaissent rien au football ? », s'est interrogé ce membre de l'opposition qui a appelé les sportifs harrachis à accepter la venue de Allik à l'USMH qui, dira-t-il,

a porté ses couleurs et continue à l'aimer. « On a besoin d'un président ambitieux », ajoutera ce membre de l'opposition. De son côté, Laïb a pris ses devants en convoquant prochainement l'assemblée ordinaire de fin de saison, car étant certain que ses bilans seront adoptés, ce qui lui permettra de prendre le dessus sur ses détracteurs, tout en essayant de rassembler le maximum de soutien au sein des supporters. « Notre travail de formation portera bientôt ses fruits puisqu'une dizaine de joueurs formés au club seront promus en équipe seniors dès la prochaine saison et l'entraîneur Boualem Charef pourra compter sur ces renforts », affirma Laïb qui est certainement heureux de voir les jeunes des catégories U18 et U21 atteindre les finales de la Coupe d'Algérie. C'est pour cela que le président de l'USMH, contrairement aux années précédentes, n'insistera pas trop pour retenir certains cadres en fin de contrat, sachant que la relève existe.

Cyclisme - Championnats nationaux des jeunes

Fête de la petite reine à Mascara et Zahana

Tilmatine Mohamed

La Ligue de cyclisme de la wilaya de Mascara, présidée par Kerboua Mabrouk, un ancien de la discipline, est chargée, en collaboration avec la DJS, d'organiser les championnats nationaux de cyclisme dans les catégories minimes, cadets et juniors, ce week-end à Mascara et Zahana. Les organisateurs, qui comptent sur l'expérience acquise l'année écoulée par le déroulement des championnats d'Algérie juniors et seniors, n'auront sans doute aucune difficulté pour la réussite de cette importante manifestation qui regroupera l'élite nationale des catégories

jeunes. La première course, qui démarrera à 9h00 demain, concernera les juniors, sur un circuit fermé de 5,5 km à Mascara d'une vingtaine de tours. La dernière édition de 2014, rappelons-le, fut remportée par Mansouri Islem du NR Delly Ibrahim, vainqueur aussi du grand prix national de la ville d'Oran le 1^{er} mai 2015. De leur côté, les cadets auront à parcourir une distance d'environ 72 km sur un circuit fermé de 6 km à Zahana-ville samedi.

Cependant, le vainqueur de l'année écoulée à Sidi Bel-Abbès, Benhamadi Aymen de l'ASN Oued-Tlélât, est passé en catégorie supérieure. Ce sera le

même cas chez les minimes car le détenteur du titre, Belchaghem Oussama de l'AS Naftal d'Oran, défendra ses chances chez les cadets. Les minimes évolueront aussi sur le même circuit le même jour sur une distance d'environ 48 km à effectuer en 8 tours, à partir de 9h00. Par ailleurs, dans le cadre de la vulgarisation de la discipline dans la wilaya de Mascara, les organisateurs ont mis sur pied le grand prix du Chahid Ahmed Zabana à l'intention de tous les pratiquants, licenciés ou non, de tout âge disposant d'un vélo (course, VTT ou autre) sur une distance de 20 km prévue demain à 17h00 à Zahana.

Handball - Finale Coupe d'Algérie dames

Le HBCEB pour le doublé, le GSP pour le rachat

Le HBC El-Biar et le GS Pétroliers en découleront demain (18h00) à la salle Harcha-Hacene) en finale de la Coupe d'Algérie de handball (seniors dames), avec pour objectifs le doublé pour le premier et le rachat pour le second. Après leur titre de championnes d'Algérie décroché haut la main face à ce même adversaire, les El-Biaroises, qui ont écarté en demi-finale l'ES Akbou, ont vite oublié leur sacre pour se concentrer sur

leur match face au GSP, un adversaire qu'elles connaissent très bien pour l'avoir rencontré à cinq reprises lors des finales de Dame coupe. En effet, le GSP et le HBC El-Biar animeront vendredi pour la sixième fois, dont trois consécutives, la finale de la Coupe d'Algérie de handball de la catégorie. Cette finale revêt un cachet très spécial cette saison pour les filles de Karim Achour, qui espèrent remporter le doublé, Coupe d'Algérie-championnat na-

tional. Battu à ce même stade de la compétition par le même adversaire la saison dernière, le GSP, vainqueur de la Coupe arabe des clubs-2015 à Agadir (Maroc), espère non seulement prendre sa revanche mais également sauver une saison qui l'a vu perdre son titre de champion d'Algérie. A noter que cette rencontre sera suivie par la finale de la Coupe d'Algérie seniors messieurs, prévue, elle, samedi à 15h00 toujours à la salle Harcha.

Basket-ball - Superdivision A

L'US Sétif face à son destin

F. B.

Les regards des puristes de la balle au panier seront braqués vers la salle omnisports de Sétif pour suivre, ce vendredi à 18h00, la seconde manche de la finale des As qui mettra aux prises le champion en titre, le GS Pétroliers, et l'invité surprise aux dents longues, l'US Sétif.

Une finale inédite dont la

première manche, faut-il le signaler, a été remportée mardi soir à Hydra par les Pétroliers sur le score de 75-64. Après cette défaite amère pour le coach Marouane Brahimi, les joueurs de l'USS n'ont d'autre alternative que de se surpasser pour remettre les pendules à l'heure devant leur public et espérer disputer la « belle » prévue samedi

en cas d'égalité toujours dans la même salle.

Faute de quoi, le titre, qui semblait leur être promis cette saison, risque de leur filer sous le nez devant un adversaire certainement en position de force grâce à sa victoire à Hydra et à son capital expérience.

Une chose est sûre, la salle de Sétif vibrera à l'occasion de ce rendez-vous.

www.renault.dz

DERNAHA AU PRIX EXCEPTIONNEL
DE 1 099 000 DA
DISPONIBLE IMMÉDIATEMENT



NOUVELLE RENAULT SYMBOL EXCEPTION
CLIMATISATION • VITRES ÉLECTRIQUES AVANT ET ARRIÈRE
• RÉTROVISEURS EXTÉRIEURS ÉLECTRIQUES

NOUVELLE VERSION EXCEPTION ÉQUIPÉE DE :
ORDINATEUR DE BORD • PROJECTEURS ANTIBROUILLARD • RÉTROVISEURS EXTÉRIEURS ÉLECTRIQUES • SIEGE ISOFIX
• ALERTE OUBLI CEINTURE CÔTÉ CONDUCTEUR.

CHANGEONS DE VIE
CHANGEONS L'AUTOMOBILE



www.renault.dz



MOBICAM
Fabricant de tous types de meubles

Les bonnes affaires du début de l'année 2015
Pourquoi payer plus cher ?!



95000 Da
Prix d'usine 107000 Da

72000 Da
Prix d'usine 75000 Da



Armoire pour chambre individuelle
27000 Da
Prix d'usine 22500 Da



Meuble Têlé avec tiroirs
17500 Da
Prix d'usine 12000 Da

WWW.MOBICAM-DZ.COM / CONTACT@MOBICAM-DZ.COM

SHOW ROOM & BUREAU
COMMERCIAL 04, RUE MEMPHIS
(FACE AU PORTAIL ÉCOLE BEN
ABDERRAHMANE), GAMBETTA - ORAN
TÉL. & FAX: 041 53 44 26 / 041 53 26 94
MOBILE: 0550 48 11 99 / 0560 09 78 10 /
0770 87 52 40 / 0770 86 50 30

ON A TOUT À GAGNER
À FAIRE CONFIANCE AU N°1

**FORFAIT FILTRE
HABITACLE***

**+
MAIN D'ŒUVRE**

À PARTIR DE
1 900 DA TTC

**PIÈCES
D'ORIGINE**



**OFFRE VALABLE DANS TOUT
LE RÉSEAU RENAULT ALGÉRIE**



Pour plus d'informations : 0560 00 69 00 / contact.client@renault.dz
OFFRE VALABLE SUR LES VÉHICULES RENAULT ET DACIA. VOIR CONDITIONS CHEZ VOTRE AGENT.
*VOIR AVEC VOTRE CONSEILLER LA POSSIBILITÉ DE RECHARGEMENT DE GAZ.

CHANGEONS DE VIE
CHANGEONS L'AUTOMOBILE





07.00 Sabah el kheir
09.05 Saïdati
10.00 Dessin animé
10.30 Alf wila wa wila
11.10 Chahid wa chawahid
12.15 El moustahlik
12.45 Hadi el arouah
13.00 Journal télévisé
13.30 Doumoue el thaldj
15.00 Mahla di aâchia
17.00 Dessin animé
17.30 Tadj el qoraan
18.00 Journal télévisé amazight
18.20 Tadar tarbah
18.55 Fi taâni salama
19.20 Familtna
20.00 Journal télévisé
20.45 Khalasli kahwa - Série
21.00 Rana hana
22.25 The tourist - Film
00.30 Dafatir el cinema
00.40 Tahya ya didou - Film



19.50 Les pleins pouvoirs



Avec Clint Eastwood, Ed Harris, Gene Hackman, Laura Linney
Luther Whitney, gentleman cambrioleur, s'introduit dans la splendide demeure de Walter Sullivan, l'un des hommes les plus influents de Washington, qui est supposé être parti en voyage avec sa ravissante épouse Christy. Dérangé par un bruit étrange, Luther se cache derrière une glace sans tain et aperçoit avec stupeur la jeune Christy dans les bras d'Allen Richmond, le président des Etats-Unis !



09.00 Bonjour d'Algérie (direct)
10.30 Boudhou 2
11.00 La semaine Eco
12.00 Journal en français
12.35 Massadjid oua tarikh
13.20 Prière du vendredi (direct)
13.45 Association E'nahdha (Oran)
14.15 Réflexions
15.00 Top sport
15.35 Dessin animé
16.00 Finale coupe d'Algérie «Handball fille» direct
18.00 Journal en amazigh
18.20 Boudhou 2
18.45 Caméra café
19.00 Journal en français
19.30 Point culturel
20.00 Journal en arabe
20.45 Familtna
21.20 Séquences d'archives
22.45 L'Emir Abdelkader



19.50 Faut pas rêver



- Costa Rica, le paradis vert
Présenté par Philippe Gougler
Philippe Gougler part à la découverte du Costa Rica, pays niché au cœur de l'Amérique centrale. L'arche de Noé. A Puerto Viejo, un refuge pour animaux, le Jaguar Rescue Center, élève et soigne tous ses pensionnaires pour qu'ils puissent retrouver leur liberté • Volcans : Les géants de feu. Découverte des volcans vus du ciel, puis du cratère du mythique Turrialba • Le club des camionneurs. A 84 ans, Toulou est toujours chauffeur routier.



JEUDI



19.55 Alice Nevers, le juge est une femme



Saison 13 - Episode 5
- Les liens du coeur
Avec Marine Delterme, Ahmed Sylla
Jean-Michel Tinivelli, Pierre Santini
Jenny Peyrac, professeur d'anglais, est retrouvée assassinée près d'une usine de cimenterie. La victime était sous surveillance électronique, suspectée d'être impliquée dans une affaire de braquage commis dix ans plus tôt.



19.55 Scorpion



Saison 1 - Episode 19
- Les coeurs en flamme
Avec Elyes Gabel, Jady Wong, Katharine McPhee, Ari Stidham
Alors qu'une violente tempête se prépare, six randonneurs se sont perdus dans la forêt nationale de Los Angeles. Cabe demande alors à l'équipe de les retrouver et de leur venir en aide. Grâce à un appareil qu'il a conçu quelques années auparavant, Walter retrouve facilement leur trace. Cabe les envoie donc sur place par hélicoptère, pour guider les promeneurs hors de la forêt.

19.55 Des paroles et des actes



Présenté par David Pujadas
A l'heure où nous imprimions, le nom de l'invité n'était pas encore communiqué. Ce magazine mensuel s'organise autour d'une personnalité politique. L'invité réagit à plusieurs thématiques, exprime ses idées et dévoile ses projets. Entouré de journalistes de la rédaction - Nathalie Saint-Cricq pour la séquence «Le Révélateur», François Lenglet pour la séquence «Pure économie», Jeff Wittenberg pour la séquence «Pure politique»...



19.45 Grand Piano



Avec Elijah Wood, John Cusack, Kerry Bishé, Tamsin Egerton
Tom Selznick, pianiste de renom, retourne sur scène après plusieurs années d'absence. L'artiste a arrêté son activité à cause d'un trac incontrôlable. C'est avec appréhension qu'il va donner un concert à Chicago. Il va de plus travailler sur le piano qui appartenait à son ami compositeur Patrick Godureaux, désormais disparu.



20.00 Vikings



Saison 3 - Episode 3
- Le destin du guerrier
Avec Travis Fimmel, George Blagden, Katheryn Winnick, Clive Standen
Helga rencontre le mystérieux étranger qu'elle a vu en songes et accepte de le secourir. L'inconnu qui se nomme Harbard est un vagabond au cœur pur qui suscite la compassion et la curiosité de la princesse Aslaug. Il se révèle bientôt doté de pouvoirs étonnants.



19.45 Driven



Avec Sylvester Stallone, Kip Pardue, Burt Reynolds, Estella Warren
A la suite d'un grave accident quatre ans plus tôt qui a failli lui coûter la vie, l'ancien pilote automobile américain Joe Tanto s'est éloigné des circuits. Depuis, il rumine ses erreurs. Jusqu'au jour où son ami Carl Henry, patron d'une prestigieuse écurie, le rappelle afin d'entraîner son poulain Jimmy Bly, un jeune prodige en difficulté.



VENREDI



19.55 Koh-Lanta



Saison 13 - Episode 6
Présenté par Denis Brogniart
La rivalité entre les deux tribus atteint son paroxysme. La tension est à son comble alors que l'une des plus précieuses récompenses de l'aventure, le coup de téléphone à un proche, se profile. «Jeu de confort : Le sablier humain». Les aventuriers doivent apporter une lourde malle le plus loin possible en mer.



19.55 NCIS : Nouvelle-Orléans



Saison 1 - Episode 17
- More Now
Avec Scott Bakula, Lucas Black, Zoe McLellan, CCH Pounder
Pride se rend de façon non-officielle à Charleston, en Caroline du Sud, où il espère retrouver le «Poisson appât», un fugitif qu'il traque depuis plusieurs années. Ce dernier aurait été récemment en contact avec un orthopédiste qui vient tout juste d'être assassiné. Dwayne charge Christopher et Brody d'enquêter discrètement sur le lien qui pouvait unir les deux hommes.

19.55 Candice Renoir



Saison 3 - Episode 5
- Si ce n'est toi, c'est donc ton frère
Avec Cécile Bois, Raphaël Lenglet, Gaya Verneuil, Delphine Rich
Nathalie Legrand, 29 ans, a été retrouvée morte dans le filet d'un pêcheur. L'autopsie révèle qu'elle a été étouffée avant d'être jetée à l'eau. Elle vivait depuis deux ans dans le quartier de la Pointe-Courte avec ses deux jeunes enfants. Candice apprend que l'ex-conjoint de Nathalie fait une grève de la faim sur le port de Sète avec un autre père en colère.



19.45 Poséidon



Avec Kurt Russell, Josh Lucas, Emmy Rossum, Andre Braugher
Des centaines de passagers se pressent dans la salle de bal du paquebot Poséidon pour fêter la Saint-Sylvestre avec le capitaine Bradford. Soudain, le bâtiment est retourné par une lame de fond. Les hublots volent en éclats, les canalisations se rompent et les lumières s'éteignent. Parmi les rescapés figurent le joueur professionnel Dylan Johns, l'ancien maire de New York Robert Ramsey, une mère de famille, Maggie, et son fils Conor.



22.15 Godzilla



Avec Aaron Taylor-Johnson, Elizabeth Olsen, Bryan Cranston
En 1999, à Janjira, au Japon, Joe Brody, physicien nucléaire américain, assiste impuissant à la mort de sa femme, Sandra, au cours d'un accident dans la centrale où ils travaillent. Quinze ans plus tard, Ford, le fils de Joe et Sandra, désormais militaire, retrouve sa famille aux Etats-Unis. Pendant ce temps, au Japon, Joe, qui ne croit pas à la version officielle du tremblement de Terre, veut faire éclater la vérité sur ce qui s'est passé 15 ans plus tôt.



19.45 Cellular



Avec Kim Basinger, Chris Evans, William H Macy, Eric Christian
Jessica, professeure de biologie, est enlevée puis séquestrée par des hommes armés. Mère de famille, cette dernière n'a aucune idée de l'identité de ses agresseurs, ni de leurs motivations. En rafistolant les morceaux d'un téléphone cassé par ces derniers, elle parvient à joindre un certain Ryan, un inconnu, et lui demande de l'aider.

**Bélier** 21-03 au 20-04

Multipliez les rendez-vous, même s'il faut vous déplacer. Votre capacité à communiquer est à l'honneur; même si vous n'avez pas trop la pêche physiquement, faites les efforts nécessaires.

**Taureau** 21-04 au 21-05

Aujourd'hui, vous avez l'âme d'un artiste ou d'un poète, aussi prenez le temps d'écouter vos musiques préférées, de coucher sur le papier ou sur la toile votre riche imaginaire...

**Gémeaux**

22-05 au 21-06

En ce moment, vous avez un peu de mal à concilier la vie sociale et la vie familiale. Essayez de lâcher prise avec le boulot dès que vous rentrez chez vous. Et appréciez...

**Cancer** 22-06 au 22-07

Votre voisinage ou un membre de votre famille vous confie ses difficultés et vous n'êtes pas au mieux de votre forme pour l'épauler. Faites une méditation...

**Lion** 23-07 au 23-08

Une Lune dépendaire vous pousse à faire les magasins ou à craquer devant les pâtisseries. Pensez à partager avec vos amis, cela vous empêchera de culpabiliser...

**Vierge** 24-08 au 23-09

En ce moment, vous mettez toute votre énergie dans vos objectifs sociaux. Et cela finira par payer car vous pensez à augmenter votre capital ou vos acquis.

**Balance** 24-09 au 23-10

Si vous êtes actuellement en vacances, ne culpabilisez pas si vous n'avez pas envie de faire toutes les excursions prévues. Accordez-vous aussi du vrai repos...

**Scorpion** 24-10 au 22-11

Vos amis vous boudent ou se font rares? A vous de les recontacter, maintenant que vos finances s'améliorent et que vous pouvez leur renvoyer l'ascenseur.

**Sagittaire**

23-11 au 21-12

Depuis quelques jours, votre partenaire ou vos collaborateurs sollicitent votre avis. Profitez-en pour leur demander à reconsidérer la place que vous occupez dans leur vie.

**Capricorne**

22-12 au 20-01

Multipliez les contacts avec les pays étrangers, intéressez-vous aux moeurs des autres peuples. Bref, sortez des sentiers battus, c'est toujours enrichissant.

**Verseau** 21-01 au 18-02

En ce moment, les plaisirs et les jeux amoureux tiennent beaucoup de place dans votre vie. Des secrets de l'alcôve aux confessions intimes, vous vivez tout cela intensément.

**Poissons**

19-02 au 20-03

En ce moment vous êtes plus sensible aux émotions de votre conjoint ou de vos partenaires. Lorsque vous serez à la maison, recentrez-vous en vous relaxant...

Jeux proposés par Chérifa Benghani

ANE PAS MÉLANGER AVEC LES TORCHONS

GAGA VRAI

ARGENT INFINITIF

UNION D'OUTRE-MER

PETIT CUBE

COURS D'EAU

REPENTIR SAINT

DEUX-ROUES GRECQUE

PARTIE DU GLOBE PRONOM

RETRÉES EMPESTER NEZ

PLEIN JOUR MILLILITRE PROGRÈS

CHOPE PAS PILE!

ETOILE GREFFER

NORD ALGÉRIEN

MESSIEURS LES ANGLAIS!

NOTE ET ARTICLE

CROCHET CONFER

TITANE PARCOURU

POTE ARTICLE

SOCLE DE GOLF

ORIGINE RADIUM

SE PROMENER SANS BUT PRÉCIS OS DE LA CUISSE

FLECHES N° 5632

ACCALMIE - AERATION - AFIN - ARRET - BAZAR - CIVILITE - DEVALISER - ECONOMIE - ESPERANCE - ESPOIR - FANTASME - GARNEMENT - GENEROSITE - INTELLIGENCE - JOINDRE - LENTEUR - LIESSE - MAISON - MASSE - MELANCOLIE - MERCI - MIMIQUE - MIROIR - MOINEAU - MUSE - NACRE - NATURE - NORD - OISEAU - OURS - PALME - PETARD - PRECOCITE - PRENOM - QUEUE - RELIQUAT - RIRE - TACT.

E I M O N O C E R G R A P E E
N U E U O E E E E R A E U E
O A T R R R S N L R L S Q E C
S E I S D I E I E M S I I U N
I S L N L R Q T E E M C A Q E
A I I A O U I C I I R E M E G
M O V S A C N L M E R I O M I
J E I T O A O A M A R M I S L
D T C C R C S O T O D L N A L
E A E E N S N I I R E A E T E
T R P A E E O R A S C C A N T
P S L N R N A T U R E C U A N
E E I P T N E M E N R A G F I
M F R I O P S E R U E T N E L
A P I E R R E S S D B A Z A R

Les 9 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er est un nombre.
- Trouer fait mon 2e.
Mon tout, c'est éparpiller.

FOUILLIS N° 5632

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

CROISES N° 5632

Horizontalement:

- Flatte ou veut faire rire.
- Ramener.
- Glucide.
- Azbine du Niger. Symbole de métal blanc.
- Un joli retourné. Roche tendre.
- Lettres à lettres. Pièce d'eau.
- Fort prise. Pronom.
- Action de rejeter.
- Renvoi de note. Visent.
- Point de côté. Annule de droit.
- Caler.
- De naissance.

Verticalement:

- Plus jeunes.
- Incertaine.
- Amène de l'eau à son moulin. En vogue.
- Elément radioactif artificiel.
- C'est moitié moitié pour le tonton.
- Suédoise du textile.
- Tira.
- Fait plus long.
- Bon pour.
- Géré au pied levé.
- Excédions.
- Article.
- Famille de peintres chinois.
- Poisson d'ornement.
- Excédent. Sans effets.
- Pin's alors!

LES SOLUTIONS

CROISES N°5631

SECRET

R	E	S	T	E	N	T	A	M
A	R	I	A	O	U	R	D	I
P	R	R	A	C	E	O	N	
P	E	U	T	E	T	R	E	U
R	U	E	R	M	A	L	T	E
T	R	E	M	B	L	A	I	
R	U	E	R	M	A	L	T	E
E	P	I	Q	U	A	T	R	E
U	R	N	E	L	I	A	U	
R	E	S	P	L	E	N	D	I

FLECHES N°5631

P	R	E	T	E	X	T	E	
O	C	R	S	O	U	F		
M	M	A	T	A	X	E		
M	I	E	N	N	E	S		
E	R	Q	U	E	C	S		
D	E	B	U	T	B	U		
E	P	I	P	I	R	E		
T	E	L	R	O	I			
E	N	F	L	E	E	S		
R	M	I	V	A	U	T		
R	P	T	O	U	R	S		
E	S	S	E	S	T	E	L	

FOUILLIS N°5631 TABOURET (Ta - Boue - Rée)

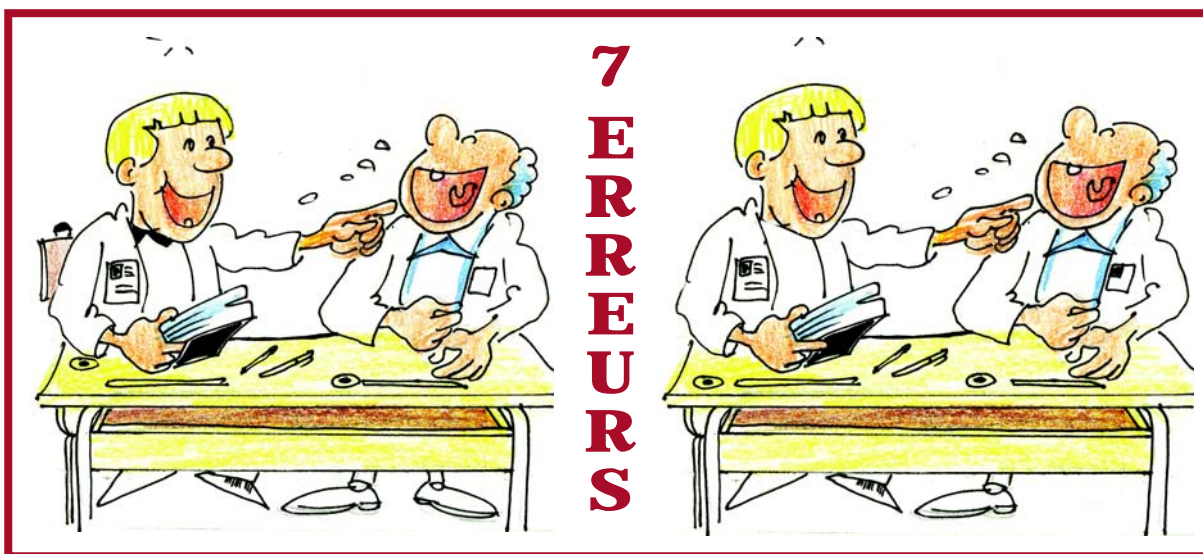
CODÉS N°5631

1	E	R	T	A	5	N	6	S	7	U	8	O	I	10	11	12	13
14	C	P															

1	L	O	M	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14													

10	4	5	7	1	6	8	6		3
4	13	8	1	7	4	10		1	8
13		1		14	4	10	2		7
2	6	8	11	4		4	3	9	10
1	9	3	4	10	8	5		12	9
7	3	8		12	2	6	4	12	6
6	2	12	12	4		8	1	4	8
9	12	16	4		2	6	8		12
2		10	4	11	8	9	12		9
12	7	4	5		5	2	15	1	4
12	10			3	9	12	4	4	
8	11	8	6	4	5		4	6	8
9	4	12	8			3		6	3
10	12		6	10	8	9	6	10	4
4	6	10	8	12	11	4	10	4	5

CODÉS N°5632



Raids aériens israéliens sur Ghaza



L'armée de l'air israélienne a annoncé avoir lancé quatre frappes sur la bande de Ghaza mercredi matin, sans faire de victime, quelques heures après un tir de roquette depuis l'enclave sur le sud d'Israël. Les avions ont visé des camps d'entraînement du Jihad islamique à Rafah, Khan Younés et dans la ville de Ghaza, selon des témoins palestiniens. C'est la première fois depuis l'entrée en vigueur du cessez-le feu qui a mis fin à 50 jours d'agression à l'été 2014 qu'une roquette de moyenne portée, d'une quarantaine de kilomètres, est tirée depuis l'enclave palestinienne vers Israël, a indiqué une porte-parole de l'armée. Les quelques roquettes tirées depuis la fin de la guerre s'étaient abattues dans des zones plus proches de la bande de Gaza. Lors de l'agression de l'été 2014, près de 2.200 Palestiniens avaient été tués, en majorité des civils.

Tony Blair démissionne de son poste d'émissaire du Quartette



Tony Blair a démissionné de son poste d'émissaire du Quartette pour le Proche-Orient, une décision qui sera effective à partir du mois de juin, a déclaré mercredi à l'AFP une porte-parole de l'ex-Premier ministre britannique. M. Blair «a écrit aujourd'hui à Ban Ki-moon (le secrétaire général de l'Onu) pour lui confirmer formellement qu'il renoncera à son rôle une fois accomplis ses engagements prioritaires en tant qu'émissaire du Quartette, le mois prochain», a-t-elle expliqué. Le Quartette pour le Proche-Orient, composé des Etats-Unis, de la Russie, de l'Union européenne et de l'Onu, a été fondé en 2002 afin de jouer le rôle de médiateur dans le processus de paix israélo-palestinien. Son action a été régulièrement critiquée en raison de l'absence de progrès dans le processus de paix même si lui-même n'a aucun rôle formel dans ces négociations. Il lui était aussi reproché d'entretenir de mauvaises relations avec l'Autorité palestinienne qui dénonçait sa proximité supposée avec Israël.

Tunisie: un militaire tué et trois autres blessés

Un militaire tunisien est mort et trois autres ont été blessés au cours d'un entraînement avec des armes et munitions réelles, a indiqué mercredi à l'AFP le porte-parole du ministère de la Défense, Belhassen Oueslati. Lors d'un entraînement sur un champ de tir à Cap Engela, «l'un des officiers a retiré la goupille de sécurité de la grenade qu'il avait à la main (...) et une explosion s'est produite», a-t-il dit. «Lui est mort et trois autres (militaires) qui se trouvaient à côté de lui ont été blessés», a-t-il ajouté. Cet accident est survenu après qu'un caporal a tué sept militaires lundi dans une caserne de Tunis avant d'être abattu. Les autorités ont dit privilégier la piste d'un «acte isolé» et non «terroriste», le tueur ayant eu des problèmes privés et professionnels.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Le 1er ministre libyen échappe à une tentative d'assassinat

Les forces armées des autorités libyennes reconnues par la communauté internationale ont prévenu mercredi qu'elles riposteraient «avec force et fermeté» à toute agression visant les institutions de l'Etat, au lendemain d'une tentative d'assassinat à laquelle a échappé le Premier ministre Abdallah al-Theni. Dans un communiqué diffusé par l'agence de presse libyenne loyale au gouvernement Theni, «les forces de l'armée nationale et les services de sécurité affirment leur soutien au gouvernement légal et s'engagent à le protéger face à tous les obstacles et agressions qui entravent son travail». «Toute agression contre les sièges du gouvernement et des institutions souveraines de l'Etat sera suivie d'une riposte de l'Etat qui agira avec



force et fermeté en utilisant ses outils officiels et légaux», affirme le texte. Abdallah al-Theni a échappé mardi soir à une tentative d'assassinat à Tobrouk. «Des hommes armés ont ouvert le feu sur la voiture du Premier ministre au moment où il quittait un endroit où se tenait une séance

du Parlement», selon le porte-parole du gouvernement Hatem el-Ouraybi. Le Premier ministre reconnu par la communauté internationale «est sorti indemne mais un de ses gardes du corps a été blessé dans la fusillade», a-t-il ajouté, disant: «c'était une tentative d'assassinat».

Des enquêtes menacent la réconciliation franco-marocaine

La France et le Maroc scelleront leur réconciliation jeudi à Paris, mais des enquêtes judiciaires sur des accusations de torture continuent de troubler leurs relations, ébranlées par une année de brouille diplomatique sans précédent. Aussi inattendue que violente, la dispute entre ces deux proches alliés a éclaté à la suite d'accusations visant notamment le chef du contre-espionnage marocain (DGST),

Abdellatif Hammouchi, dont celles portées par un ancien boxeur Zakaria Moumni. La visite en février 2014 à la résidence de l'ambassadeur du Maroc à Paris de policiers venus remettre une convocation d'une juge à Abdellatif Hammouchi avait entraîné la rupture de la coopération judiciaire, avec des conséquences lourdes sur la coopération sécuritaire et antiterroriste. En janvier dernier, la signature d'une nou-

velle convention judiciaire marquait la fin de la brouille. Pour «rallumer tous les moteurs» de la relation, selon la France, le Premier ministre marocain Abdelilah Benkirane et une douzaine de ses ministres seront reçus jeudi à Paris. Une vingtaine d'accords doivent être signés et divers entretiens bilatéraux sont prévus, notamment entre les ministres de la Justice Christiane Taubira et Mustafa Ramid.

Migration : Ban Ki-moon contre une opération militaire en Méditerranée

Le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, a réitéré mercredi ses réticences face à l'opération navale de lutte contre les trafiquants de migrants en Méditerranée mise sur pied par l'Union européenne. «Il y a peut-être d'autres façons» de régler la crise des migrants, a estimé M. Ban après une rencontre avec le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, rappelant sa «préoccupation quant à l'idée de détruire les bateaux» utilisés par les passeurs. Ces bateaux servent aussi souvent à la pêche. «Quand on envisage de détruire des bateaux, cela pourrait conduire in fine à priver des gens de moyens de subsistance qui sont déjà très limités», a jugé M. Ban.

L'Union européenne a décidé



de mettre sur pied, le 18 mai, une opération navale sans précédent pour «casser» l'activité des réseaux de trafiquants qui gèrent les traversées de migrants en Méditerranée, après une série de naufrages meurtriers. Cette opération, qui envisage de

«neutraliser» les embarcations utilisées par les passeurs, requiert un feu vert du Conseil de sécurité de l'Onu. «Il revient aux membres du Conseil de sécurité de décider, mais je crois que des opérations militaires n'ont qu'une efficacité limitée», a-t-il ajouté.

EDITORIAL

Par Yazid Alilat

FIFA : C'EST UN BON JOUR POUR MOURIR

ver, en particulier pour les droits TV. Mais, l'affaire est sérieuse d'autant plus que la justice des Etats-Unis, d'où toute cette histoire est partie selon l'attorney général de New York, a demandé l'extradition des neuf dirigeants de la FIFA arrêtés à Genève et cinq partenaires dont des représentants de TV. Ils risquent de lourdes peines de prison pour des faits de corruption. Dans le fond, c'est surtout la gestion de la FIFA par Sepp Blatter et ses vice-présidents, même s'il est lui-même en dehors de ce scandale pour le moment, qui est au centre de la polémique qui enfle. Déjà, des analystes et d'anciens conseillers au cabinet de Blatter à Genève n'hésitent plus, aujourd'hui que le scandale a éclaté, de parler de «maffia» qui gère le football mondial. Certes, tout n'était pas rose, même du temps du Brésilien Havelange à l'ombre duquel Blatter avait fait ses armes et forgé ses soutiens, mais les révélations du parquet de New York sur des pots-de-vin et la corruption des responsables d'instances dirigeantes de la FIFA montrent en réalité à quel point le football a été gangrené par tout ce qui est contraire aux valeurs du

Fin du secret bancaire suisse à partir de 2018

La Suisse et l'Union européenne ont entériné mercredi la fin du secret bancaire suisse, à partir de 2018, pour les ressortissants européens, une étape majeure vers une plus grande transparence au moment où l'Europe combat l'évasion fiscale. L'UE et Berne ont officiellement signé à Bruxelles un accord sur l'échange automatique d'informations en matière fiscale concernant les ressortissants européens ne résidant pas en Suisse, après avoir donné le premier feu vert en mars.

En Suisse, le parlement doit encore ratifier cet accord, qui peut aussi être soumis à référendum. S'il passe ces étapes, la Suisse et les 28 Etats membres de l'UE pourront collecter des données bancaires dès 2017 et les échanger à partir de 2018. Une avancée qui «marque la fin du secret bancaire suisse pour les résidents de l'UE et permettra d'empêcher la dissimulation de revenus non déclarés sur des comptes en Suisse», a estimé la Commission européenne, qui a fait de la transparence fiscale un des ses chevaux de bataille.

Nucléaire iranien: surenchère française



La France n'acceptera pas d'accord sur le nucléaire iranien si Téhéran refuse la vérification de ses installations militaires, a affirmé mercredi le chef de la diplomatie française Laurent Fabius, une semaine après que le guide suprême iranien eut exclu toute inspection de ces sites. «Il n'y aura pas d'acceptation de l'accord de la France s'il n'est pas clair qu'une vérification pourra être faite auprès de toutes les installations iraniennes, y compris les sites militaires», a déclaré M. Fabius devant les députés, en souhaitant que toutes les grandes puissances engagées dans les négociations «adoptent la position française». Les négociations entre l'Iran et les grandes puissances pourraient aller au-delà du 30 juin en raison des difficultés à parvenir à «un bon accord» nucléaire, a affirmé un négociateur iranien en marge d'une séance de discussions à Vienne. L'Iran et les pays du 5+1 (Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Chine, Russie et Allemagne) sont engagés depuis plus de 20 mois dans des négociations en vue de résoudre le dossier nucléaire de Téhéran. Ils ont conclu un accord-cadre le 2 avril et doivent en principe achever la rédaction de l'accord d'ici fin juin.